

# Vers une gestion intégrée de la ressource en eau sur le bassin de la Vienne

-

Diagnostic de la gestion des cours d'eau dans le  
département de la Vienne et propositions de gestion

Maître de Stage : Fabrice PORTET

Jury :

Corinne LARRUE  
Francesca DI PIETRO

Rapport de stage pour l'obtention de la Licence IUP IMACOF



Ce dossier a nécessité la compilation de nombreuses données. Ainsi, je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont aidé à mener à bien cette étude.

Merci à :

Fabrice PORTET, mon maître de stage, technicien du syndicat R.I.V.E. de la Vienne

Guy RUBI, président du syndicat R.I.V.E. de la Vienne

Emilie GUILLEMOT, secrétaire du R.I.V.E. de la Vienne

Franck MAGNON, chef de projet au S.M.P.M.

Amandine LECLERC, technicienne de rivière au S.M.P.M.

Gérard POITEVIN, président du S.I.V. Dive et Rin

Sylvie COUILLAUD, secrétaire du S.I.V. Dive et Rin

Daniel AUGER, président du S.I.M.E.V.

Cédric CHAT, technicien du S.I.A.V. Envigne et du S.I.A.O.V. Ozon

Stéphane LORIOT, animateur du SAGE de la Vienne

Samuel ANDRE, technicien à la délégation Poitou-Limousin de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne

## Résumé

Le politique de la gestion de l'eau en France est en pleine mutation. La mise en application de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) dans les textes français (loi sur l'eau et les milieux aquatiques, SDAGE...) apporte une idée supplémentaire : l'obligation de résultat. En effet, la DCE a pour ambition que toutes les masses d'eau atteignent le « bon état » en 2015. Localement, sur le bassin de la Vienne, le SAGE Vienne met en avant 105 préconisations qui vont dans le sens de la DCE. Cependant, l'évolution des politiques de financement n'appuie pas cette volonté, elles sont globalement en baisse pour la restauration et l'entretien des cours d'eau.

La mise en application des préconisations du SAGE Vienne est relayée au niveau du département par six structures notamment pour la restauration et l'entretien des cours d'eau. Le diagnostic de ces structures évoque l'historique, les compétences, le fonctionnement et les actions passées et futures. Il met en évidence certaines faiblesses dans la gestion actuelle des cours d'eau du bassin de la Vienne.

Pour effacer ces faiblesses et permettre une gestion cohérente de la ressource en eau des propositions sont envisagées. Elles concernent les modalités pour parvenir à un rapprochement entre les structures et les outils disponibles pour mettre en application les préconisations du SAGE Vienne dans le département. Ces propositions sont planifiées pour créer une structure compétente pour obtenir le « bon état » des masses d'eau de la Vienne dans le département en 2015.

**Mots clefs :** restauration et entretien de cours d'eau, Contrat Restauration et Entretien, Contrat de rivière, syndicat de rivière, gestion intégrée de l'eau, cohérence, collaboration, bon état, SAGE de la Vienne, bassin versant de la Vienne, département de la Vienne.

## Abstract

In France, water management renews. The application of Framework Directive in the field of water policy (FDW) in French script (new water law, SDAGE...) is changing the management view; FDW insert the idea of result commitment. Indeed, with the application of FDW bodies of water will reach good status in 2015. Locally, on Vienne catchment's, SAGE of Vienne specifies 105 recommendations for good water management. However, the evolution of finance for water management does not encourage this new will; it will drop notably for river's re establishment and maintenance.

The application of SAGE of Vienne recommendations is relaying by 6 organizations notably for river's re establishment and maintenance on Vienne department. The diagnoses of these organizations recall history, competences, working and actions. It brings out some weaknesses in actual river management on Vienne catchment's.

For obliterate these weaknesses and permit a coherent management of water resource, suggestions are doing. It concerns organizations collaboration's modalities and management tool's for applying SAGE of Vienne recommendations in the department. These suggestions are planning to create a competent organization which will word for reach good status of bodies of water in 2015.

**Keywords:** river's re establishment and maintenance, re establishment and maintenance contract, river contract, river organization, water integrated management, coherent, collaboration, good status, SAGE of Vienne, Vienne catchment's, Vienne department.

## Sigles

Sigle	Signification
AAPPMA	Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques
AELB	Agence de l'Eau Loire Bretagne
CA	Contrat d'Apprentissage
CAE	Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi
CBLB	Comité de Bassin Loire Bretagne
CDD	Contrat à Durée Déterminée
CES	Contrat Emploi Solidarité
CLAP'EAU	Comité Local Participatif sur l'EAU
CLE	Commission Locale de l'Eau
CPIE	Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement
CRE	Contrats de Restauration et d'Entretien
CREN	Conservatoire Régional des Espaces Naturels
CSP	Conseil Supérieur de la Pêche
DCE	Directive Cadre Européenne sur l'Eau
DDAF	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDE	Direction Départementale de l'Équipement
DIREN	Direction Régionale de l'Environnement
DOCUP	Documents Uniques de Programmation
DPF	Domaine Public FLuvial
EDF	Electricité De France
EPALA	Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents
EPL	Etablissement Public Loire
EPTB	Etablissement Public Territorial de Bassin
FEADER	Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
FEOGA	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole
FFCK	Fédération Française de Canoë Kayak
GE.RE.PI.	Gestion de la Réserve du Pinail
IBGN	Indice Biologique Globale Normalisé
LPO	Ligue de Protection des Oiseaux
MEDD	Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
PADC	Programme d'Aide au Développement des Communes
R.I.V.E. de la Vienne	Regroupement Intercommunal pour la Valorisation et l'Entretien de la Vienne
REH	Réseau d'Évaluation des Habitats
RHP	Réseau Hydrobiologique Piscicole
S.I.A.O.V. Ozon	Syndicat Intercommunal Opérationnel d'Aménagement de la Vallée de l'Ozon
S.I.A.V. Envigne	Syndicat Intercommunal en vue de l'Assainissement de la Vallée de l'Envigne
S.I.D.E.M.	Syndicat Intercommunal pour le Développement Économique du Montmorillonnais
S.I.M.E.R	Syndicat Intercommunal du Montmorillonnais pour l'Équipement Rural
S.I.M.E.V.	Syndicat Intercommunal de Maintenance et d'Entretien de la Vienne
S.I.V. Dive et Rin	Syndicat Intercommunal des Vallées de la Dive et du Rin
S.M.P.M.	Syndicat Mixte du Pays Montmorillonnais
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SIAEP	Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable
SIVEER	Syndicat Intercommunal d'alimentation en Eau et d'Équipement Rural de la Vienne
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

## Préambule

En pleine période de restructuration de la politique de l'eau en France, au moment du vote de la réforme de la loi sur l'eau, de l'élaboration du 9<sup>ème</sup> programme de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, de la mise en place de la nouvelle politique rivière du Conseil Régional Poitou-Charentes, de la mise en place d'une structure porteuse pour le SAGE Vienne, de l'élaboration du 3<sup>ème</sup> Plan Loire, sur fond de Directive Cadre Européenne sur l'Eau, un des principaux enjeux de notre territoire relève de la gouvernance, de la coopération et de la cohérence des actions et des mesures prises pour la gestion de la Vienne.

Cette rivière, ainsi que son bassin versant, représente un potentiel encore mal connu, d'une part pour les espèces et les espaces remarquables qui s'y développent, et d'autre part pour son activité économique et touristique. Les enjeux de ce territoire ont été clairement mis en évidence dans les études et les préconisations du SAGE Vienne. L'ensemble des acteurs gestionnaires de cours d'eau dans le bassin versant sont concernés.

Le travail réalisé par Mathieu Gantheil va permettre d'organiser la concertation entre les différentes structures du département concernées par le bassin de la Vienne en ayant fait le point sur les compétences et les modes de fonctionnement de chacun, et en ayant jeté les bases d'une possible coordination de l'ensemble des structures concernées par la Vienne « aval ».

Travail compliqué, nécessairement long, chaque structure ayant son mode de fonctionnement, son mode de financement, et ses compétences propres. L'ingénierie des milieux aquatiques et des corridors fluviaux est pleinement représentée dans ce travail de synthèse et de mise en relation entre les structures, les politiques nationales et locales et les systèmes de financements, en faisant des propositions pour une meilleure gouvernance.

Fabrice PORTET  
R.I.V.E. de la Vienne

## Introduction

La loi sur l'eau de 1992, a mis en avant la nécessité de prendre en compte une nouvelle échelle pour la gestion de l'eau, le bassin versant. L'application de ce principe est encore difficile à mettre en place sur le terrain. En effet, la délimitation naturelle du bassin versant s'oppose aux limites administratives classiques de la France qui sont la région, le département et la commune (pour ne citer que ces trois).

Depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2006, le bassin versant de la Vienne (Clain et Creuse exclus) possède un outil de gestion intégrée de l'eau, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vienne. Les préconisations du SAGE Vienne sont relayées au niveau local, notamment pour la gestion des berges et des lits, par les syndicats de rivière. Dans le département de la Vienne, six structures compétentes pour la gestion des berges et des lits sont inventoriées.

L'objet de cette étude est de réaliser un bilan sur la gestion des cours d'eau menée par ces structures afin d'établir un diagnostic et d'effectuer des propositions pour envisager une gestion de l'eau plus intégrée dans le futur.

La première partie de l'étude expose la politique de gestion de l'eau du bassin de la Vienne, notamment sur la prise en compte des politiques européenne et national, et l'actuelle évolution du contexte financier.

Dans une deuxième partie, une description de la gestion des cours d'eau menée par chaque structure permettra d'établir les atouts et les faiblesses de la gestion des cours d'eau sur le bassin de la Vienne.

Enfin, dans une troisième partie, des propositions seront faites pour améliorer la gestion des cours d'eau dans le département. Elles concernent différentes possibilités de collaboration, entre les six structures présentes, et les outils disponibles pour mener une gestion cohérente de l'eau.

## Note de présentation

La présente étude concerne la gestion des cours d'eau du bassin de la Vienne dans le département de la Vienne (bassins du Clain et de la Creuse exclus). L'aire d'étude correspond ainsi au limite du SAGE Vienne dans le département de la Vienne. Dans la suite du rapport, ces cours d'eau seront nommés cours d'eau du bassin de la Vienne.

La gestion des cours d'eau du bassin de la Vienne est assurée par six structures (fig. 1, p. 3). Ces structures sont de deux types, les syndicats de rivière (syndicat intercommunal spécialisé dans la gestion des cours d'eau) pour cinq d'entre elles et un syndicat mixte ouvert avec des compétences multiples. Les compétences précises spécifiées dans les statuts de ces structures seront évoquées ultérieurement.

Ainsi, la gestion des cours d'eau du bassin de la Vienne est assurée, d'amont en aval, par :

- le Syndicat Mixte du Pays Montmorillonnais (S.M.P.M.), syndicat mixte ouvert,
- le Syndicat Intercommunal des Vallées de la Dive et du Rin (S.I.V. Dive et Rin),
- le Syndicat Intercommunal de Maintenance et d'Entretien de la Vienne (S.I.M.E.V.),
- le Regroupement Intercommunal pour la Valorisation et l'Entretien de la Vienne (R.I.V.E. de la Vienne),
- le Syndicat Intercommunal Opérationnel d'Aménagement de la Vallée de l'Ozon (S.I.O.A.V. Ozon),
- le Syndicat Intercommunal en vue de l'Assainissement de la Vallée de l'Envigne (S.I.A.V. Envigne).

Cette présentation succincte permet de définir précisément le territoire et les structures concernés par cette étude.



# 1. La gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne : un contexte en pleine mutation

Le contexte de la gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne, et plus particulièrement la gestion des cours d'eau, dépend à la fois des textes qui régissent la politique de l'eau et des moyens financiers mis en place pour mener cette politique.

La première partie de cette étude présente successivement le contexte politique et financier de la gestion de l'eau afin de tirer des conclusions.

## 1.1. Une nouvelle politique de gestion de l'eau

La gestion de l'eau en France est en constante évolution. Depuis la loi sur l'eau de 1992, le principe de gestion intégrée a été instauré avec la mise en place d'outils comme les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), à l'échelle des grands bassins hydrographiques, et les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), à l'échelle d'un bassin versant.

Le dernier grand bouleversement dans la politique de gestion de l'eau est intervenu au niveau européen avec la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) adoptée en décembre 2000 et transposée en droit français en avril 2004.

Le bassin de la Vienne est bien évidemment soumis à ces réglementations nationales et européennes. Le contexte de la gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne est également conduit par le Plan Loire et le SAGE de la Vienne nouvellement adopté.

### 1.1.1. Le contexte européen (DCE) : vers une obligation de résultat

La Directive Cadre a été adoptée en décembre 2000 au niveau européen et transposée en droit français avec la loi du 21 avril 2004. Son application au niveau du bassin Loire Bretagne sera effective grâce à la révision du SDAGE prévue en 2009.

#### *1.1.1.1. Les grands principes de la DCE*

La DCE est basé sur quatre grands principes :

- une gestion par bassin versant,
- la planification et la programmation des actions,
- la nécessité d'une analyse économique de l'eau,
- la consultation du public.

#### *Une gestion par bassin versant*

La DCE reprend le principe de gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant évoqué par la loi sur l'eau de 1992. Elle impose aux états membres de délimiter des **districts hydrographiques** cohérents. L'actuel périmètre du bassin hydrographique Loire Bretagne est découpé selon les limites cantonales alors que le périmètre défini pour le district du bassin Loire Bretagne s'appuie sur les limites communales, le périmètre est donc légèrement différent (fig. 2, p.5). (CBLB, 2004A).

#### *La planification et la programmation des actions*

La DCE instaure une politique qui s'inscrit dans une logique de résultats. En effet, elle fixe comme objectif d'atteindre le bon état des masses d'eau à l'horizon 2015.

Pour atteindre le bon état des masses d'eau, la DCE définit une procédure à suivre en trois grandes étapes :

- définir un **état des lieux** des masses d'eau,
- effectuer un **plan de gestion** qui définit les objectifs à atteindre en 2015,
- mettre en place un **programme de mesure** pour identifier les actions nécessaires pour atteindre ces objectifs. (MEDD, 2003)

## *La nécessité d'une analyse économique de l'eau*

---

La DCE demande l'application du principe de récupération des coûts des services de l'eau, y compris des coûts environnementaux. Ce principe consiste à établir une correspondance entre les coûts associés aux différentes utilisations de l'eau et leur prise en charge par les usagers qui les engendrent. Ainsi, les contributions des divers secteurs économiques sont à identifier, en distinguant au moins les ménages, l'industrie et l'agriculture. La DCE veut une plus grande transparence des coûts liés à l'utilisation de l'eau. (MEDD, 2003)

## *La consultation du public*

---

La DCE demande d'assurer une participation active des acteurs de l'eau et du public à l'élaboration du plan de gestion, en prévoyant des **consultations**. Les données techniques et économiques sur les usages de l'eau devront être publiées. (MEDD, 2003)

### *1.1.1.2. La DCE et le bassin de la Vienne*

---

Sur le bassin de la Vienne l'état des lieux des masses d'eau a été adopté le 3 décembre 2004 par le comité de bassin. Cette version adoptée est appelée à évoluer et à s'enrichir. En effet, les délais assez courts, l'application de méthodologies nouvelles et les lacunes sur les données biologiques et économiques expliquent le caractère non définitif de l'état des lieux.

Depuis le début de l'année 2005, la révision du SDAGE, qui intégrera le plan de gestion, et l'élaboration du programme de mesures est en cours, une première version du programme de mesure a été présentée le 11 avril 2006.

## *L'état des lieux*

---

L'Agence de l'Eau Loire Bretagne a demandé à un bureau d'étude de réaliser l'état des lieux des masses d'eau du bassin Loire Bretagne. Le bureau d'étude désigné pour faire l'état des lieux est la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG).

Plusieurs circulaires ont été publiées par le ministère de l'écologie et du développement durable pour préparer la mise en œuvre de la DCE. Ces circulaires contiennent notamment des guides méthodologiques précisant les méthodes, les outils et les règles de production des documents nécessaires. Le guide méthodologique pour la définition de l'état des lieux a été publié dans la circulaire DCE 2003/01 du 20 mai 2003.

L'Agence de l'Eau Loire Bretagne a mis en place des commissions géographiques pour permettre un meilleur suivi et une meilleure consultation des dossiers en cours. Le bassin de la Vienne fait partie de la commission géographique « Vienne et Creuse » (fig. 3).

L'état des lieux publié par l'Agence de l'Eau fait état des masses d'eau du bassin de la Vienne dans le département. Dans ce rapport l'intérêt est porté uniquement sur les eaux de surfaces. Trois étapes principales sont distinguées pour dresser l'état des lieux :

- délimiter les différentes masses d'eau et de définir les différents types,
- définir pour chaque masse d'eau l'état du milieu,
- définir les objectifs environnementaux à atteindre avec des dérogations éventuelles.

(CBLB, 2004B)

### **✓ Délimitation des différentes masses d'eau et définition des différents types**

Dans un premier temps, l'Agence de l'Eau a délimité les cours d'eau principaux, depuis juin 2005 elle s'intéresse aux très petits cours d'eau.

La méthodologie adoptée a été la suivante : premièrement en prenant en compte les critères naturels de délimitation, puis en identifiant les masses d'eau fortement modifiées ou artificielles. La délimitation des masses d'eau de cours d'eau a été faite en prenant également en compte les activités humaines pour subdiviser celles qui apparaissaient trop hétérogènes. Les bases de données disponibles à l'échelle du bassin et la connaissance à dire d'expert ont été utilisées pour identifier les principales situations susceptibles de modifier sensiblement l'état de la masse d'eau :

- les rejets ou prélèvements urbains, industriels ou agricoles effectués directement dans la masse d'eau,
- les affluents qui peuvent soit augmenter les apports polluants, soit les réduire par un phénomène de dilution.

La délimitation des masses d'eau des cours d'eau principaux distingue 8 masses d'eau sur le territoire de l'étude (tab. 1 et fig. 4).

**Tableau 1 : Les masses d'eau "cours d'eau principaux" sur le territoire.**

<b>nom de rivière</b>	<b>code masse d'eau</b>	<b>localisation</b>
Vienne	RGR358	La Vienne depuis Saillat jusqu'au complexe de Chardes
Vienne (complexe de Chardes)	PE56	Complexe de Chardes (barrage de la Roche, de Jousseau et de Chardes)
Vienne	RGR360b	La Vienne depuis le complexe de Chardes jusqu'à sa confluence avec le Clain
Vienne	RGR362	La Vienne depuis la confluence avec le Clain jusqu'à sa confluence avec la Creuse
Blourde	RGR389	La Blourde depuis Luchapt jusqu'à sa confluence avec la Vienne
Petite Blourde	RGR390	La Petite Bourde depuis Moulismes jusqu'à sa confluence avec la Blourde
Envigne	RGR400	L'Envigne depuis Doussay jusqu'à sa confluence avec la Vienne
Ozon	RGR399	L'Ozon depuis Monthoiron jusqu'à sa confluence avec la Vienne

Sur les huit cours d'eau principaux, une masse d'eau est qualifiée comme « masse d'eau fortement modifiée », il s'agit de la Vienne au niveau du complexe de Chardes, pour l'instant ce classement est provisoire.

Les documents actuellement soumis à la concertation pour les très petits cours d'eau font état de 13 masses d'eau sur le territoire d'étude (tab. 2 et fig. 5).

**Tableau 2 : Les masses d'eau "très petits cours d'eau" sur le territoire.**

<b>nom de rivière</b>	<b>code masse d'eau</b>
Le Puytourlet	RGR1741
La Salle	RGR1747
La Pargue	RGR1756
La Crochatière	RGR1775
Le Crochet	RGR1781
Ruisseau de Bagneux	RGR1817
L'Aloeuf	RGR1846
La Mortagne	RGR1811
La Dive de Mothemer	RGR1855
Ruisseau d'Antran	RGR2018
Le Remilly	RGR2020
Ruisseau de Velleches	RGR2047
Ruisseau de Chenevelles	RGR1524

Ainsi sur le territoire d'étude, 21 masses sont pour l'instant identifiées, elles ne recouvrent pas l'ensemble du linéaire de cours d'eau. (CBLB, 2004B)

### ✓ Définition de l'état du milieu de chaque masse d'eau

Dans les résultats présentés par l'Agence de l'Eau, l'état du milieu des différentes masses d'eau n'est pas présenté. Actuellement, elle semble avoir pris partie d'apprécier la capacité de chaque masse d'eau à respecter ou non les objectifs environnementaux à l'horizon 2015 sans caractériser l'état du milieu. Cette orientation actuelle peut s'expliquer car la définition du bon état n'est pas finalisée.

En effet, dans les objectifs environnementaux définis par la DCE figure l'atteinte du bon état de chaque masse d'eau. Cet état est décomposé en deux volets :

- l'état chimique,
- l'état écologique.

Pour l'état chimique, il s'agit simplement de vérifier que les normes de qualité environnementales fixées par les directives européennes seront respectées. Par contre, pour l'état écologique, les nouveaux référentiels et le système d'évaluation définitif ne pourront être officiellement validés qu'à partir de 2007 car ils doivent intégrer les résultats de l'exercice d'inter-étalonnage mené au niveau européen en 2005-2006 sur la biologie.

Ainsi, l'état du milieu ne pouvant pas être définitivement établi, l'Agence de l'Eau semble avoir choisi de ne pas présenter les résultats intermédiaires. (MEDD, 2005)

### ✓ Définition des objectifs environnementaux à atteindre et dérogations éventuelles

Les objectifs environnementaux de la DCE peuvent être synthétisés ainsi :

- atteindre le bon état (écologique et chimique) en 2015 sauf pour les masses d'eau artificielles ou fortement modifiées qui doivent atteindre le bon état chimique et le bon potentiel écologique (concerne le complexe de Chardes sur la Vienne, moins contraignant),
- assurer la continuité écologique sur les cours d'eau,
- ne pas détériorer l'existant,
- atteindre toutes les normes et objectifs en zones protégées au plus tard en 2015,
- supprimer les rejets de substances dangereuses prioritaires et réduire ceux des substances prioritaires.

Comme évoqué précédemment, la définition et l'évaluation de l'état des eaux n'est pas encore réalisée, par conséquent les objectifs environnementaux ne sont pas encore définis. La DCE donne un caractère central à la définition du « bon état », c'est cette définition qui établira les ambitions réelles pour 2015 et l'ampleur des opérations à engager.

La circulaire DCE 2005/12 précise comment sera défini le « bon état » (état chimique et écologique). Pour qu'une masse d'eau soit qualifiée en « bon état » il faut que l'état chimique et l'état écologique soient bons (fig. 6).

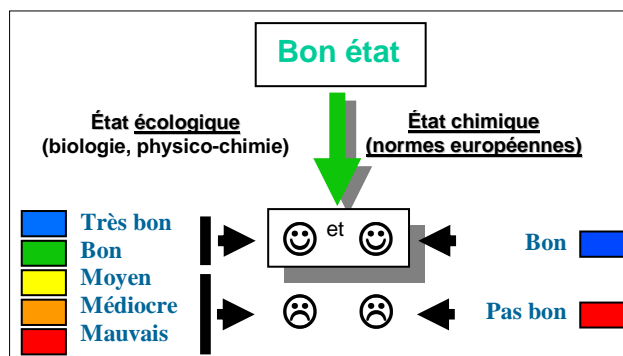


Figure 6 : Définition du "bon état" des masses d'eau.

La méthode d'évaluation préconisée dans la DCE est différente de celle utilisée aujourd'hui en France. Les outils actuels pour évaluer la qualité biologique d'un cours d'eau sont basés sur des notations absolues (IBGN par exemple). L'approche de la DCE est très différente, elle demande :

- une classification des masses d'eau par type,
- de définir un état de référence pour chaque type de masse d'eau,
- pour caractériser l'état d'une masse d'eau en fonction de **l'écart à la référence**.

Le travail d'inter-calibration au niveau européen sur la biologie sera primordial pour définir deux éléments stratégiques :

- le choix des références,
- le positionnement du niveau « bon état ».

Des dérogations seront possibles en cas de non respect des objectifs environnementaux en 2015. En effet, une certaine souplesse est prévue et des reports d'échéance ou des objectifs moins stricts restent possibles, mais ils devront être justifiés et soumis à consultation du public.

En attendant la fin de la période transitoire de définition du « bon état » des masses d'eau, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne a décidé de classer provisoirement les masses d'eau en fonction du risque de non respect des objectifs environnementaux d'ici 2015. (MEDD, 2005)

#### *Capacité des masses d'eau du bassin de la Vienne à respecter ou non les objectifs environnementaux à l'horizon 2015.*

---

Actuellement les masses d'eau du bassin de la Vienne sont provisoirement réparties en trois classes vis-à-vis du respect ou non des objectifs environnementaux :

- celles qui devraient respecter les objectifs de la directive, avec les programmes d'actions actuels ou prévus (identifiées par « Respect des objectifs »),
- celles qui nécessiteront un délai ou des actions supplémentaires pour respecter les objectifs de la directive (identifiées par « Délai/actions supplémentaires »),
- celles pour lesquelles existe une incertitude, soit du fait d'un manque de données, soit du fait d'une méconnaissance des phénomènes physiques (identifiées par « Doute »).

(CBLB, 2004B)

Ce classement est principalement fondé sur des avis d'experts et non sur des critères normalisés. Les résultats provisoires sur les masses d'eau de la zone d'étude sont les suivants (tab. 3, p. 9) :

Tableau 3 : Capacité des masses d’eau du territoire à respecter ou non les objectifs environnementaux à l’horizon 2015. (CBLB, 2006A)

Nom rivière	Code masse d’eau	Facteurs limitant						Synthèse
		macropolluants	nitrates	pesticides	micropolluants	morphologie	hydrologie	
Vienne	RGR358							
Vienne (complexe de Chardes)	PE56							
Vienne	RGR360b							
Vienne	RGR362							
Blourde	RGR389							
Petite Blourde	RGR390							
Envigne	RGR400							
Ozon	RGR399							
Le Puytourlet	RGR1741	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
La Salle	RGR1747	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
La Pargue	RGR1756	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
La Crochatière	RGR1775	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Le Crochet	RGR1781	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Ruisseau de Bagneux	RGR1817	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
L’Aloëuf	RGR1846	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
La Mortagne	RGR1811	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
La Dive de Mothemer	RGR1855	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Ruisseau d’Antran	RGR2018	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Le Remilly	RGR2020	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Ruisseau de Velleches	RGR2047	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Ruisseau de Chenevelles	RGR1524	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	

Couleur	Classification
	masse d'eau fortement modifiée
	respect des objectifs
	doute
	délai/actions supplémentaires
	non qualifié
N/A	absence de données

Globalement les masses d’eau de la zone d’étude sont classées comme nécessitant un délai ou des actions supplémentaires pour respecter les objectifs de la directive.

## *Le programme de mesure*

---

La première version du programme de mesure a été soumise à la consultation lors de la réunion de la commission géographique « Vienne Creuse » du 11 avril 2006.

Cette version est basée sur le classement des masses d'eau en trois catégories en fonction du risque de non respect des objectifs environnementaux en 2015. Elle évoque les principales mesures envisagées pour atteindre les objectifs. Ces mesures sont des actions précises, qui seront chiffrées et datées dans la version finale du programme.

Cette première version du programme de mesures est très incomplète. Elle fait quand même état des programmes en cours sur les territoires et propose des mesures supplémentaires.

Dans sa version finale le programme de mesure devra permettre, s'il est totalement mis en place et concrétisé sur le terrain, d'atteindre le « bon état » des masses d'eau en 2015. (CBLB, 2006)

## *Bilan DCE et bassin de la Vienne*

---

### **Actuellement :**

- Une première délimitation des masses d'eau pour les grands et les très petits cours d'eau a été effectuée,
- Etat des masses d'eau non défini (état chimique et état écologique),
- Classification des masses d'eau (avis d'expert) en fonction de leur capacité à respecter ou non les objectifs environnementaux à l'horizon 2015 (critères biologiques non pris en compte),
- La plupart des masses d'eau de la zone d'étude sont classées comme nécessitant un délai ou des actions supplémentaires pour respecter les objectifs de la directive,
- Première version du programme de mesures soumise à concertation devant la commission géographique « Vienne et Creuse » du 11 avril 2006.

### **Perspectives:**

- Attendre les critères précis définissant l'état des masses d'eau début 2007,
- Définir l'état des masses d'eau avec ces critères définitifs,
- Définir le programme de mesures et ouvrir les fonds pour le mettre en place.

## **1.1.2. La prise en compte de la DCE dans la législation française**

---

### *1.1.2.1. La loi sur l'eau de 1992*

---

Depuis 1992, la France a adopté une loi spécifique à la gestion de l'eau. Cette loi de gestion et de planification a été codifiée dans le Code de l'environnement (art. L210 et suivants).

Un des fondements de cette loi est de présenter l'eau et les milieux aquatiques comme un patrimoine fragile et commun à tous. Pour préserver et mettre en valeur cette ressource, la loi évoque le principe de gestion intégrée de la ressource qui doit se traduire par :

- une conciliation du développement socio-économique, de la préservation des milieux aquatiques et un équilibre des usages entre eux, pour garantir un développement durable,
- une gestion globale prenant en compte l'ensemble des milieux aquatiques,
- une organisation institutionnalisée et pérenne de la gestion de ce patrimoine.

Pour la mise en oeuvre concrète de cette gestion, deux outils de réglementation et de planification sont institués, à des niveaux différents :

- les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE),
- les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Elle a également rassemblé et unifié les différentes procédures instituées par les textes antérieurs dans une nomenclature. Cette nomenclature détermine les seuils de déclaration et d'autorisation pour les installations, ouvrages, travaux ou aménagements ayant un impact sur l'eau. Elle prévoit des dispositions répressives importantes en cas de non respect de la loi.

Une des volontés de cette loi est également d'élargir le champ d'intervention des collectivités territoriales pour les actes liés à l'eau. (MEDD, 2004)

### *1.1.2.2. Vers une nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques*

---

La mise en place de la DCE a accéléré la volonté de réformer la loi sur l'eau de 1992 afin de mettre en place une politique permettant de répondre aux objectifs environnementaux de la DCE.

Ainsi, sur proposition du ministre de l'écologie et du développement durable et après une phase de concertation et de débats qui a duré près de deux ans, le Sénat a voté en avril 2005 et l'Assemblée Nationale le 30 mai 2006 en première lecture un projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

Les deux objectifs fondamentaux de ce projet de loi sont :

- de donner les outils aux acteurs de l'eau pour reconquérir la qualité des eaux et atteindre en 2015 les objectifs de bon état écologique de la DCE,
- de donner aux collectivités territoriales les moyens d'adapter les services publics d'eau potable et d'assainissement aux nouveaux enjeux en terme de transparence vis à vis des usagers, de solidarité en faveur des plus démunis et d'efficacité environnementale.

La future adoption définitive de la prochaine loi sur l'eau mettra en place une nouvelle réglementation en matière de gestion de l'eau. Il sera ainsi nécessaire de bien étudier les modifications engendrées pour respecter ces nouvelles règles.

Le projet de nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques sera présenté en deuxième lecture au Sénat au courant du mois de septembre 2006. (MEDD, 2006B)

### 1.1.3. La prise en compte de la DCE dans le SDAGE Loire Bretagne

Le SDAGE est l'outil opérationnel pour mettre en application les objectifs environnementaux de la DCE sur le bassin Loire Bretagne. Le SDAGE adopté en 1996 ne répond pas aux exigences de la DCE, il est donc en cours de révision.

#### 1.1.3.1. Le SDAGE de 1996

L'actuel SDAGE institué par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 établit les orientations de la gestion de l'eau dans le bassin. Ce premier SDAGE du bassin Loire Bretagne a été adopté en 1996, il comprend quatre éléments principaux :

- un état de la connaissance et des lieux,
- un diagnostic,
- 7 objectifs vitaux,
- des préconisations générales et locales pour atteindre les objectifs vitaux.

Les 7 objectifs vitaux du SDAGE de 1996 sont les suivants :

- gagner la bataille de l'alimentation en eau potable,
- poursuivre l'amélioration de la qualité des eaux de surface,
- retrouver des rivières vivantes et mieux les gérer,
- sauvegarder et mettre en valeur les zones humides,
- préserver et restaurer les écosystèmes littoraux,
- réussir la concertation, notamment avec l'agriculture,
- savoir mieux vivre avec les crues.

C'est le SDAGE qui a initié la mise en place de structures gestionnaires des lits et des berges des cours d'eau du bassin Loire Bretagne. En effet, dans le troisième objectif vital il est dit : « Il faut aussi beaucoup mieux entretenir le lit des cours d'eau, grâce à la mise en place de structures pérennes d'entretien, de suivi et de financements stables ».

Pour mettre en application la DCE, l'actuel SDAGE doit être révisé. (CBLB, 2005)

#### 1.1.3.2. Vers un nouveau SDAGE en 2009

La révision du SDAGE comprend trois grandes étapes :

- état des lieux du bassin, phase diagnostic,
- définition des enjeux de l'eau sur le bassin,
- élaboration du projet de révision du SDAGE et de son programme de mesures associées.

Actuellement, la phase diagnostic a été adoptée en 2004, les enjeux ont été définis et soumis à consultation du public de mai à novembre 2005 et le programme de mesures est en cours d'élaboration (fig. 7).

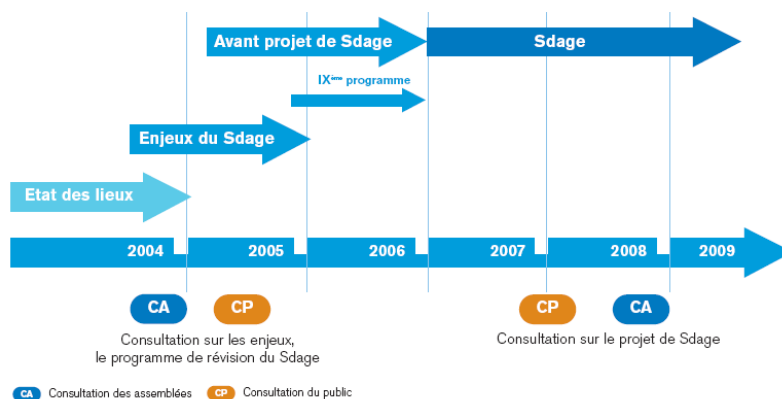


Figure 7 : Calendrier de la révision du SDAGE Loire Bretagne.

Les enjeux présentés dans la consultation public de mai à novembre 2005 sont de deux ordres : des enjeux généraux à l'échelle du bassin Loire Bretagne et des enjeux spécifiques à l'échelle des sous-bassins (Vienne et Creuse).

Quatre enjeux principaux sont recensés à l'échelle du bassin :

- La qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques,
- Un patrimoine remarquable à préserver,
- Crues et inondations,
- Gérer collectivement un bien commun.

L'enjeu « gérer collectivement un bien commun » correspond particulièrement à l'objet de cette étude. En effet, il préconise de consolider les démarches concertées telles les SAGE ou les contrats de rivière afin de les généraliser à l'ensemble du bassin.

Les enjeux spécifiques du sous-bassin Vienne et Creuse prennent en compte les particularités de ce sous-bassin. Cinq enjeux sont ainsi identifiés :

- Milieux aquatiques et aménagement des cours d'eau,
- Qualité de l'eau,
- Qualité des retenues et proliférations d'algues,
- Gestion de la ressource,
- Gérer collectivement le bien commun.

L'année 2006 finalise l'avant projet de révision du SDAGE afin de déterminer les orientations du 9<sup>ème</sup> programme d'intervention de l'agence de l'eau qui sera adopté fin 2006 par le comité de bassin.

La révision du SDAGE et les nouvelles orientations du 9<sup>ème</sup> programme d'intervention de l'Agence de l'Eau auront une grande influence sur la politique de gestion de l'eau sur le bassin Loire Bretagne. (CBLB, 2005)

#### **1.1.4. Le SAGE Vienne : 105 préconisations à appliquer**

---

L'idée de réaliser un SAGE sur le bassin de la Vienne date du début des années 90. L'arrêté préfectoral validant le SAGE de la Vienne date du 1<sup>er</sup> juin 2006. C'est un document de planification à portée réglementaire qui a pour volonté la protection du patrimoine aquatique et le développement des activités économiques attachées à cette ressource, il doit être en cohérence avec les orientations du SDAGE Loire Bretagne.

##### *1.1.4.1. Les principales dates dans l'élaboration du SAGE*

---

**1989-1991** : étude diagnostic de la Vienne commandée par les Régions Poitou-Charentes et Limousin.

**1993** : procédure de lancement du SAGE Vienne.

**1995** : périmètre du SAGE de la Vienne arrêté.

**1996** : constitution de la Commission Locale de l'Eau (CLE).

**2001-2002** : étude sur la faisabilité d'élaboration du SAGE de la Vienne commandée par les Régions Poitou-Charentes et Limousin dont les conclusions ont relancé activement son élaboration.

**2002** : validation de la relance du SAGE de la Vienne par la CLE.

**2006** : SAGE de la Vienne arrêté.

(Région Limousin, 2004A)

##### *1.1.4.2. Les documents constitutifs du SAGE et sa mise en œuvre*

---

Les documents constitutifs du SAGE de la Vienne ont été approuvés en 2004. Ils sont au nombre de quatre :

- Forces et faiblesses du bassin de la Vienne – approche cartographique,
- Diagnostic et objectifs du bassin de la Vienne,
- Préconisations du SAGE du bassin de la Vienne,
- Synthèse ou ce qu'il faut retenir sur le SAGE du bassin de la Vienne.

Le document « Préconisations du SAGE du bassin de la Vienne » est le cœur du projet de SAGE. Il présente 105 préconisations (Annexe 1) du SAGE qui sont réellement spécifique au contexte du bassin de la Vienne. Ces 105 préconisations sont regroupées 5 grands thèmes :

- gestion de la qualité de l'eau,
- gestion quantitative de la ressource,
- gestion des crises,
- gestion des berges et des lits,
- gestion des paysages et des espèces.

Ce document précise également les modalités de mise en œuvre du SAGE Vienne qui s'articule autour de deux axes :

- assurer une animation et une coordination pérenne sur le bassin de la Vienne,
- amener de la clarté et de la transparence dans les politiques publiques.

La présente étude est en adéquation avec ces modalités de mise en œuvre (tab. 4).

**Tableau 4 : Coordonner les actions, un des enjeu du SAGE du bassin de la Vienne.  
(Région Limousin, 2004B)**

<b><i>Assurer une animation et une coordination pérenne sur le bassin de la Vienne</i></b>	
Orienter le réseau d'acteurs existant	<p>S'appuyer sur un réseau de partenaires dans lequel les structures intercommunales à compétences aménagement de rivière ont un rôle important.</p> <p>Il est souhaité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la création de nouveaux syndicats,</li> <li>- <b>les synergies ou les regroupements de syndicats,</b></li> <li>- le rattachement de certaines communes à des syndicats existants pour une meilleure cohérence territoriale.</li> </ul>
Définir rapidement une structure à l'échelle du bassin	Mise en place d'une <b>structure porteuse</b> du SAGE
Développer des outils de gestion, de planification et de programmation	S'appuyer sur des outils de gestion, de planification et de programmation adaptés comme les <b>contrats de rivière</b> , les <b>Contrats Restauration Entretien...</b>
Faire vivre la CLE, garante de la concertation	Poursuite de la concertation entre les usagers de l'eau
<b><i>Amener de la clarté et de la transparence dans les politiques publiques</i></b>	
Mettre en cohérence les financements publics	Mettre en cohérence les financements publics et <b>mutualiser les moyens techniques et financiers</b>
Responsabiliser les acteurs de terrain, notamment les maîtres d'ouvrage	
Publier les données, le suivi des préconisations et les résultats	
Communiquer à l'échelle de bassin versant	

En effet, il est actuellement primordial de coordonner les actions et de mutualiser les moyens pour mener une gestion intégrée et efficace.

Les 105 préconisations du SAGE de la Vienne sont compatibles avec les objectifs vitaux du SDAGE Loire Bretagne. Suite à la révision du SDAGE en 2009, le SAGE devra être révisé pour rester compatible. La création d'une structure porteuse est en cours elle sera nécessaire pour la bonne application des 105 préconisations.

(Région Limousin, 2004A)

### **1.1.5. Le Plan Loire : début de la troisième phase**

---

Parallèlement aux textes ou outils réglementaires, le bassin de la Loire possède, depuis 1994, un outil spécifique : le Plan Loire. Cet outil permet de financer des actions qui correspondent aux priorités du Plan Loire.

#### *1.1.5.1. Les deux premières phases du Plan Loire*

---

Deux phases du Plan Loire se sont déroulées depuis 1994, 2006 constitue une année charnière entre le bilan de la deuxième phase et la préparation de la troisième.

**1994-2000** : première phase du Plan Loire Grandeur Nature avec la signature d'un plan globale entre l'Etat, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (EPALA). Trois priorités ont été identifiées, elles concernaient uniquement la vallée de la Loire :

- la sécurité des populations face au risque d'inondation,
- la satisfaction des besoins quantitatifs et qualitatifs en eau,
- la restauration de la biodiversité écologique du milieu.

Ce plan était initialement prévu pour dix ans, mais au bout de cinq ans le préfet coordinateur de bassin a proposé de faire passer le Plan Loire dans le cadre des contrats de plan Etat-Région. Cette proposition a reçu un avis favorable ainsi, la deuxième phase du Plan Loire a été lancée.

**2000-2006** : deuxième phase du Plan Loire Grandeur Nature, programme interrégional, qui s'appuyait sur les contrats plan Etat-Région. Lors de cette deuxième phase, le périmètre d'action du Plan Loire s'est étendu sur quelques grands affluents comme la Vienne. Trois priorités ont été retenues :

- la sécurité des populations face au risque d'inondation,
- l'amélioration de la gestion de la ressource en eau et des espaces naturels et ruraux des vallées,
- la mise en valeur du patrimoine naturel, paysager et culturel des vallées ligériennes.

Actuellement une phase de concertation est engagée pour initier une troisième phase.  
(DIREN Centre, 2006)

#### *1.1.5.2. La troisième phase du Plan Loire*

---

La nécessité de prolonger le Plan Loire a été mise en évidence lors de l'évaluation globale de la deuxième phase. Ainsi, l'Etat, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et l'Etablissement Public Loire (EPL) ont rédigés une première version de la troisième phase soumise à la concertation.

Dans ce projet, qui concerne l'ensemble du réseau hydrographique de la Loire, quatre enjeux prioritaires ont été identifiés :

- vivre et se développer dans les vallées inondables formées par la Loire et ses affluents,
- préserver le bien commun que sont la ressource en eau, les espaces naturels et les espèces patrimoniales en danger,
- faire du patrimoine naturel, culturel, touristique et paysager de la Loire et de ses principaux affluents un moteur du développement économique,
- développer et partager une connaissance globale, fondamentale et opérationnelle du fleuve.

Pour chacun de ces enjeux prioritaires, des enjeux plus spécifiques et des priorités d'intervention sont proposés.  
(EPL, 2006)

Au niveau de la région Poitou-Charentes une étude a été commandée par le Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN) pour mettre en place un outil d'aide à la décision nécessaire pour le pilotage du Plan Loire. Cette étude a ainsi permis de dégager des enjeux, des objectifs généraux et opérationnels pour chaque bassin versant. Ci-après, les six objectifs généraux identifiés :

- Connaître, préserver et conserver la biodiversité (espèces, milieux aquatiques et milieux connexes associés, vallées, corridors...),
- Restaurer les hydrosystèmes perturbés ou dégradés,
- Restaurer la transparence et les potentialités piscicoles,
- Concilier les usages avec les objectifs précédents,
- Limiter la pollution qualitative des cours d'eau,
- Contrôler les espèces envahissantes.

(BIOTOPE, CREN Poitou Charentes, 2005)

Les actions proposées dans le cadre de la troisième phase du Plan Loire Grandeur Nature devront répondre à ces objectifs.

Au niveau du financement des actions, il s'agit de donner une sorte de « label Plan Loire » aux actions correspondants aux enjeux, ensuite les crédits seront distribués selon les enveloppes disponibles de chaque financeur en fonction de leur politique actuelle.

## 1.2. Un contexte financier difficile pour les gestionnaires de cours d'eau

Comme évoquée précédemment, la politique de gestion de l'eau est en pleine mutation. Cette mutation se traduit également au niveau des financements. Les six structures compétentes pour l'aménagement des rivières sur le bassin de la Vienne sont des collectivités territoriales qui ne possèdent pas de fiscalité propre. Ainsi, l'ampleur des actions menées, les financements des postes sont dépendants des subventions accordées par les financeurs. Elles doivent participer au minimum à 20 % du coût total des différents programmes.

Cinq financeurs principaux participent à la gestion des cours d'eau sur le bassin de la Vienne dans le département de la Vienne :

- l'Europe,
- l'Etat,
- l'Agence de l'Eau Loire Bretagne,
- la Région Poitou-Charentes,
- le Département de la Vienne.

La politique en matière de gestion des cours d'eau des cinq financeurs et son évolution sont présentés ci-après.

### 1.2.1. L'Europe : un futur incertain

En ce qui concerne le financement de la gestion des cours d'eau, l'Europe intervient à travers des fonds structurels européens qui eux même interviennent dans le financement de la politique régionale européenne.

Les ressources des Fonds structurels sont allouées sur la base de périodes de programmation, la dernière s'étendait de 2000 à 2006. Une prochaine programmation entrera en vigueur en 2006.

#### *1.2.1.1. Les fonds structurels européens 2000-2006*

Un seul un fond sur quatre participe à la gestion des cours d'eau, il s'agit du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) qui a pour mission la modernisation de l'agriculture et le développement rural.

Le financement pour la gestion des cours d'eau s'inscrit dans l'objectif 2 des objectifs de développement de l'union européenne. L'objectif 2 soutient la reconversion économique et sociale des zones en difficulté structurelle (zones industrielles, rurales, urbaines et zones de pêche). Cet objectif se traduit par un programme régional faisant l'objet d'un document unique de programmation (DOCUP). Ainsi, pour financer un programme une seule demande est nécessaire (pour tous les fonds structurels).

Les taux de subvention du FEOGA sont les suivants (tab. 5).

**Tableau 5 : Taux de subvention du FEOGA de 2000 à 2006.**

Nature de l'intervention financée	Taux de subvention du FEOGA (2000-2006)
Travaux de restauration et d'entretien	30 %

(Préfecture de région Poitou-Charentes, 2006)

### *1.2.1.2. Les futurs fonds structurels européens*

---

A partir de janvier 2007, un nouveau fond structurel remplacera le FEOGA. Il s'agit du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER). Ce fond comprend trois axes stratégiques communautaires :

- amélioration de la compétitivité des secteurs agricoles et forestiers,
- aménagement de l'espace,
- diversification de l'économie rurale et qualité de vie.

Une incertitude persiste sur les budgets alloués à ce fond, pour l'instant le montant des participations européennes est inconnu.

(EUROPE DIRECT, 2005)

### **1.2.2. L'arrêt des crédits de l'Etat**

---

En 1994, le ministère a mis en place un « plan décennal de restauration et d'entretien des rivières ». Des aides pour la restauration et l'entretien des cours d'eau ont été délivrées jusqu'en 2002 par la DIREN Poitou Charentes. Les taux de subventions étaient les suivants (tab. 6).

**Tableau 6 : Taux de subventions de la DIREN avant 2002.**

<b>Nature de l'intervention financée</b>	<b>Taux de subvention de la DIREN jusqu'en 2002</b>
Travaux de restauration et d'entretien sur les cours d'eau non domaniaux	33 %
Travaux de restauration et d'entretien sur les cours d'eau domaniaux	45 %

Depuis 2002, aucune subvention n'est versée par la DIREN Poitou Charentes. (PORTET F., RIVE de la Vienne, Communication Personnelle)

### **1.2.3. Le neuvième programme de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne : des prévisions en baisse**

---

L'année 2006 est une année charnière entre le 8<sup>ème</sup> (2003-2006) programme de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et le 9<sup>ème</sup> programme.

Actuellement, les taux de subventions du 9<sup>ème</sup> programme ne sont pas encore défini mais des documents intermédiaires ont été présentés pour consultation. Le dernier document date du 17 mai 2006 lors de la réunion du groupe thématique « Milieux aquatiques ».

Une comparaison peut ainsi être effectuée entre les taux de subvention du 8<sup>ème</sup> et du 9<sup>ème</sup> programme pour l'objectif « entretenir et réhabiliter les milieux aquatiques ». Seules quelques dépenses prisent en compte sont présentées (tab. 7, p. 20).

**Tableau 7 : Prévisions sur l'évolution des taux de subvention de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.**

<b>Nature de l'intervention financée</b>	<b>Taux de subvention 8<sup>ème</sup> programme</b>	<b>Taux de subvention 9<sup>ème</sup> programme</b>	<b>Nature de l'intervention financée</b>
Etudes	60 %	50 %	Etudes
Salaire technicien rivière	30 %	30 % (limité et dégressif)	Salaire technicien de rivière
Travaux de restauration et d'entretien dans le cadre d'un CRE	50 %	50 %	Travaux de restauration et d'entretien pour les masses d'eau classées en doute ou en risque sur les compartiments les plus déclassant dans le cadre d'un CRE
		30 %	Travaux de restauration et d'entretien pour les masses d'eau classées en doute ou en risque sur les autres compartiments dans le cadre d'un CRE
		30 %	Travaux de restauration et d'entretien pour les masses d'eau classées en bon état dans le cadre d'un CRE
Actions destinées à la restauration des populations de poissons migrateurs	40 %	30 %	Actions destinées à la restauration des populations de poissons migrateurs

Même si globalement l'enveloppe totale du 9<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour le domaine des milieux aquatiques est six fois plus important que pour le 8<sup>ème</sup> programme (210 millions € pour le 9<sup>ème</sup> programme contre 37 millions € pour le 8<sup>ème</sup> programme) le taux de subventions sont en baisse.

Les gestionnaires de cours d'eau ont écrits leurs inquiétudes sur les baisses de subventions. Une réponse de Noël MATHIEU, du 26 juin 2006, directeur général de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne a confirmé les principales orientations et précisé certains points (Annexe 2).

Les principales orientations qui inquiètent les gestionnaires de cours d'eau concernent :

- les aides pour le salaire de technicien de rivière qui seront de 30 % pendant la durée du contrat, 30 % les deux premières années suivant la fin du contrat puis 20 % et 15 %, le technicien de rivière étant le garant de la bonne gestion des cours d'eau,
- la majoration des aides pour les masses d'eau classées en doute ou en risque de non atteinte du « bon état » écologique, sachant que les critères actuels de classifications peuvent être critiqués (avis d'expert),
- la possibilité de financer des mesures agri-environnementales pour effectuer l'entretien des cours d'eau alors qu'actuellement il est effectué par les syndicats de rivière,
- l'impossibilité de signer un Contrat de Restauration et d'Entretien (CRE) deux fois de suite sur un même territoire, ce qui compromet le suivi des actions effectuées.

L'Agence de l'Eau Loire Bretagne soutient de moins en moins les gestionnaires de cours d'eau. (AELB, 2004) et (CBLB, 2006B)

#### 1.2.4. La nouvelle politique rivière de la région Poitou-Charentes : secteur prioritaire ou non

Avant le printemps 2004, le conseil régional du Poitou-Charentes participait en moyenne à 20 % aux études et travaux de restauration en rivière.

Entre le printemps 2004 et le printemps 2006, la région avait suspendue l'instruction des dossiers de demandes d'aide en attendant l'élaboration d'une nouvelle politique de gestion des rivières. Un règlement a été publié le 15 mai 2006 pour encadrer cette nouvelle politique.

La principale particularité de la nouvelle politique rivière du conseil régional du Poitou-Charentes est de distinguer des secteurs prioritaires et non prioritaires. Cette distinction est basée sur le potentiel financier des communes, ainsi les structures compétentes pour l'aménagement des cours d'eau ne reçoivent pas les mêmes aides si elles sont en zone prioritaire ou non.

Ainsi sur les six structures présentes sur le bassin de la Vienne dans le département seule deux sont localisées en secteur prioritaire : le S.M.P.M. et le S.I.V. Dive et Rin.

Les principales dépenses aidées dans le cadre de la politique rivière de la région sont les suivantes (tab. 8).

**Tableau 8 : Taux de subvention de la nouvelle politique rivière de la région.**

<b>Nature de l'intervention financée</b>	<b>Taux de subvention en secteurs prioritaires</b>	<b>Taux de subvention en secteurs non prioritaires</b>
Salaire technicien rivière	40 %	20 %
Travaux d'entretien dans le cadre d'un CRE	30 %	15 %
Lutte contre la Jussie	30 %	15 %
Etudes préalables aux travaux de renaturation	20 % (plafond 10 000 €)	20 % (plafond 10 000 €)
Travaux de renaturation	20 % (plafond 100 000 €)	20 % (plafond 100 000 €)

Les taux de subventions pour les secteurs non prioritaires sont deux fois moins importantes que ceux pour les secteurs prioritaires.

Plusieurs aspects de la politique régionale sont dommageables pour les structures gestionnaires de cours d'eau :

- la restauration des cours d'eau n'est plus aidée, seul l'entretien est aidé,
- elles ne bénéficient pas des aides pour les travaux piscicoles et pour la lutte contre le ragondin.

Les structures gestionnaires de cours d'eau devront ainsi travailler en collaboration avec les organismes bénéficiaires des aides pour les travaux piscicoles et la lutte contre le ragondin.

Un des points primordial dans la nouvelle politique rivière de la région est l'obligation de mettre en place un Comité Local Participatif sur l'EAU (CLAP'EAU) pour bénéficier des subventions relatives aux travaux d'entretien.

Le conseil régional Poitou-Charentes propose que ce comité se réunisse au minimum une fois par an afin d'échanger sur le déroulement du programme d'actions et d'évaluer ainsi les impacts. La région propose également la composition suivante pour le CLAP'EAU :

- les pêcheurs représentés par la ou les Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques (AAPPMA),
- les associations de protection de la nature présentes sur le territoire du bassin versant,
- les consommateurs, par un représentant local des associations de consommateurs représentatives dans le département,
- la commune ou la communauté de communes ayant compétence en matière d'environnement,
- les financeurs publics (Etat, Région, Département, Agence de l'Eau),
- un représentant de la Chambre d'Agriculture,
- un représentant des autres utilisateurs de l'eau.

La politique rivière de la région est ainsi bien identifiée.  
(Région Poitou Charentes, 2006)

### **1.2.5. Le département de la Vienne : des financements constants jusqu'en 2008**

En 2005, le conseil général de la Vienne a adopté le 10<sup>ème</sup> Programme d'Aide au Développement des Communes (PADC) qui finira en 2008. Le PADC établit le taux des subventions accordé aux collectivités locales. Pour ce qui est de la gestion des cours d'eau, la politique est la suivante (tab. 9).

**Tableau 9 : Taux de subvention du département jusqu'en 2008.**

<b>Nature de l'intervention financée</b>	<b>Taux de subvention</b>
Etudes	20 %
Travaux de restauration et d'entretien dans le cadre d'un CRE	30 %
Travaux de restauration sur les émissaires et les fossés	30 %

Ainsi, le département de la Vienne a une politique de financement stable jusqu'en 2008. Pour l'instant les taux de subventions pour le 11<sup>ème</sup> PADC sont totalement ignorés.  
(Département de la Vienne, 2005)

### 1.3.Synthèse de la gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne

L'analyse de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin de la Vienne fait apparaître une certaine contradiction entre les ambitions mis en avant dans les différents textes et les moyens financiers disponibles, globalement en baisse.

De nombreux textes définissent des enjeux et des objectifs pour la gestion de l'eau qui seront encadrés au niveau réglementaire par la future loi sur l'eau et les milieux aquatiques (tab. 10).

**Tableau 10 : Synthèse des objectifs de la politique de l'eau sur le territoire.**

Objectifs environnementaux de la DCE	
Atteindre le bon état (écologique et chimique) en 2015	
Assurer la continuité écologique sur les cours d'eau	
Ne pas détériorer l'existant	
Atteindre toutes les normes et objectifs en zones protégées au plus tard en 2015	
Supprimer les rejets de substances dangereuses prioritaires et réduire ceux des substances prioritaires	
Le SDAGE Loire Bretagne	
Les 7 objectifs vitaux du SDAGE de 1996	Les 4 enjeux principaux définis pour la révision du SDAGE en 2009
Gagner la bataille de l'alimentation en eau potable	La qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques
Poursuivre l'amélioration de la qualité des eaux de surface	Un patrimoine remarquable à préserver
Retrouver des rivières vivantes et mieux les gérer	Crues et inondations
Sauvegarder et mettre en valeur les zones humides	Gérer collectivement un bien commun
Préserver et restaurer les écosystèmes littoraux	
Réussir la concertation, notamment avec l'agriculture	
Savoir mieux vivre avec les crues	
Les 105 préconisations du SAGE Vienne regroupées en 5 grands thèmes	
gestion de la qualité de l'eau	
gestion quantitative de la ressource	
gestion des crises	
gestion des berges et des lits	
gestion des paysages et des espèces	

Le contexte financier est incertain pour l'avenir (tab. 11).

**Tableau 11 : Synthèse du contexte financier.**

Financeurs	Nature de l'intervention financée	Avant 2007	Perspectives	
Europe	Travaux de restauration et d'entretien	30 %	?	
Etat	Travaux de restauration et d'entretien sur les cours d'eau non domaniaux	33 %	0 %	
	Travaux de restauration et d'entretien sur les cours d'eau domaniaux	45 %	0 %	
Agence de l'Eau	Etudes	60 %	50 %	
	Salaire technicien rivière	30 %	30 % (limité et dégressif)	
	Travaux de restauration et d'entretien dans le cadre d'un CRE	50 %	30 ou 50 % (fonction de l'état des masses d'eau)	
	Actions destinées à la restauration des populations de poissons migrateurs	40 %	30 %	
Région			secteur prioritaire	secteur non prioritaire
	Salaire technicien rivière	/	40 %	20 %
	Travaux d'entretien dans le cadre d'un CRE	20 %	30 %	15 %
	Lutte contre la Jussie	/	30 %	15 %
	Etudes préalables aux travaux de renaturation	20 %	20 %	20 %
	Travaux de renaturation	/	20 %	20 %
Département	Etudes	20 %	20 % (jusqu'en 2008)	
	Travaux de restauration et d'entretien dans le cadre d'un CRE	30 %	30 % (jusqu'en 2008)	
	Travaux de restauration sur les émissaires et les fossés	30 %	30 % (jusqu'en 2008)	

Il faudrait que la contradiction entre la volonté de mettre en œuvre une gestion équilibrée de la ressource en eau et la baisse des finances mis à disposition soit effacée pour atteindre l'objectif de « bon état » des masses d'eau en 2015.

Le contexte actuel de la gestion de l'eau incite la mise en place d'une gestion intégrée de l'eau grâce notamment à la coordination des actions des différents acteurs de l'eau.

## 2. Diagnostic des gestionnaires de cours d'eau du bassin de la Vienne

La gestion des cours d'eau du bassin de la Vienne dans le département de la Vienne est assurée par six structures. La deuxième partie de cette étude établit un diagnostic de chacune de ces structures avant de comparer leur politique de gestion des cours d'eau. Enfin, cette comparaison permet de dresser un bilan sur la gestion des cours d'eau du bassin de la Vienne pour faire ressortir les atouts et les faiblesses.

### 2.1. Les six gestionnaires présents

#### 2.1.1. Le S.M.P.M.

##### *2.1.1.1. Type de structure et fonctionnement*

Le Syndicat Mixte du Pays Montmorillonnais (S.M.P.M.) est un syndicat mixte ouvert dont la composition est la suivante :

- Communauté de Communes du Montmorillonnais (37 communes),
- Communauté de Communes du Lussacois (9 communes),
- Commune de Civaux,
- Conseil Général de la Vienne.

Le territoire du S.M.P.M. s'étend ainsi sur 47 communes (fig. 8 et 9, p. 26) et sur quatre vallées principales (la vallée de la Vienne, du Clain, de la Gartempe et de l'Anglin). Seules 26 communes sont concernées par le bassin de la Vienne.

Il est présidé par Mr Arnaud LEPERCQ et la direction du service environnement est assurée par Mr Patrick MONCEL.

L'administration du S.M.P.M. est assurée par un comité syndical composé de 77 délégués titulaires élus. La répartition des délégués est la suivante :

- 38 délégués représentant la Communauté de Communes du Montmorillonnais,
- 28 délégués représentant la Communauté de Communes du Lussacois,
- 7 délégués représentant le Conseil Général de la Vienne,
- 4 délégués pour la commune de Civaux.

Le comité syndical élit un bureau composé de 17 membres dont le président du S.M.P.M., deux vice-présidents et 14 autres membres.

Ces deux organes se réunissent chacun 5 à 6 fois par an en moyenne.

Le S.M.P.M. est une grosse structure qui possède un historique important, de multiples compétences et dont l'intérêt pour l'entretien et la restauration des rivières remonte à la fin des années 1990.

(MAGNON F., SMPM, Communication Personnelle)



### *2.1.1.2. Historique et compétences*

---

La création du S.M.P.M. en 2004 fait suite à long processus, dont les principales dates sont 1952, 1976, 1997 et 2004.

**1952** : Création du Syndicat Intercommunal du Montmorillonnais pour l'Équipement Rural (S.I.M.E.R.) qui regroupe 9 communes du canton de Montmorillon. L'un des objectifs de l'époque était d'assurer le désenclavement des populations à travers l'ouverture de chemins ruraux, des travaux d'hydraulique agricole, d'aménagement des communes...

**1976** : Création du Syndicat Intercommunal pour le Développement Economique du Montmorillonnais (S.I.D.E.M.) qui œuvre pour le développement et l'aménagement du territoire.

**1997** : Le territoire du S.I.D.E.M. fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance de « pays » au sens de la loi d'Orientation et d'Aménagement du Territoire de février 1995.

**2004** : Mutation du S.I.D.E.M. (syndicat intercommunal) en S.M.P.M. (syndicat mixte ouvert).

(SMPM, 2005)

Le S.M.P.M. possède actuellement les compétences suivantes :

- Développement du Pays Montmorillonnais,
- Action de promotion de Pays,
- Emploi pour tous les habitants du pays, comprenant le soutien à l'insertion des personnes en difficultés à travers, notamment, l'entretien des rivières pour le compte de ses adhérents,
- Développement du circuit, du Val de Vienne.

Il ne possède donc pas directement la compétence pour l'entretien et la restauration des rivières. Aujourd'hui, les actions menées par le S.M.P.M. sur les cours d'eau sont possibles grâce à la compétence « emploi pour tous les habitants du pays ».

En effet, l'historique du S.I.D.E.M. et du S.M.P.M. fait que les actions menées par le service environnement sont intimement liées à l'insertion des personnes en difficultés.

Dès 1996, suite à une étude pour la valorisation touristique et paysagère de la vallée de la Vienne, le S.I.D.E.M. a recruté une dizaine de personnes en insertion pour réaliser les aménagements nécessaires au développement de sentiers touristiques.

L'aspect restauration et entretien de rivière est apparu en 1999, avec la mise en place d'une phase expérimentale sur la Petite Blourde (1 km de cours d'eau) pour tester les méthodes douces de restauration de ripisylve et la diversification des habitats... Les conclusions de cette expérience ont été satisfaisantes et depuis 2000 le S.M.P.M. met en place une véritable politique rivière.

Comme le S.M.P.M. ne possède pas directement la compétence pour l'entretien et la restauration des rivières, sa politique rivière est menée en collaboration avec les collectivités adhérentes au S.M.P.M.

Trois cas de figure doivent être distingués pour la réalisation des travaux de restauration et d'entretien de cours d'eau :

- La Communauté de Communes du Montmorillonnais possède la compétence « Protection, mise en valeur de l'environnement » comprenant « l'entretien et la valorisation de l'ensemble des cours d'eau situés sur la Communauté de Communes du Montmorillonnais ». La Communauté de Communes du Montmorillonnais doit prendre une délibération pour faire réaliser les travaux par les équipes d'insertion du SMPM,
- La Communauté de Communes du Lussacois ne possède pas la compétence pour l'entretien et la restauration des cours d'eau. Les travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau peuvent être réalisés par les équipes du SMPM si chaque commune concernée par les travaux prend une délibération,
- La commune de Civaux peut faire intervenir le SMPM pour faire réaliser des travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau en prenant une délibération.

Pour les études sur les cours d'eau, le S.M.P.M. peut directement en être le maître d'ouvrage grâce à sa compétence « Développement du Pays Montmorillonnais » comprenant notamment « l'élaboration, l'animation, l'évaluation des politiques contractuelles ».  
(HydroConcept, 2005A)

Actuellement, trois personnes sont chargées de la politique rivière de S.M.P.M. :

- Franck MAGNON, chef de projet, en poste en tant que titulaire de la fonction publique (ingénieur) à plein temps,
- Amandine LECLERC, technicienne de rivière en emploi jeune à plein temps,
- Gaël BREVET, technicien (1/3 temps sur le volet « rivière ») en CDD de 3 ans.

En moyenne, une trentaine de personnes en insertion sont en poste pour réaliser les travaux d'entretien et de restauration des cours d'eau et également les travaux sur les sentiers. Une accompagnatrice socioprofessionnelle est présente pour accompagner ces personnes et leur permettre de trouver un emploi. Le secrétariat est assuré par une personne à mi-temps.

(MAGNON F., SMPM, Communication Personnelle)

### 2.1.1.3. Les actions menées

---

Le S.M.P.M. a la compétence (après délibération des collectivités adhérentes) pour réaliser des actions sur un linéaire très important. En effet, il peut intervenir sur tout les cours d'eau de son territoire à l'exception du cours principal de la Gartempe (compétence du Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique et Piscicole de la Gartempe, S.I.A.G.) et de la Dive de Morthermer de ses affluents (compétence du S.I.V. Dive et Rin) ce qui représente un linéaire de 1300 km environ.

Les cours d'eau du bassin de la Vienne (Vienne et affluents) représente 610 km de linéaire soit 47 % du linéaire total.

Depuis 2000, deux contrats de restauration et d'entretien (CRE) ont été signés entre le S.M.P.M. et l'Agence de l'Eau Loire Bretagne. Les travaux prévus dans le cadre de ces CRE se sont déroulés de 2000 à 2004 sur la Vienne et ses affluents.

En 2005, deux nouveaux CRE ont été déposés à l'Agence de l'Eau (sur les affluents de la Vienne, de la Gartempe et de l'Anglin) mais ils sont en attente de la validation du 9<sup>ème</sup> programme (en janvier 2007).

Depuis 2004, le S.M.P.M. effectue des opérations isolées qui correspondent au début de la programmation des deux CRE en attente.

### Les CRE 2000-2004

---

Une étude préalable à la restauration et à l'entretien du lit et des berges de la Vienne et de ses affluents a été réalisée en 1998 (BETAM, 1998) pour définir les actions à réaliser. Les travaux des deux CRE (Vienne et affluents) se sont déroulés de 2000 à 2004.

A la fin du contrat ils ont fait l'objet d'un rapport bilan commun (HydroConcept, 2005A) qui se décompose en deux parties, un bilan technique et un bilan financier.

#### ✓ Les actions menées sur la Vienne

##### • **Présentation succincte et localisation**

Initialement les travaux devaient être effectués sur les 55 km du cours de la Vienne qui s'écoulent sur le territoire du S.M.P.M. (d'Availles Limouzine à Civaux).

Deux secteurs de la Vienne peuvent être distingués, séparés par le barrage de Chardes à l'Isle Jourdain. Cette limite correspond grossièrement à la limite entre le socle granitique en amont et le socle calcaire en aval.

En amont, la Vienne est barrée par un complexe de trois grands barrages successifs, d'amont en aval :

- le barrage de Jousseau,
- le barrage de la Roche,
- le barrage de Chardes.

Ces trois barrages sont destinés à la production d'électricité et modifient très fortement le cours de la Vienne. Les barrages provoquent un envasement de lacs de retenus et une accumulation de corps flottants sur les ouvrages. Ce secteur est d'ailleurs en cours de classement en « masse d'eau fortement modifiée » dans le cadre de la DCE.

Outre l'influence des barrages EDF, ce secteur est caractérisé par une vallée encaissée avec une occupation du sol essentiellement composée de prairies et de forêts.

En aval du barrage de Chardes, la vallée reste encaissée avec une dominance de prairies et de forêts jusqu'au lieu-dit « la Rallerie » ; puis la vallée s'élargie et l'occupation de sol change légèrement avec l'apparition de cultures et de gravières, les prairies restent présentes. A l'aval de ce secteur est implanté la centrale nucléaire de Civaux en rive gauche.

Finalement, les travaux ont été réalisés uniquement sur le secteur en aval du barrage de Chardes (fig. 10). (BETAM, 1998)

- ***Bilan des travaux***

Les travaux ont été réalisés par le Syndicat Interdépartementale Mixte pour l'Equipement Rural (S.I.M.E.R.) en 2000 et 2001 entre Chardes et Civaux (27 km de cours d'eau soit 54 km de travaux).

Les travaux ont été effectués sans vraiment tenir compte des besoins écologiques du milieu. En effet, ils ont consisté à retirer systématiquement les embâcles et abattre tous les arbres morts ou instables. Or, il est nécessaire d'effectuer une sélection préalable et de ne pas intervenir systématiquement pour ne pas trop perturber le milieu.

Au départ, le S.I.M.E.R. avait pour consigne d'employer des techniques de restauration écologiques et respectueuses du milieu. En 2000, les travaux ont été brutaux puis une légère amélioration des techniques employées a été constatée en 2001 (suite à une concertation avec le S.M.P.M.). Cependant, après concertation entre le S.M.P.M., EDF et le CSP, il a été convenu d'arrêter la programmation des travaux à la fin de l'année 2001 et ainsi de ne pas intervenir sur le secteur en amont du barrage de Chardes (la Vienne serait traitée le cas échéant par des opérations isolées). (HydroConcept, 2005A)

- ***Les indicateurs de suivi***

Les indicateurs de suivi ont pour objectif d'évaluer les effets positifs ou non des travaux sur le milieu. Ils doivent être effectués avant et après travaux.

Les indicateurs disponibles (analyse physico-chimique et suivi piscicole) n'ont pas permis de mettre en valeur les effets positifs des travaux. (HydroConcept, 2005A)

## ✓ Les actions menées sur les affluents de la Vienne

### • **Présentation succincte et localisation**

Cinq affluents de la Vienne ont fait l'objet de travaux (tab. 12 et fig. 11) :

**Tableau 12 : Les affluents de la Vienne ayant fait l'objet de travaux lors du CRE 2000-2004 du SMPM.**

cours d'eau	affluent de	rive	linéaire (km)	linéaire de travaux (km)
la Pargue	la Vienne	gauche	7	4
le Crochet	la Vienne	gauche	10,8	4,5
l'Arrault	la Vienne	droite	10,1	4,5
la Petite Blourde	la Vienne	droite	28,5	21,4
Ruisseau des Ages	la Vienne	droite	7,7	3,9

Ces cours d'eau s'écoulent sur un socle granitique. Globalement, ils ne présentent pas de problèmes majeurs. L'occupation du sol des parcelles riveraines est essentiellement composée de prairies et de forêts. Les principaux problèmes rencontrés sont les abreuvoirs sauvages, les problèmes de piétinement et les étangs en tête de bassin. Ces cours d'eau n'ont pas subi d'aménagement hydraulique trop important (recalibrage...), ils conservent ainsi une richesse d'habitat aquatique satisfaisante et des potentialités piscicoles importantes. Ce sont donc des cours d'eau qui présentent un potentiel écologique satisfaisant.

Parmi ces cours d'eau, le ruisseau des Ages apparaît le plus dégradés avec de nombreux petits étangs installés directement sur le cours d'eau. (BETAM, 1998)

### • **Bilan des travaux**

Des travaux de restauration et d'entretien classiques ont été engagés sur les cinq affluents de la Vienne (abattage sélectif, élagage, recépage, retrait embâcles...). Ces travaux représentent 38 km de rivière dont 21 km sur la Petite Blourde.

D'autres opérations ont également été réalisées ponctuellement :

- plantations sur la Petite Blourde à Persac (seulement 10% de survie car pâturage des boutures),
- protection de berges par enrochements sur la Pargue,
- diversification d'habitat aquatique par la mise en place de blocs et/ou de micro-seuils sur la Pargue, la Petite Bourde et le ruisseau des Ages,
- pose de clôture (très ponctuellement et très insuffisant, souvent liés au refus des propriétaires riverains),
- aménagement des clôtures pour les pêcheurs sur la Petite Bourde,
- arasement de barrage sur la Petite Bourde au lieu-dit « Les Maillonnière »,
- aménagement de source sur la Petite Bourde pour les protéger du piétinement bovin et pour faciliter leur écoulement vers la rivière,
- retrait de déchets sur l'Arrault.

Certains seuils devaient être arasés sur la Pargue (car ils constituent un obstacle à la circulation piscicole) mais les propriétaires riverains s'y sont opposés.

Sur le Crochet, un aménagement du Moulin de Peussot était prévu mais elle n'a pas été réalisée car le coût était trop élevé.

Trois autres cours d'eau devaient faire l'objet de travaux dans le cadre du CRE :

- la Crochatière, un dossier Natura 2000 est en cours d'élaboration, les travaux ont ainsi été reportés à l'échéance de l'élaboration du Document d'Objectif,
- la Grande Blourde, les devis étaient trois fois supérieurs aux prévisions financières, ainsi les élus ont décidé de ne pas réaliser les travaux,
- l'Isop, un désaccord entre le S.M.P.M., le CSP et le maire de la commune de Mouterre-sur-Blourde a empêché la réalisation des travaux.

(HydroConcept, 2005A)

- **Les indicateurs de suivi**

Le S.M.P.M. a utilisé 3 types d'indicateurs pour évaluer les impacts des travaux :

- les analyses physico-chimiques,
- les IBGN (Indice Biologique Globale Normalisé),
- les suivis piscicoles (pêches électriques ou sondages).

Les analyses physico-chimiques et les IBGN ont été réalisés en interne, par des stagiaires. Les pêches électriques sont réalisées par le CSP ou la Fédération de Pêche.

Le choix des stations, les moyens employés, la fréquence des mesures sont insuffisants pour établir des comparaisons fiables avant/après travaux. De plus sur certains cours d'eau les données sont disponibles uniquement avant travaux.

(HydroConcept, 2005A)

- **Autres actions menées (communes à la Vienne et ses affluents)**

Des actions de communications ont été menées par le S.M.P.M. pour faire comprendre l'utilité de la restauration et de l'entretien des cours d'eau :

- articles sur les actions de restauration et d'entretien des cours d'eau dans le Journal du S.M.P.M., ce journal est distribué dans les 15800 foyers du territoire,
- exposition,
- dossier de communication.

(HydroConcept, 2005A)

### *Les CRE en attente*

Deux nouveau CRE sont en attente à l'Agence de l'Eau. Ils concernent certains affluents de la Vienne et des affluents de la Gartempe et de l'Anglin. Seul les travaux programmés sur les affluents de la Vienne sont évoqués dans ce dossier.

### ✓ **Présentation succincte et localisation**

Le CRE prévoit des travaux sur treize affluents (tab 13, fig. 12) qui représentent 78 km de linéaire.

**Tableau 13 : Les affluents de la Vienne qui feront l'objet de travaux lors du futur CRE du SMPM.**

cours d'eau	affluent de	rive	linéaire (km)
Goberté	Vienne	gauche	15,5
Oranville	Petite Blourde	gauche	5,1
Ruisseau des Tors	Petite Blourde	gauche	3,7
Fond de la Vergne	Petite Blourde	gauche	3,2
Mâts d'Adriers	Petite Blourde	gauche	8,4
Conédoux	Petite Blourde	droite	2,8
Franche d'Oire	Grande Blourde	droite	15,8
Peu de Bart	Isop	droite	1,4
Villatte	Grande Blourde	gauche	2
Roche	Grande Blourde	droite	3,8
Chabane	Grande Blourde	gauche	3,7
Chenevrière	Vienne	droite	3,3
Puits Tourlet et affluents	Vienne	droite	9,6

Ces cours d'eau s'écoulent sur un socle granitique. Globalement ils ont été dégradés par l'implantation de plans d'eau, directement sur le cours et/ou dans les zones de sources, et par des travaux d'aménagement hydraulique. Le piétinement des berges par les bovins et les abreuvoirs sauvages sont également responsables de la détérioration de ces cours d'eau.

Certains de ces cours d'eau conservent quand même des tronçons favorables, ou potentiellement favorables, à la reproduction de la Truite fario : Chenevrière, Puits Tourlet, Franche d'Oire, Goberté, Villatte et Chabanne.

La plupart de ces cours d'eau sont victimes d'étiages sévères : Franche d'Oire, Conédoux, Mats d'Adriers, Font Vergne, ruisseau des Tors, Oranville, Chabanne, Villatte, Roche et Peu Bart.

(HydroConcept, 2005B)

### ✓ **Propositions de travaux**

Avant de définir les actions envisageables sur les cours d'eau, le S.M.P.M. a organisé des réunions de concertation pour recueillir l'avis des riverains, des usagers et des administrations.

Des réunions ont été organisées, séparément, avec la fédération de pêche, le CSP, l'Agence de l'Eau, le Conseil Général de la Vienne et le Conseil Régional du Poitou Charentes.

Les autres personnes ont été contactées par téléphone : Mme Héraud animatrice du SAGE Vienne, le bureau d'étude BIEF, Bureau d'Ingénierie et d'Etudes Fluviales, (pour le futur CRE envisagé par le S.I.M.E.V.), la chambre d'agriculture, la LPO et le CPIE Val de Gartempe.

Globalement ces personnes sont favorables aux actions menées par le S.M.P.M. pour la restauration et l'entretien des cours d'eau. La fédération de pêche et le CSP ont été associés pour le choix des affluents concernés par les futurs CRE. Cependant quelques améliorations et suggestions ont été apportées afin d'améliorer l'efficacité des actions :

- la programmation des actions doit tenir compte des objectifs de la DCE et du SAGE Vienne (le CRE est soumis à l'approbation par la CLE),
- des précisions sur les indicateurs de suivi sont nécessaires (choix des indicateurs, méthode de mesure, fréquence de suivi, localisation des sites),
- une plus grande transparence au niveau financier (individualisation des coûts de chaque action...).

Ces remarques ont été prises en compte dans la programmation des actions des CRE.  
(HydroConcept, 2005C)

Les travaux de restauration et d'entretien prévus dans le futur CRE sur les treize affluents de la Vienne représentent environ 61 km de linéaire de travaux (tab. 14).

**Tableau 14 : Linéaire de travaux prévu sur les affluents de la Vienne lors du futur CRE du SMPM.**

cours d'eau	affluent de	rive	linéaire (km)	linéaire de travaux (km)
Goberté	Vienne	gauche	15,5	15,5
Oranville	Petite Blourde	gauche	5,1	3,6
Ruisseau des Tors	Petite Blourde	gauche	3,7	2,4
Fond de la Vergne	Petite Blourde	gauche	3,2	2,3
Mâts d'Adriers	Petite Blourde	gauche	8,4	5
Conédoux	Petite Blourde	droite	2,8	2,8
Franche d'Oire	Grande Blourde	droite	15,8	15,8
Peu de Bart	Isop	droite	1,4	1,2
Villatte	Grande Blourde	gauche	2	1,5
Roche	Grande Blourde	droite	3,8	2,4
Chabane	Grande Blourde	gauche	3,7	1,9
Chenevrière	Vienne	droite	3,3	2,1
Puits Tourlet et affluents	Vienne	droite	9,6	4,7

Dans la programmation de ces travaux, des opérations sur la ripisylve sont planifiées ainsi que d'autres opérations spécifiques :

- plantations sur le Peu de Bart et la Roche,
- mise en place de blocs et/ou de micro seuils sur le Goberté et les Mâts d'Adriers,
- arasement ou retrait d'ouvrage sur le Goberté, l'Oranville, le ruisseau des Tors, la Franche d'Oire et sur les Puits Tourlet pour améliorer le franchissement piscicole,
- aménagement d'ouvrage pour le franchissement piscicole sur presque tous les affluents,
- aménagement pour lutter contre le piétinement bovin (pose de clôture, aménagement de gués et d'abreuvoirs) sur presque tous les affluents,
- lutte contre la Renouée du Japon sur le Goberté.

Des actions de lutte contre la prolifération de la Jussie et le Ragondin sont prévues mais elles ne sont pas programmées dans le cadre du CRE.

(HydroConcept, 2005D)

### ✓ **Les indicateurs de suivi**

Le S.M.P.M. a pris en compte les recommandations sur les indicateurs de suivi pour les programmer dans le cadre des futurs CRE.

Les trois indicateurs utilisés dans le CRE précédant, pour évaluer l'impact des travaux, seront réutilisés dans les futurs CRE :

- les analyses physico-chimiques,
- les IBGN (Indice Biologique Globale Normalisé),
- les suivis piscicoles (pêches électriques).

La méthode REH utilisé par le CSP pour évaluer la qualité du milieu sera également utilisée.

Un point de mesure est défini pour réaliser les mesures sur tous les affluents sauf pour la Franche d'Oire où deux points de mesures sont définis.

La fréquence de suivi est également établie :

- les analyses physico-chimiques seront effectuées tous les ans,
- les IBGN et les pêches électriques seront effectuées au début du CRE pour établir l'état initial, un an puis deux ou trois ans après les travaux pour évaluer les impacts.

(HydroConcept, 2005D)

### ✓ **Autres actions menées**

Le S.M.P.M. programme des actions de communications pour informer les populations.

La dernière année du CRE, un questionnaire sera envoyé aux populations des communes concernées.

Les questions devront porter sur :

- la communication : la population a-t-elle été informé ? comment ? La communication est-elle suffisante ?
- le contenu des actions : la population connaît-elle les actions réalisés ? Dans quel but ? Quel est son avis sur l'utilité des actions ?

(HydroConcept, 2005D)

#### *2.1.1.4. Analyse financière*

---

L'analyse de l'évolution du budget du S.M.P.M. entre 2002 et 2005 est basée sur l'étude des budgets prévisionnels, les chiffres précis n'ont pas été transmis, il s'agit des chiffres évoqués par Franck Magnon. Les comptes administratifs n'ont pas été mis à disposition. Dans les budgets prévisionnels les dépenses prévues doivent être égales aux recettes.

Les budgets prévisionnels du S.M.P.M. prennent en compte l'ensemble de l'activité environnement du S.M.P.M. : l'activité liée à l'entretien des sentiers et l'activité liée à la gestion des cours d'eau. Selon Franck Magnon, la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles est de l'ordre de 80 à 90 %. (MAGNON F., SMPM, Communication Personnelle)

Dans les budgets prévisionnels deux sections sont distinguées :

- la section de fonctionnement,
- la section d'investissement.

Voici l'évolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement du S.M.P.M. depuis 2002 (tab. 15 et fig. 13).

Les dépenses de fonctionnement du S.M.P.M. sont importantes car la masse salariale est importante. En effet, les travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau sont effectués en régie. Les contrats des agents en insertion (CAE, CES, CA) sont des emplois aidés principalement par l'Etat et par l'Europe.

La section investissement du S.M.P.M. comprend principalement l'investissement de gros matériels nécessaires pour la réalisation des travaux. Ainsi, les dépenses d'investissements fluctuent en fonction de ces achats.

Globalement, le budget prévisionnel du S.M.P.M. oscille chaque année autour de 800 000 € pour ses activités liées à l'entretien des sentiers et des cours d'eau.

## **2.1.2. Le S.I.M.E.V.**

---

### *2.1.2.1. Type de structure et fonctionnement*

---

Le Syndicat Intercommunal de Maintenance et d'Entretien de la Vienne (S.I.M.E.V.) est un syndicat intercommunal, regroupant deux communes, présidé par Daniel AUGER (fig. 14).

L'administration du S.I.M.E.V. est assurée par un comité syndical composé de 8 délégués titulaires élus, 4 pour la commune de Chauvigny et 4 pour la commune de Valdivienne.

Le comité syndical se réunit au minimum 4 fois par an. Il n'existe pas de bureau du S.I.M.E.V. mais un comité consultatif composé de quatre acteurs de l'eau a été constitué. (AUGER D., SIMEV, Communication Personnelle)

### *2.1.2.2. Historique et compétences*

---

Le S.I.M.E.V. est une structure récente créée en 2003 pour engager des travaux de restauration et d'entretien sur le cours de la Vienne et ses affluents sur son territoire.

L'objet du S.I.M.E.V. est de promouvoir, de financer, de faire exécuter ou d'exécuter et de gérer l'aménagement, la restauration et l'entretien de la rivière "Vienne" ainsi que certains de ses affluents "le Servon", "le Talbat" et "l'Aubineau" sur les parcelles riveraines des communes adhérentes; ceci en tenant compte de la sécurité des biens et des personnes, de la qualité de l'eau, de la préservation des écosystèmes et de la valorisation de l'eau et des berges comme ressource économique destinée à l'ensemble des usagers.

L'exercice de cette compétence se fera sous un double aspect:

- la réalisation d'études d'une part,
- la réalisation de travaux d'autre part.

(SIMEV, 2003)

Actuellement le S.I.M.E.V. fonctionne sans technicien de rivière, il compte recruter un technicien médiateur de rivière à mi-temps pour l'automne 2006. Le secrétariat du S.I.M.E.V. est assuré par une secrétaire de mairie de la commune de Chauvigny mise à disposition du syndicat.

### *2.1.2.3. Les actions menées*

---

Le S.I.M.E.V. a la compétence pour réaliser des actions sur tous les cours d'eau de son territoire excepté la Dive de Morthermer et ses affluents, ce qui représente un linéaire de 42 km de cours d'eau.

Depuis sa création le S.I.M.E.V. n'a pas engagé de travaux mais une étude préalable à la restauration et à l'entretien a été réalisée en 2005 par le bureau d'étude BIEF (BIEF, 2005A). Une demande de CRE a été déposée à l'Agence de l'Eau, le dossier est en attente de la validation du 9<sup>ème</sup> programme.

Le CRE prévoit des travaux sur la Vienne et trois affluents ce qui représente un linéaire d'environ 50 km (42 km sans le linéaire qui traverse la commune de la Chapelle Viviers). Le linéaire de cours d'eau présent sur la commune de la Chapelle Viviers est pris en compte bien que cette commune ne soit pas adhérente au S.I.M.E.V., une future adhésion est envisagée.

Ces travaux seront effectués par des entreprises privées spécialisées.

## *Les actions prévues sur la Vienne*

---

### ✓ **Présentation succincte et localisation**

Les travaux prévus sur la Vienne concernent environ 17 km de rivière, ce qui représente 34 km de travaux (fig. 15).

La Vienne sur ce secteur coule dans une large vallée bordée par des coteaux, elle s'écoule sur un socle calcaire. L'occupation du sol de la vallée est essentiellement agricole avec de grandes cultures. Quatre ouvrages sont implantés sur le lit de la Vienne. Les berges de la Vienne sont fréquemment aménagées pour la pratique de la pêche.

(BIEF, 2005A)

### ✓ **Propositions de travaux**

Des travaux de restauration et d'entretien classiques sont programmés sur la Vienne (abattage sélectif, élagage, recépage, retrait embâcles...).

D'autres actions sont programmées :

- plantations sur les secteurs dépourvus de ripisylve,
- lutte contre la prolifération de la Jussie,
- lutte contre le Ragondin,
- protection de berges en amont du nouveau pont à Chauvigny,
- création et/ou restauration de frayères à brochet.

(BIEF, 2005B)

### ✓ **Les indicateurs de suivi**

Le S.I.M.E.V. prévoit d'évaluer l'impact des travaux avant et après intervention grâce à trois indicateurs de suivi :

- les analyses physico-chimiques,
- les IBGN (Indice Biologique Globale Normalisé),
- les suivis piscicoles (pêches électriques ou sondage).

(BIEF, 2005B)

## *Les actions prévues sur les affluents de la Vienne*

---

### ✓ **Présentation succincte et localisation**

Le CRE prévoit des travaux sur trois affluents de la Vienne (tab. 16, fig. 16, p. 37) :

**Tableau 16 : Les affluents de la Vienne qui feront l'objet de travaux lors du futur CRE du SIMEV.**

cours d'eau	affluent de	rive	linéaire (km)
Aubineau	Vienne	droite	10,6
Servon	Vienne	droite	16,3
Talbat	Vienne	droite	6

Ces trois cours d'eau ont subis des opérations de recalibrage dans le passé. Ils s'écoulent sur un socle calcaire.

Le Talbat traverse la commune de Chauvigny, en période d'étiage il est en eau uniquement à l'aval de la pisciculture fédérale située en amont immédiat du bourg de Chauvigny ; la partie amont constitue une vallée sèche. Un risque d'inondation est réel au niveau du bourg, suite à la dernière crue importante de 1982, un ouvrage écrêteur a été réalisé en 1989 (il est cependant insuffisant pour limiter les risques). Le débit du Talbat est régulé par de nombreux autres ouvrages (vannes, buses...), il est canalisé dans le centre ville de Chauvigny et se sépare en de nombreux bras. En dehors du

centre ville, l'occupation du sol est essentiellement agricole. C'est un cours d'eau de deuxième catégorie piscicole.

Le Servon s'écoule par endroit dans une vallée très encaissée et la majeure partie de son linéaire (les  $\frac{3}{4}$ ) se retrouve à sec pendant la période d'étiage. Le sud de la commune de Chauvigny est également exposé à un risque d'inondation du au Servon. De nombreux étangs sont installés sur le cours du Servon, des ponts, des gués et un seuil sont également recensés. L'occupation du sol est majoritairement agricole avec la présence de prairies. Le Servon est classé comme cours d'eau de première catégorie mais les habitats disponibles ne permettent d'accueillir un peuplement piscicole de cours d'eau salmonicole.

L'Aubineau (également appelé le Theil dans la réglementation de la fédération de pêche) coule dans une vallée agricole avec la présence d'élevages bovins. De nombreux étangs sont présents sur le tracé de l'Aubineau, la présence de seuils, de gués et de buses peut également être soulignée. Ainsi, malgré le classement en cours d'eau de première catégorie, l'Aubineau n'est pas en mesure d'assurer la reproduction de truites sauvages (notamment à cause du manque d'habitats favorables). (BIEF, 2005A)

### ✓ **Propositions de travaux**

En dehors des travaux de restauration et d'entretien classiques, le futur CRE prévoit les actions suivantes sur les affluents de la Vienne :

- plantations sur les trois affluents,
- création de frayères à truites sur l'Aubineau,
- amélioration de la gestion quantitative de l'eau sur les trois affluents. Ceci en améliorant la régulation des débits au niveau des étangs, de la pisciculture fédérale et des vannages,
- entretien des buses sur le Talbat et le Servon pour permettre la circulation des eaux,
- pose de clôture et aménagement d'abreuvoirs sur le Servon et l'Aubineau pour limiter le piétinement bovin,
- lutte contre le Ragondin par piégeage,
- retrait de déchets sur le Servon,
- nettoyage du lit artificialisé dans le bourg de Chauvigny.

(BIEF, 2005B)

### ✓ **Les indicateurs de suivi**

Idem que pour les actions prévues sur la Vienne. En plus, l'observation des écoulements permettra d'évaluer la gestion hydraulique des ouvrages. (BIEF, 2005B)

#### 2.1.2.4. Autres actions prévues (communes à la Vienne et ses affluents)

Le S.I.M.E.V. souhaite mener des actions de communications en réalisant une exposition tournante et en distribuant des plaquettes d'informations aux habitants. (BIEF, 2005B)

### 2.1.2.5. Analyse financière

---

L'analyse de l'évolution du budget du S.I.M.E.V. entre 2003 et 2005 est basée sur l'étude des comptes administratifs édités annuellement. (SIMEV, 2003-2005)

Plusieurs aspects financiers ne sont pas pris en compte dans l'analyse budgétaire ce qui explique le déséquilibre éventuel entre les dépenses et les recettes :

- le report des excédents d'une année sur l'autre,
- les amortissements,
- la récupération de la TVA.

Voici l'évolution globale des dépenses d'investissement et de fonctionnement du S.I.M.E.V. depuis 2003 (tab. 17 et fig. 17).

#### La section fonctionnement

---

##### ✓ Les dépenses

Les dépenses de la section de fonctionnement du S.I.M.E.V. sont présentées ci-dessous (tab. 18).

**Tableau 18 : Les dépenses de fonctionnement du SIMEV entre 2003 et 2005.**

€	2003	2004	2005
dépenses de fonctionnement	4603	1100	4350

Elles varient de 1000 à 4500 € car la structure est récente et fonctionne sans personnel permanent.

##### ✓ Les recettes

Les recettes du S.I.M.E.V. pour la section de fonctionnement sont pour l'instant uniquement du ressort des communes adhérentes (tab. 19).

**Tableau 19 : Les recettes de fonctionnement du SIMEV entre 2003 et 2005.**

€	2003	2004	2005
Communes	19000	5600	5600

Le mode de calcul de la répartition des participations de chaque commune adhérente au S.I.M.E.V. est le suivant :

- 45 % fonction du linéaire de berges de la commune,
- 55 % fonction du potentiel financier par habitant.

En 2003, la participation des communes s'élevait à 19 000 €, en réalité seul 4 600 € ont été dépensés dans la section fonctionnement, l'excédent a été transféré dans la section d'investissement (recettes en 2004). En 2004 et 2005, la participation des communes était de 5 600 €.

✓ **Les dépenses**

Les dépenses d'investissement du S.I.M.E.V. concernent uniquement les frais pour la réalisation de l'étude préalable au CRE en 2004 et 2005 (tab. 20).

**Tableau 20 : Les dépenses d'investissement du SIMEV en 2004 et 2005.**

€	2004	2005
Etudes	18293	12230

✓ **Les recettes**

Les recettes d'investissement du S.I.M.E.V. sont pour l'instant de deux natures (tab. 21) :

- les communes (transfert de la section de fonctionnement en 2004),
- les subventions du département.

**Tableau 21 : Les recettes d'investissement du SIMEV en 2004 et 2005.**

€	2004	2005
Communes	14397	0
Département	0	4801
total	14397	4801

### **2.1.3. Le R.I.V.E. de la Vienne**

---

#### *2.1.3.1.Type de structure et fonctionnement*

---

Le Regroupement Intercommunal pour la Valorisation et l'Entretien de la Vienne (R.I.V.E. de la Vienne), est un syndicat intercommunal, regroupant neuf communes, présidé par Guy RUBI (fig. 18).

Le territoire du R.I.V.E. de la Vienne n'est pas continu en raison de la non adhésion de cinq communes.

L'administration du R.I.V.E. de la Vienne est assurée par un comité syndical composé de 18 délégués titulaires élus, soit 2 délégués par communes. Le comité syndical élit un bureau composé de 7 membres dont le président du syndicat, trois vice-présidents et trois autres membres. Actuellement, toutes les décisions sont prises par le comité syndical, le bureau n'a pas réellement de rôle.

Le comité syndical se réunit au minimum 4 fois par an.

Le R.I.V.E. de la Vienne a un historique relativement récent. (PORTET F., RIVE de la Vienne, Communication Personnelle)

#### *2.1.3.2.Historique et compétences*

---

La création du R.I.V.E. de la Vienne en 2001 est directement en relation avec la dissolution du syndicat intercommunal du Pays Vienne et Moulière.

Créé en 1990, le Pays Vienne et Moulière (13 communes adhérentes) avait pour objectif la mise en place d'actions coordonnées permettant le développement du tissu économique et des activités liées au tourisme. En 1997, le Pays Vienne et Moulière a fait réaliser une étude préalable à la restauration et à l'entretien de la Vienne de Bonnes à Cenon sur Vienne par le bureau d'étude Betam (BETAM, 1997). Suite à cette étude un programme pluriannuel de travaux a été initié en 1999.

Le Pays Vienne et Moulière a été dissout suite à l'attribution de la compétence tourisme à la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais (deux collectivités locales ne peuvent pas avoir les mêmes compétences sur un même territoire). Le syndicat R.I.V.E. de la Vienne a été créé pour poursuivre les actions engagées pour la gestion de la Vienne.

Les compétences définies dans les statuts du R.I.V.E. de la Vienne sont les suivantes :

ce syndicat intercommunal a pour objet de promouvoir, de financer, de faire exécuter ou d'exécuter et de gérer les études et les travaux d'aménagement, de restauration et d'entretien de la rivière « Vienne » sur les parcelles riveraines des communes adhérentes ; ceci en tenant compte de la sécurité des biens et des personnes, de la qualité de l'eau, de la préservation des écosystèmes et de la valorisation de l'eau et des berges comme ressource économique destinée à l'ensemble des usagers.

Depuis la création du syndicat, Fabrice PORTET agit comme technicien médiateur de rivière sur le territoire du R.I.V.E. de la Vienne. Son contrat de travail est un contrat à durée déterminée de 3 ans en tant que chargé de mission rivière à plein temps. Le secrétariat est assuré par Emilie GUILLEMOT recrutée depuis 2006 en contrat d'aide à l'emploi (CAE) à plein temps.

(RIVE de la Vienne, 2001)

#### *2.1.3.3.Les actions menées*

---

Le R.I.V.E. de la Vienne. a la compétence pour réaliser des actions sur le cours de la Vienne et ses affluents (excepté l'Ozon et l'Envigne) sur son territoire, ce qui représente un linéaire de 140 km de cours d'eau dont 48 km pour la Vienne.

Le R.I.V.E. de la Vienne a réalisé un programme pluriannuel de travaux de 1999 à 2003 sur la Vienne de Bonnes à Cenon sur Vienne.

En 2004, aucune programmation de travaux n'a été réalisée, seul les travaux exceptionnels l'ont été.

En 2005, un CRE a été déposé à l'Agence de l'Eau pour effectuer des travaux sur la Vienne, il est en attente de la validation du 9<sup>ème</sup> programme.

Depuis 2005, le syndicat effectue les travaux qui correspondent au début de la programmation du CRE en attente.

### Le programme pluriannuel de travaux sur la Vienne 1999-2003

---

Une étude préalable à la restauration et à l'entretien du lit et des berges de la Vienne entre Bonnes et Cenon sur Vienne a été réalisée en 1997 (BETAM, 1997) pour définir les actions à réaliser. Les travaux se sont déroulés de 1999 à 2003. Ils ont été effectués par des entreprises privées spécialisées.

#### ✓ **Présentation succincte et localisation**

Les travaux ont été effectués sur la Vienne entre Bonnes et Cenon sur Vienne (fig. 19).

La Vienne s'écoule sur un socle calcaire dans une large vallée agricole bordée par deux coteaux. De nombreuses gravières sont implantées dans cette vallée. Trois ouvrages sont implantés sur le lit de la Vienne, au moulin de Chitré à Vouneuil sur Vienne (il constitue la limite amont du domaine public fluvial) et deux barrages équipés de microcentrale électrique à Bonneuil Matours. Les berges sont fréquemment aménagées pour la pratique de la pêche.

(BETAM, 1997)

#### ✓ **Bilan des travaux**

Les travaux ont été effectués sur les 25 km du cours de la Vienne qui s'écoulent entre Bonnes et Cenon sur Vienne (soit 48 km de travaux). Seul les berges riveraines de la commune de Bellefonds n'ont pas fait l'objet de travaux.

Des travaux de restauration et d'entretien classiques ont été effectués (abattage sélectif, élagage, recépage, retrait embâcles...).

D'autres actions ont également été menées :

- plantations, essentiellement par bouturage de saules,
- protection de berges par enrochement ou génie végétale selon la demande des riverains ou la configuration des sites.

En dehors du programme pluriannuel de travaux des opérations de lutte contre la prolifération de la Jussie ont été menées (arrachage manuel).

(BETAM, 1997) et (PORTET F., RIVE de la Vienne, Communication Personnelle)

### Le futur CRE sur la Vienne

---

L'étude préalable à la restauration et à l'entretien du lit et des berges de la Vienne entre Bonnes et les Ormes a été réalisée en 2002 (HydroConcept, 2003) pour définir les actions à réaliser. Les travaux ont débuté à la fin de l'année 2005, le contrat n'étant pas encore validé par l'Agence de l'Eau. Ils seront effectués par des entreprises privées spécialisées.

#### ✓ **Présentation succincte et localisation**

Les travaux prévus sur la Vienne concernent environ 48 km de rivière, ce qui représente environ 100 km de travaux (fig. 20, p. 42).

La Vienne garde quasiment les mêmes caractéristiques par rapport au secteur Bonnes – Cenon sur Vienne. Il doit être noté la présence d'un barrage supplémentaire au niveau de Châtellerault.

### ✓ **Propositions de travaux**

Des travaux de restauration et d'entretien classiques sont programmés sur la Vienne.

Les autres opérations programmées sont les suivantes :

- plantations de ripisylve,
- aménagement des deux seuils de Bonneuil Matours pour le franchissement piscicole,
- protection de berges par enrochement ou génie végétale,
- lutte contre la prolifération de la Jussie par arrachage manuel.

Des actions de lutte contre la prolifération des Ragondins sont également envisagées, elles ne sont pas incluses dans le CRE. (HydroConcept, 2003)

### ✓ **Les indicateurs de suivi**

Pour évaluer l'impact des travaux sur la ripisylve, le R.I.V.E. de la Vienne s'appuiera sur une analyse de la végétation. Le syndicat a déjà initié l'état des lieux avant travaux. En effet il réalise des inventaires floristiques avec réalisation d'une cartographie des habitats (selon la typologie de CORINE Biotopes, de Cornier et de Natura 2000) avant chaque tranche de travaux. Ce travail est effectué en collaboration avec l'association GE.RE.PI. (Gestion de la Réserve du Pinail). Ce travail sera reconduit après travaux. (HydroConcept, 2003)

### ✓ **Autres actions prévues**

Le R.I.V.E. de la Vienne prévoit d'effectuer des actions de communications notamment via la réalisation d'un site internet. (PORTET F., RIVE de la Vienne, Communication Personnelle)

#### *2.1.3.4. Analyse financière*

---

L'analyse de l'évolution du budget du R.I.V.E. de la Vienne entre 2002 et 2005 est basée sur l'étude des comptes administratifs édités annuellement (RIVE de la Vienne, 2002-2005). Les comptes administratifs font le bilan des mandats (dépenses) et des titres émis (recettes) par le syndicat pendant une année.

Dans les comptes administratifs deux sections sont distinguées :

- la section de fonctionnement,
- la section d'investissement.

Plusieurs aspects financiers ne sont pas pris en compte dans l'analyse budgétaire ce qui explique le déséquilibre éventuel entre les dépenses et les recettes :

- le report des excédents d'une année sur l'autre,
- les amortissements,
- la récupération de la TVA.

Voici l'évolution globale des dépenses d'investissement et de fonctionnement du R.I.V.E. de la Vienne depuis 2002 (tab. 22 et fig. 21, p. 43).

#### *La section fonctionnement*

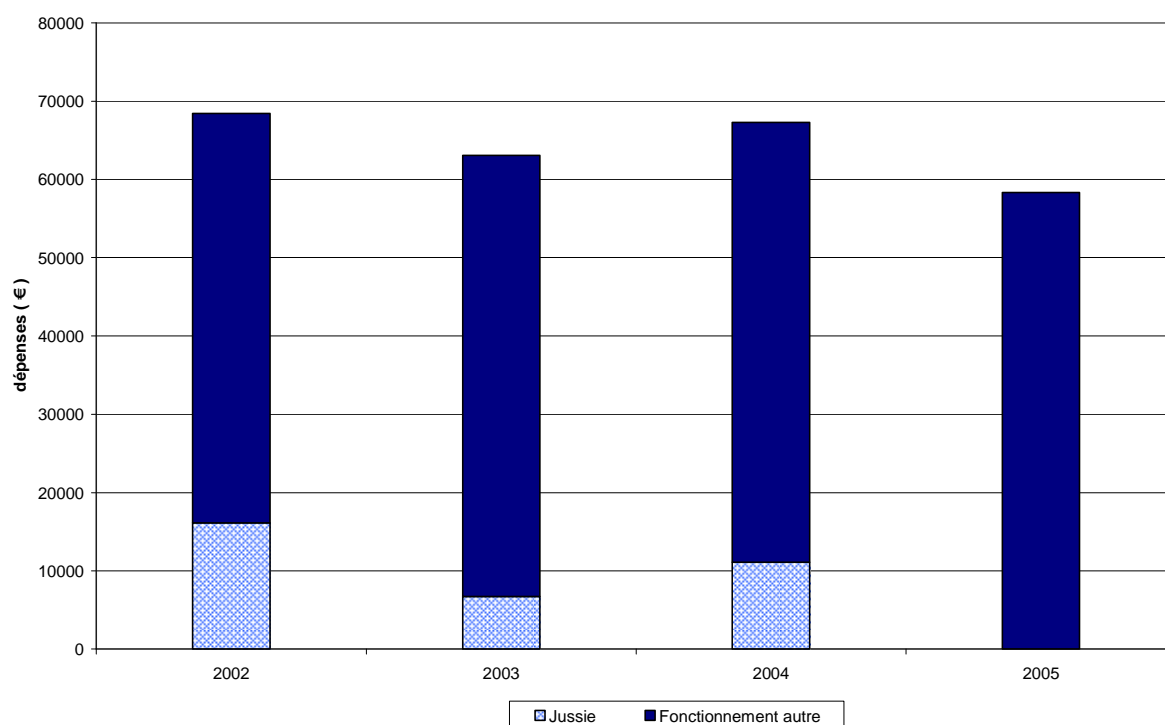
---

### ✓ **Les dépenses**

Les dépenses de la section fonctionnement du R.I.V.E. de la Vienne comprennent deux éléments distincts :

- les dépenses propres au fonctionnement de la structure comme les salaires, les frais de télécommunications et les cotisations aux caisses de retraites par exemple,
- les dépenses relatives aux actions de lutte contre la prolifération de la Jussie.

Ainsi les dépenses de fonctionnement du R.I.V.E. de la Vienne ont peu évolué entre 2002 et 2005, elles oscillent autour de 60 000 € (tab. 23 et fig. 22).



**Figure 22 : Les dépenses de fonctionnement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.**

**Tableau 23 : Les dépenses de fonctionnement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.**

€	2002	2003	2004	2005
Jussie	16119	6748	11100	0
Fonctionnement autre	52320	56306	56174	58309
total	68439	63054	67274	58309

### ✓ Les recettes

Les recettes de la section de fonctionnement du R.I.V.E. de la Vienne proviennent de six sources :

- les subventions spécifiques pour les salaires,
- les subventions de l'Etat, de la Région, du Département et d'autres organismes,
- les participations communales.

Le mode de calcul de la répartition des participations de chaque commune adhérente au R.I.V.E. de la Vienne est le suivant :

- 1/3 fonction de la population communale,
- 1/3 fonction du linéaire de berges de la commune,
- 1/3 fonction du potentiel financier par habitant.

Les recettes de la section de fonctionnement sont depuis 2003 d'environ 100 000 € (tab. 24 et fig. 23).

Les recettes sont donc globalement stables depuis 2003, une forte augmentation des recettes a été observée entre 2002 et 2003, passant de 70 000 à 100 000 €. Même si globalement, les recettes sont constantes, la part de chaque a fortement évoluée. La part de l'Etat a fortement diminuée, elle est passée d'environ 15 000 € en 2002 et 2003 à seulement 1 300 € en 2005. La part du Département est passée d'environ 12 000 € en 2002 à 6 000 € en 2005. Pour faire face à la diminution des subventions, la part des communes a triplée de 2002 à 2005, passant de 30 000 à 90 000 €.

### ✓ Les dépenses

Trois volets sont distingués pour les dépenses de la section d'investissement :

- l'achat de matériels,
- les dépenses relatives aux études préalables,
- les dépenses relatives aux travaux de restauration et d'entretien de cours d'eau.

Deux périodes doivent être distinguées, en effet, jusqu'en 2003 le R.I.V.E. de la Vienne menait un programme de travaux, en 2004 et 2005 seuls les travaux exceptionnels ont été réalisés.

Ainsi, l'évolution des dépenses de la section d'investissement est présentée ci-dessous (tab. 25 et fig. 24).

Le montant des travaux passe ainsi d'environ 150 000 € par an pendant le programme de travaux à environ 40 000 € pour les travaux exceptionnels.

Les investissements de matériels sont conséquents en 2002, essentiellement du matériel informatique, et en 2004, matériel informatique et achat d'un véhicule.

Les deux principales études menées entre 2002 et 2005 sont :

- l'étude préalable du CRE en 2002,
- l'étude préalable à la mise en place de passes à poissons sur les seuils de Bonneuil-Matours en 2005.

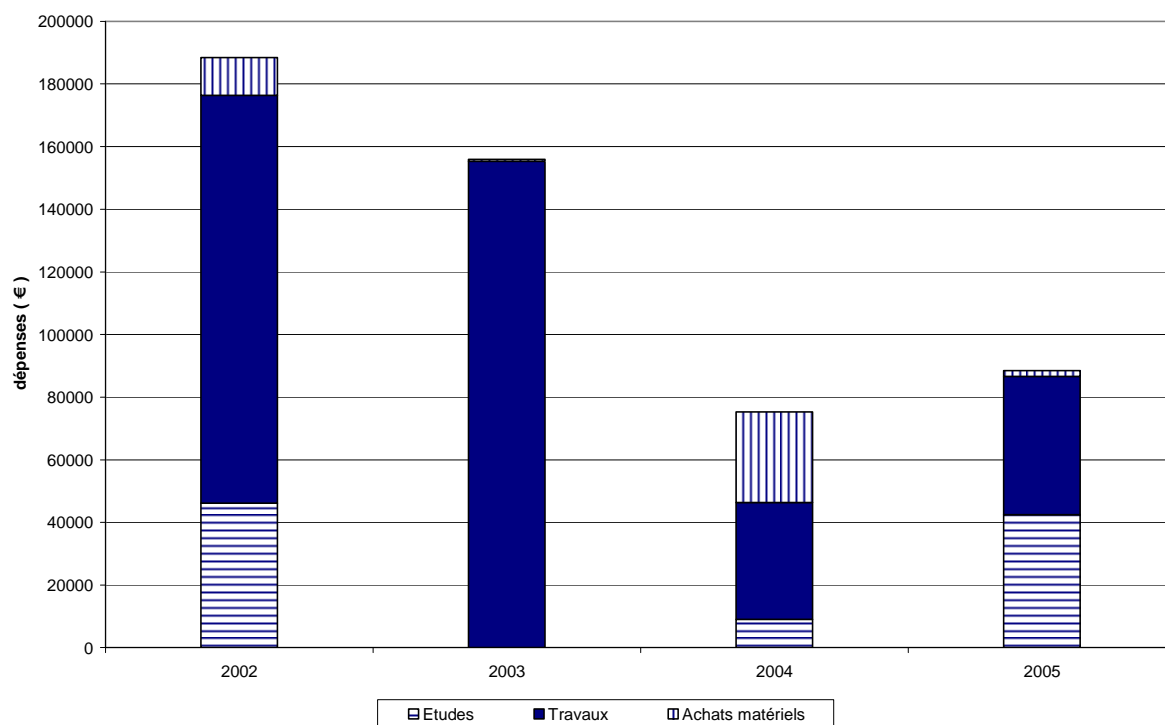


Figure 24 : Les dépenses d'investissement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.

Tableau 25 : Les dépenses d'investissement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.

€	2002	2003	2004	2005
Etudes	46121	0	9000	42508
Travaux	130252	155233	37417	44131
Achats matériels	12108	717	28833	1822
total	188481	155950	75250	88461

### ✓ Les recettes

Les recettes de la section d'investissement du R.I.V.E. de la Vienne proviennent de huit sources (tab. 26 et fig. 25) :

- les subventions de l'Europe, de l'Etat, de l'Agence de l'Eau, de la Région et du Département,
- une subvention exceptionnelle du Pays Vienne et Moulière en 2002,
- la participation des communes adhérentes aux travaux,
- la participation des propriétaires riverains aux travaux.

Globalement, les recettes d'investissement diminuent depuis 2002, passant de 150 000 € à environ 60 000 € en 2005. Ceci est principalement dû à la diminution de la masse de travaux effectuée.

Trois recettes ont été perçues qu'en 2002 : les subventions du Département (21 000 €), la participation des communes adhérentes et l'argent du Pays Vienne et Moulière suite à sa dissolution en 2001.

Trois recettes ont été perçues qu'en 2004 et 2005 : les subventions de l'Europe (11 000 €), le l'Etat (20 000 € en 2004 et 6 000 € en 2005) et la participation des propriétaires riverains aux travaux.

Seules, les subventions de l'Agence de l'Eau et de la Région ont été perçues pendant les quatre années.

## **2.1.4. Le S.I.V. Dive et Rin**

---

### *2.1.4.1.Type de structure et fonctionnement*

---

Le Syndicat Intercommunal des Vallées de la Dive et du Rin (S.I.V. Dive et Rin) est un syndicat intercommunal, regroupant cinq communes et le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Fontjoin (les cinq même communes sont adhérentes), présidé par Gérard POITEVIN (fig. 26).

L'administration du S.I.V. Dive et Rin est assurée par un comité syndical composé de 18 délégués titulaires élus, 3 pour chaque commune (dont le maire) et 3 pour le SIAEP de Fontjoin.

Le comité syndical se réunit au minimum 4 fois par an. Il n'existe pas de bureau du S.I.V. Dive et Rin.

Le S.I.V. Dive et Rin a un historique important. (COUILLAUD S., SIV Dive et Rin, Communication Personnelle)

### *2.1.4.2.Historique et compétences*

---

Quatre dates importantes résument l'histoire du S.I.V. Dive et Rin.

**1960** : Création du Syndicat Intercommunal définitif pour l'Assainissement de la Vallée de la Dive de Morthemer. Il regroupait les communes de Lhonnaizé, Verrières et Valdivienne (cette commune n'existait pas, elle a été créée plus tardivement regroupant ainsi les communes de Morthemer, Salles en Toulon et St-Martin-la-Rivière).

**1989** : Changement de nom du syndicat, il prend le nom actuel de Syndicat Intercommunal des Vallées de la Dive et du Rin.

**2000** : Adhésion des communes de Bouresse et Saint-Laurent-de-Jourdes au S.I.V. Dive et Rin.

**2002** : Adhésion du SIAEP de Fontjoin au S.I.V. Dive et Rin.

Le S.I.V. Dive et Rin a gardé les compétences définies dans les statuts de 1960, ainsi il a pour vocation la réalisation des travaux nécessaires à l'assainissement et à la mise en valeur de la vallée de la Dive de Morthemer et de son affluent le Rin sur la commune de Lhonnaizé ainsi que les travaux d'entretien ultérieurs.

Pendant des années le S.I.V. Dive et Rin a réalisé des travaux d'aménagements hydrauliques ne prenant en compte que l'aspect hydraulique du cours d'eau. Ainsi des opérations de recalibrage, de drainage, de mise en place de vannes à clapets ont été effectuées. Ces travaux ont très largement modifié le cours de la Dive et du Rin. Ils ont été réalisés en collaboration avec la DDAF de la Vienne.

Actuellement, le S.I.V. Dive et Rin a changé de politique et intègre l'aspect milieu naturel dans la gestion des cours d'eau.

(HydroConcept, 2001A)

Le S.I.V. Dive et Rin n'a pas de technicien médiateur de rivière en son sein, il travaille en collaboration avec la DDAF de la Vienne qui réalise chaque année les avant projets techniques. Le secrétariat du syndicat est assuré par une secrétaire de mairie de la commune de Valdivienne mise à disposition.

### *2.1.4.3. Les actions menées*

---

Le S.I.V. Dive et Rin a la compétence pour réaliser des actions sur le cours de la Dive et de ses affluents sur son territoire, ce qui représente un linéaire de 41 km de cours d'eau dont 25 km pour la Dive de Morthemmer.

Comme évoqué précédemment le S.I.V. Dive et Rin a effectué des travaux d'aménagement hydraulique sur le Dive de Morthemmer et sur le Rin.

La volonté de pratiquer une nouvelle gestion des cours d'eau est apparue en 2000 – 2001 avec la réalisation d'une étude préalable à la restauration et à l'entretien de la Dive de Morthemmer et du Rin par le bureau d'étude Hydroconcept (HydroConcept, 2001A). Cette étude a permis de déposer un dossier pour la réalisation d'un CRE à l'Agence de l'Eau, le dossier est en attente de la validation du 9<sup>ème</sup> programme.

Le S.I.V. Dive et Rin a déjà commencé la réalisation des travaux de ce programme depuis 2003. Ces travaux sont effectués par des entreprises privées spécialisées, 32,5 km de cours d'eau ont ou feront l'objet de travaux.

### *Les actions initiées et prévues sur la Dive de Morthemmer et le Rin*

---

#### ✓ **Présentation succincte et localisation**

Le CRE prévoit des travaux sur la Dive de Morthemmer et le Rin (tab. 27, fig. 27) :

**Tableau 27 : Les cours d'eau faisant l'objet de travaux lors du CRE du SIV Dive et Rin.**

cours d'eau	affluent de	rive	linéaire (km)
la Dive de Morthemmer	la Vienne	gauche	25
le Rin	la Dive de Morthemmer	gauche	8

La Dive s'écoule sur un socle calcaire. La vallée de la Dive est une vallée agricole, les prairies sont bien présentes en bord de cours d'eau. La Dive et le Rin sont des cours d'eau qui ont été fortement aménagés et recalibrés, et de nombreux obstacles sont localisés. En effet, des nombreux étangs directement implantés sur le linéaire de cours d'eau sont inventoriés, de nombreux seuils de moulin et vannages sont également présents. Ainsi les débits de la Dive et du Rin sont régulés par ces ouvrages. Le bourg de Morthemmer est soumis à un risque inondation, en effet plusieurs vallées sèches alimentent la Dive lors d'épisodes pluvieux qui inondent la vallée. Ces deux cours d'eau sont classés en première catégorie piscicole, leurs caractéristiques permettent en réalité d'accueillir un peuplement principalement cyprinicole (sites potentiels et fonctionnels de frayères à brochets).

(HydroConcept, 2001A)

#### ✓ **Propositions de travaux**

En dehors des travaux de restauration et d'entretien classiques, le futur CRE prévoit les actions suivantes sur la Dive de Morthemmer et le Rin :

- plantations sur Dive et le Rin,
- diversification des habitats avec la mise en place de blocs et de micro-seuils sur la Dive,
- réaménagement de seuils sur le Rin,
- aménagements d'ouvrage pour la libre circulation des eaux. Notamment sur deux sites au niveau du bourg de Morthemmer et au niveau du pont de Salles sur la Dive,
- amélioration de la gestion hydraulique des ouvrages, notamment au niveau des vannages,
- retrait de clôtures en travers qui provoquent la création d'embâcles sur la Dive,
- aménagement d'abreuvoirs et de gués pour limiter le piétinement bovin,
- lutte contre le Ragondin par piégeage sur les deux cours d'eau,
- retrait d'atterrissement sur la Dive,
- retrait de déchets sur la Dive,
- restauration d'ouvrage, comme le pont du Coteau sur la Dive par exemple.

(HydroConcept, 2001B)

### ✓ Les indicateurs de suivi

Le S.I.V. Dive et Rin programme l'utilisation de 3 types d'indicateurs pour évaluer les impacts des travaux :

- les analyses physico-chimiques 4 fois/an,
- les IBGN (Indice Biologique Globale Normalisé) une fois/an,
- les suivis piscicoles (pêches électriques) une fois/an.

L'observation des écoulements permettra d'évaluer la gestion hydraulique des ouvrages.  
(HydroConcept, 2001B)

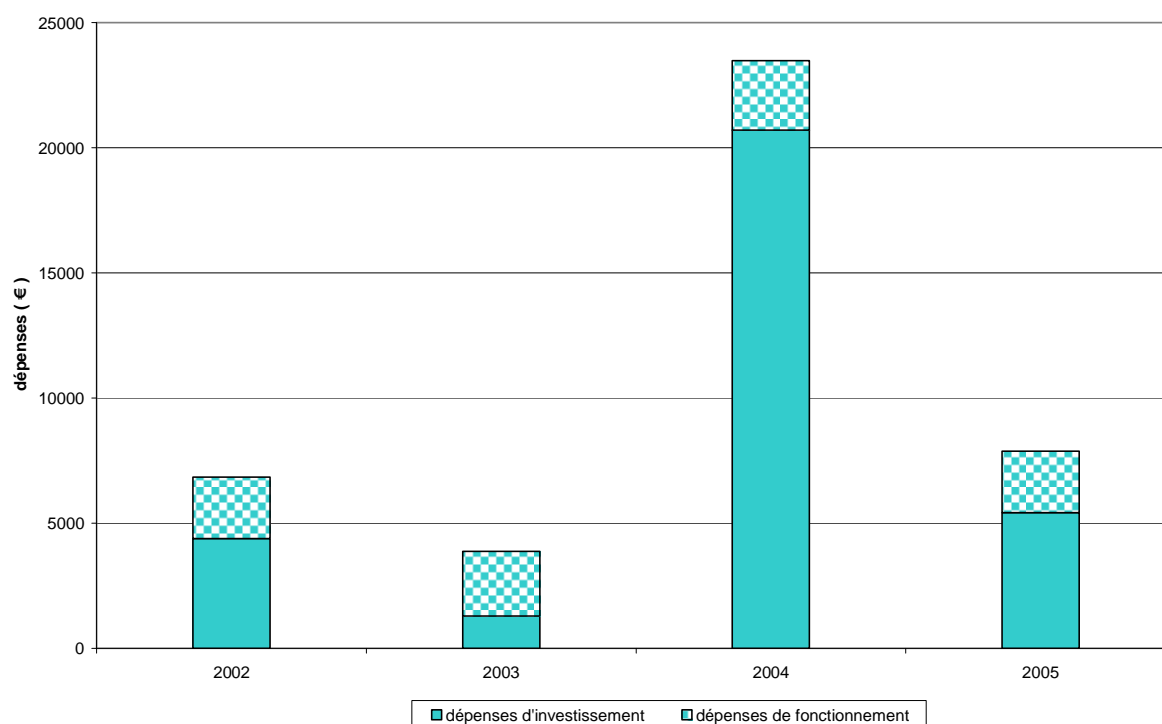
#### 2.1.4.4. Analyse financière

L'analyse de l'évolution du budget du S.I.V. Dive et Rin entre 2002 et 2005 est basée sur l'étude des comptes administratifs édités annuellement. (SIV Dive et Rin, 2002-2005)

Plusieurs aspects financiers ne sont pas pris en compte dans l'analyse budgétaire ce qui explique le déséquilibre éventuel entre les dépenses et les recettes :

- le report des excédents d'une année sur l'autre,
- les amortissements,
- la récupération de la TVA.

Voici l'évolution globale des dépenses d'investissement et de fonctionnement du S.I.V. Dive et Rin depuis 2002 (tab. 28 et fig. 28).



**Figure 28 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.**

**Tableau 28 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.**

€	2002	2003	2004	2005
dépenses d'investissement	4378	1282	20703	5417
dépenses de fonctionnement	2461	2595	2780	2456
total	6839	3877	23484	7873

### ✓ Les dépenses

Les dépenses de la section fonctionnement du S.I.A.V. Envigne comprennent trois éléments distincts :

- les dépenses relatives à des opérations de lutte contre la Ragondin,
- les dépenses propres au fonctionnement de la structure comme les salaires, les frais de télécommunications et les cotisations aux caisses de retraites par exemple,
- les dépenses relatives aux remboursements des emprunts et des dettes.

Les dépenses relatives aux remboursements des emprunts et des dettes sont très faibles car il s'agit des dernières années de remboursement, elles concernent uniquement la commune de Valdivienne.

L'essentiel des dépenses de fonctionnement sont relatives aux opérations de lutte contre le Ragondin (tab. 29 et fig. 29).

Les dépenses propres au fonctionnement du syndicat sont plus ou moins importantes, elles sont en moyenne de 600 €.

### ✓ Les recettes

Les recettes de la section de fonctionnement du S.I.V. Dive et Rin proviennent des participations communales et de la participation financière de SIAEP de Fontjoin (tab. 30 et fig. 30).

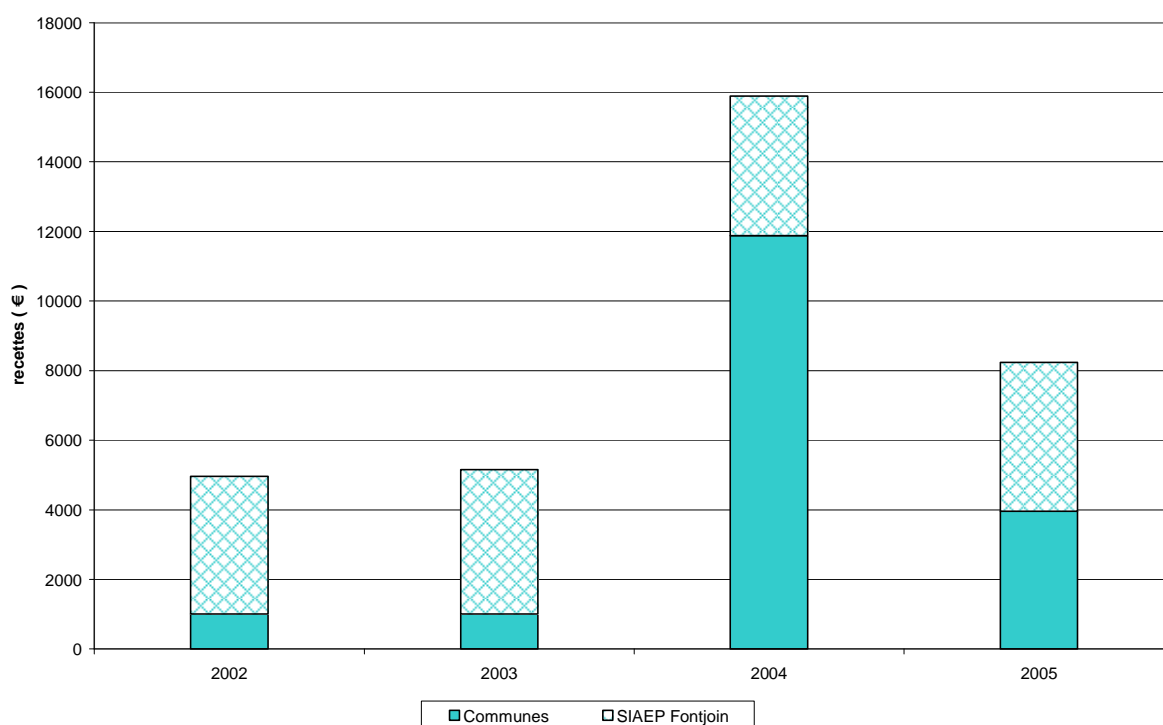


Figure 30 : Les recettes de fonctionnement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.

Tableau 30 : Les recettes de fonctionnement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.

€	2002	2003	2004	2005
Communes	1005	1005	11876	3963
SIAEP Fontjoin	3960	4151	4015	4279
total	4965	5155	15891	8242

### ✓ Les dépenses

Trois volets sont distingués pour les dépenses de la section d'investissement :

- les dépenses relatives aux travaux de restauration et d'entretien de cours d'eau,
- les dépenses relatives aux études,
- le remboursement des emprunts.

L'évolution des dépenses est la suivante (tab. 31 et fig. 31).

Les travaux de restauration et d'entretien de cours d'eau ont commencé en 2003, les dépenses apparaissent qu'à partir de 2004. Les dépenses relatives aux études correspondent aux études préalables au CRE. Les emprunts sont très faibles (autour de 800 €).

### ✓ Les recettes

Les recettes de la section d'investissement du S.I.V. Dive et Rin proviennent de trois sources : les subventions de l'Agence de l'Eau, de la Région et du Département (tab. 32 et fig. 32).

Ces subventions sont perçues pour la réalisation des travaux et des études. Ainsi en 2004 et en 2005 le syndicat a touché environ 7 000 € de subvention par année.

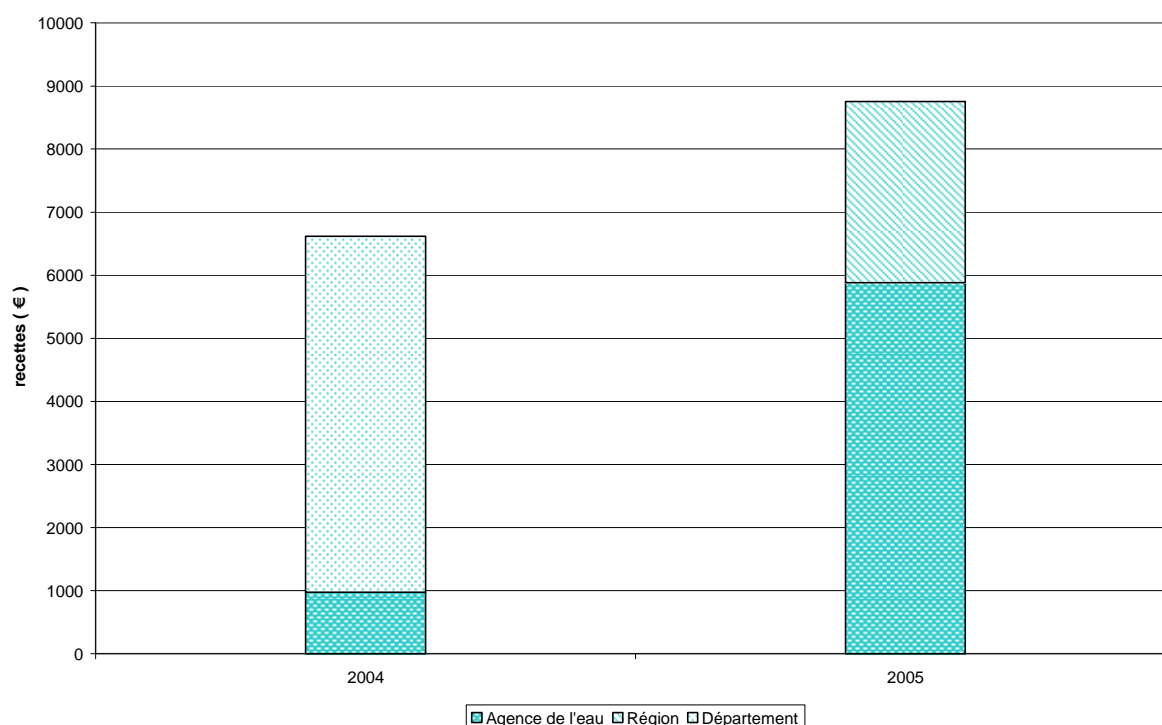


Figure 32 : Les recettes d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.

Tableau 32 : Les recettes d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.

€	2004	2005
Agence de l'eau	974	5883
Région	0	2872
Département	5642	0
total	6616	8755

## **2.1.5. Le S.I.A.V. Envigne**

---

### *2.1.5.1.Type de structure et fonctionnement*

---

Le Syndicat Intercommunal en vue de l'Assainissement de la Vallée de l'Envigne (S.I.A.V. Envigne) est un syndicat intercommunal, regroupant treize communes, présidé par Roland VERDIN (fig. 33).

L'administration du S.I.A.V. Envigne est assurée par un comité syndical composé de 39 délégués titulaires élus, 3 délégués par communes dont le maire. Le comité syndical élit un bureau composé de 4 membres dont le président du syndicat, deux vice-présidents et un autre membre. Toutes les décisions sont prises par le comité syndical, le bureau n'a pas réellement de rôle.

Le comité syndical se réunit au minimum 4 fois par an.

Le S.I.A.V. Envigne a un historique important. (CHAT C., SIAV Envigne, Communication Personnelle)

### *2.1.5.2.Historique et compétences*

---

Le S.I.A.V. Envigne a été créé en 1951. Il a gardé les compétences définies dans les statuts de 1951, il a ainsi pour objet le curage et le faucardement du cours d'eau "l'Envigne", des ruisseaux et canaux qui s'y rattachent, ainsi que l'assainissement des terres humides ou inondables qui les bordent. Une clarification des statuts est envisagée, elle devrait être effectuée en 2008 à l'occasion des élections municipales qui engendreront une modification de la composition du comité syndical.

Les treize communes ne sont pas adhérentes depuis la création du syndicat. En 1974, cinq communes se sont ralliées au syndicat : Cernay, Châtellerault, Doussay, Thurageau et Vendeuvre.

De 1951 au milieu des années 70, le S.I.A.V. Envigne a réalisé des travaux d'aménagements hydrauliques ne prenant en compte que l'aspect hydraulique du cours d'eau. Ainsi des travaux de curage, recalibrage, drainage et mise en place de vannes à clapets ont été réalisés. Deux tranches de curage, recalibrage ont été effectuées en 1951 (entre Châtellerault et Lencloître) et en 1969-1970 (entre Lencloître et Doussay). L'installation des vannes à clapets s'est déroulée entre 1971 et 1973, six clapets ont été installés. Ces opérations ont été effectuées en collaboration avec la DDAF de la Vienne.

Du milieu des années 70 à la fin des années 90, le S.I.A.V. Envigne a gardé la même politique de gestion des cours d'eau. Les principales actions se résument à l'entretien de la végétation par des méthodes lourdes, au faucardage, au curage du lit, à l'entretien des ouvrages et à la lutte contre le ragondin par empoisonnement.

Le changement de politique de gestion des cours d'eau, prenant en compte le milieu naturel, est intervenu à la fin des années 90.

Cette nouvelle politique est actuellement portée par un technicien médiateur de rivière, Cédric CHAT. Il est employé par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique du Bassin de la Pallu en Vienne et son temps de travail est réparti sur trois syndicats. Il effectue 3/10 de son temps de travail sur le S.I.A.V. Envigne. Il est employé en tant qu'agent technique titulaire de la fonction publique en attendant d'obtenir son concours de technicien. Le syndicat travail toujours en collaboration avec la DDAF de la Vienne qui réalise chaque année les avant projets techniques.

Le secrétariat du syndicat est assuré par une secrétaire de mairie de la commune d'Ouzilly mise à disposition.

(CHAT C., SIAV Envigne, Communication Personnelle)

### *2.1.5.3. Les actions menées*

---

Le S.I.A.V. Envigne a la compétence pour réaliser des actions sur le cours de l'Envigne et de ses affluents sur son territoire, ce qui représente un linéaire de 210 km de cours d'eau dont 30 km pour l'Envigne.

Comme évoqué précédemment le S.I.A.V. Envigne a effectué des travaux d'aménagement hydraulique sur le l'Envigne.

En 1998, le S.I.A.V. Envigne a fait réaliser une étude préalable à la restauration et à l'entretien de l'Envigne et de la Bourde par le bureau d'étude Hydroconcept (HydroConcept, 1998A). Suite à cette étude, le S.I.A.V. Envigne a signé un CRE avec l'Agence de l'Eau. Les travaux prévus dans le cadre du CRE se sont déroulés de 2000 à 2005. Ils ont été réalisés par des entreprises privées spécialisées. La réalisation du bilan du CRE a pris du retard, il est en cours de finition, et doit être finalisé avant la fin de l'année 2006. Ainsi le bilan des travaux du CRE évoqué ci-après s'appuie sur l'étude préalable et les remarques de Cédric CHAT.

Dans le futur ; le S.I.A.V. Envigne souhaite continuer les actions sur l'Envigne et réaliser des travaux sur deux affluents.

Actuellement, le syndicat réalise des travaux d'entretien tout les deux ans, il pourrait diminuer la fréquence d'entretien, en passant à trois ans, pour effectuer d'autres travaux. En effet dans le futur, le syndicat souhaite poursuivre les opérations de plantations et engager des travaux de remise en eau d'annexe hydraulique qui pourrait devenir des frayères potentielles pour la reproduction du brochet et des opérations de retrait d'ouvrage.

Pour ce qui est des travaux sur la Fontpoise et le Sautard, le S.I.A.V. Envigne est encore dans une période de réflexion. Il envisage de réaliser un programme pluriannuel de restauration et d'entretien mais pas forcément par le biais d'un CRE car le linéaire n'est pas très important. En effet, ces deux affluents représentent 17 km de cours d'eau, 6 km pour la Fontpoise et 11 km pour le Sautard.

#### *Le CRE 2000-2005 sur l'Envigne et la Bourde*

---

##### **✓ Présentation succincte et localisation**

Les travaux ont été effectués sur l'Envigne et la Bourde (tab. 33 et fig. 34) :

**Tableau 33 : Les cours d'eau qui ont fait l'objet de travaux lors du CRE 2000-2005 du SIAV Envigne.**

cours d'eau	affluent de	rive	linéaire de travaux (km)
l'Envigne	la Vienne	gauche	25
la Bourde	l'Envigne	droite	5

La vallée de l'Envigne est une vallée très agricole, essentiellement des grandes cultures et des cultures maraîchères. L'Envigne s'écoule sur un socle calcaire, elle a été fortement aménagée dans le passé principalement par des opérations de recalibrage, de curage et de mise en place de vannes à clapets. Le débit de l'Envigne est ainsi régulé par de nombreux ouvrages (étangs, moulins, vannes...), des problèmes d'assecs sont fréquemment observés en été. L'Envigne est classée comme cours d'eau de deuxième catégorie piscicole.

La Bourde a un écoulement permanent, elle reste dégradée par les opérations de curage et de recalibrage effectuées dans le passé.

(HydroConcept, 1998A)

### ✓ **Bilan des travaux**

Des travaux de restauration et d'entretien classiques ont été engagés sur l'Envigne et la Bourde (abattage sélectif, élagage, recépage, retrait embâcles...). Ces travaux représentent 30 km de rivière.

D'autres opérations ont également été réalisées ponctuellement :

- plantations sur les deux cours d'eau,
- protection de berges par enrochements et génie végétal sur l'Envigne,
- diversification d'habitat aquatique par la mise en place de blocs et/ou de micro-seuils sur l'Envigne,
- amélioration de la gestion hydraulique des ouvrages, en effet le syndicat de rivière conseille les propriétaires pour la manipulation des vannes et pour certains ouvrages il réalise lui-même ces opérations,
- retrait de déchets sur la commune de Châtellerault au niveau d'une ancienne décharge sauvage,
- lutte contre la prolifération de la Jussie par arrachage manuel.

Les actions de lutte contre la prolifération du Ragondin (piégeage et empoisonnement) et le retrait d'atterrissements au niveau du bourg de Lencloître pour satisfaire les pêcheurs ont été réalisés en dehors du CRE.

(HydroConcept, 1998A) et (CHAT C., SIAV Envigne, Communication Personnelle)

### ✓ **Les indicateurs de suivi**

Les indicateurs de suivi ont pour objectif d'évaluer les effets positifs ou non des travaux sur le milieu. Ils doivent être effectués avant et après travaux.

Seul le suivi physico-chimique a été réalisé avant et après travaux. Les IBGN ont été effectués avant travaux, mais pour l'instant les sécheresses successives n'ont pas permise de réaliser le suivi après travaux. Aucune pêche électrique n'a été effectuée spécifiquement pour réaliser le suivi avant et après travaux mais un point RHP est annuellement suivi par le CSP.

(HydroConcept, 1998A) et (CHAT C., SIAV Envigne, Communication Personnelle)

#### *2.1.5.4. Analyse financière*

---

L'analyse de l'évolution du budget du S.I.A.V. Envigne entre 2002 et 2005 est basée sur l'étude des comptes administratifs édités annuellement (SIAV Envigne, 2002-2005). Le syndicat a pour particularité de réaliser des emprunts pour effectuer certains travaux.

Plusieurs aspects financiers ne sont pas pris en compte dans l'analyse budgétaire ce qui explique le déséquilibre éventuel entre les dépenses et les recettes :

- le report des excédents d'une année sur l'autre,
- les amortissements,
- la récupération de la TVA.

Voici l'évolution globale des dépenses d'investissement et de fonctionnement du S.I.A.V. Envigne depuis 2002 (tab. 34 et fig. 35).

## *La section fonctionnement*

---

### ✓ **Les dépenses**

Les dépenses de la section fonctionnement du S.I.A.V. Envigne comprennent trois éléments distincts :

- les dépenses relatives à des travaux divers, comme les actions de lutte contre la prolifération de la Jussie par exemple,
- les dépenses propres au fonctionnement de la structure comme les salaires, les frais de télécommunications et les cotisations aux caisses de retraites par exemple,
- les dépenses relatives aux remboursements des emprunts et des dettes.

Les dépenses relatives aux remboursements des emprunts et des dettes sont très faibles car il s'agit des dernières années de remboursement (ancien emprunt relatif aux opérations de recalibrage).

Les travaux divers ont été beaucoup plus importants en 2003 (tab. 35 et fig. 36).

Les dépenses propres au fonctionnement du syndicat sont plus ou moins importantes, elles sont en moyenne de 7 000 €.

### ✓ **Les recettes**

Les recettes de la section de fonctionnement du S.I.A.V. Envigne proviennent uniquement des participations communales.

Le mode de calcul de la répartition des participations de chaque commune adhérente au S.I.A.V. Envigne est le suivant :

- 1/7 fonction du potentiel financier par habitant,
- 3/7 fonction de la surface communale dans le bassin versant,
- 3/7 fonction du linéaire de berges de la commune.

Les participations communales augmentent légèrement chaque année (tab. 36).

**Tableau 36 : Les participations communales du SIAV Envigne entre 2002 et 2005.**

€	2002	2003	2004	2005
Communes	20473	21000	22000	23100

## *La section d'investissement*

---

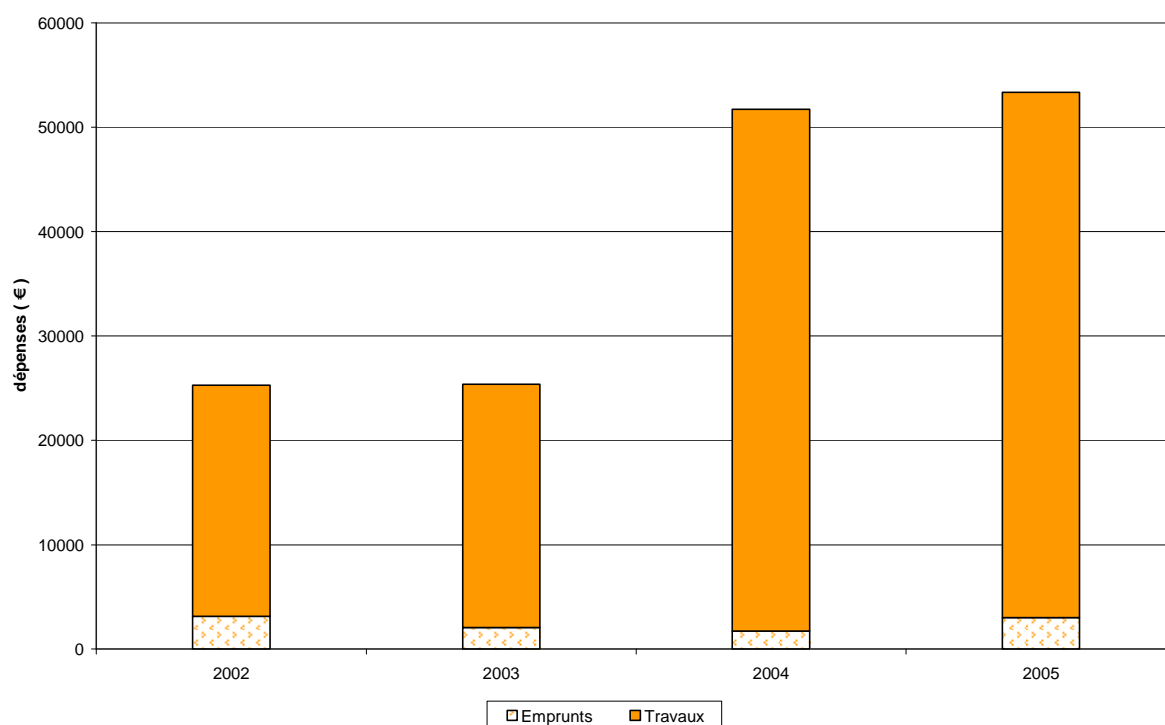
### ✓ **Les dépenses**

Deux volets sont distingués pour les dépenses de la section d'investissement :

- les dépenses relatives aux travaux de restauration et d'entretien de cours d'eau,
- le remboursement des emprunts.

L'évolution des dépenses est la suivante (tab. 37 et fig. 37, p. 55).

Les dépenses relatives aux travaux de restauration et d'entretien de l'Envigne étaient d'environ 23 000 € en 2002 et 2005, une nette augmentation est observée en 2004 et 2005, les dépenses s'élevaient à 50 000 €.



**Figure 37 : Les dépenses d'investissement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005.**

**Tableau 37 : Les dépenses d'investissement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005.**

€	2002	2003	2004	2005
Emprunts	3134	2063	1737	3021
Travaux	22149	23316	49978	50313
total	25283	25379	51716	53334

### ✓ Les recettes

Les recettes de la section d'investissement du S.I.A.V. Envigne proviennent de cinq sources (tab. 38 et fig. 38) :

- les subventions de l'Europe, de l'Agence de l'Eau, de la Région et du Département,
- la participation des communes adhérentes aux travaux,

Globalement, les recettes d'investissement augmentent depuis 2002, passant de 6 000 € à environ 45 000 € en 2005. Ceci est principalement dû à l'augmentation de la masse de travaux effectués surtout entre 2003 et 2004.

En 2002, les recettes d'investissement provenaient uniquement de la participation des communes adhérentes.

La Région a versée des subventions en 2003 et 2004 de l'ordre de 4 000 €.

Le Département et l'Agence de l'Eau ont versé des subventions de 2003 à 2005 au syndicat.

En 2005, le syndicat a perçu une subvention importante de l'Europe (environ 22 000 €).

## **2.1.6. Le S.I.O.A.V. Ozon**

---

### *2.1.6.1. Type de structure et fonctionnement*

---

Le Syndicat Intercommunal Opérationnel d'Aménagement de la Vallée de l'Ozon (S.I.O.A.V. Ozon) est un syndicat intercommunal, regroupant onze communes, présidé par Thierry DURGE (fig. 39).

L'administration du S.I.O.A.V. Ozon est assurée par un comité syndical composé de 22 délégués titulaires élus, 2 délégués par communes. Le comité syndical élit un bureau composé de 4 membres dont le président du syndicat, deux vice-présidents et un autre membre. Toutes les décisions sont prises par le comité syndical, le bureau n'a pas réellement de rôle. Le comité syndical se réunit au minimum 4 fois par an.

Le S.I.O.A.V. Ozon a un historique important. (CHAT C., SIAOV Ozon, Communication Personnelle)

### *2.1.6.2. Historique et compétences*

---

Le S.I.O.A.V. Ozon s'est créé en deux étapes.

**1962** : création d'un syndicat intercommunal d'étude regroupant 7 communes riveraines de l'Ozon. Ce syndicat a fait réaliser des études sur la restauration du lit et des berges, sur le calibrage et la réfection de quelques ponts et ponceaux entre 1967 et 1969 par le cabinet d'Etude Hydraulique de l'Ouest (EHO).

**1972** : transformation du syndicat d'étude en syndicat de travaux qui devient maître d'ouvrage des travaux. Des changements de noms ont eut lieu au fil des années, aujourd'hui il se nomme Syndicat Intercommunal Opérationnel d'Aménagement de la Vallée de l'Ozon.

Le S.I.O.A.V. Ozon a gardé les compétences définies dans les statuts de 1972, il a ainsi pour objet le curage et aménagement de l'ensemble des lits de l'Ozon.

De 1972 au début des années 80, le S.I.O.A.V. Ozon a réalisé des travaux d'aménagements hydrauliques ne prenant en compte que l'aspect hydraulique du cours d'eau. Ainsi des travaux de curage, recalibrage, drainage et mise en place de vannes à clapets ont été réalisés. Ces opérations ont été effectuées en collaboration avec la DDAF de la Vienne.

Du début des années 80 à la fin des années 90, le S.I.O.A.V. Ozon a continué cette politique de gestion des cours d'eau en réalisant l'entretien des ouvrages et des opérations de curages.

Le changement de politique de gestion des cours d'eau, prenant en compte le milieu naturel, est intervenu à la fin des années 90.

Cette nouvelle politique est actuellement portée par un technicien médiateur de rivière, Cédric CHAT. Il est employé par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique du Bassin de la Pallu en Vienne et son temps de travail est réparti sur trois syndicats. Il effectue 4/10 de son temps de travail sur le S.I.O.A.V. Ozon. Il est employé en tant qu'agent technique titulaire de la fonction publique en attendant d'obtenir son concours de technicien. Le syndicat travail toujours en collaboration avec la DDAF de la Vienne qui réalise chaque année les avant projets techniques.

Le secrétariat du syndicat est assuré par une secrétaire de mairie de la commune de Monthoiron mise à disposition. (CHAT C., SIAOV Ozon, Communication Personnelle)

### 2.1.6.3. Les actions menées

Le S.I.O.A.V. Ozon a la compétence pour réaliser des actions sur le cours de l'Ozon et de ses affluents sur son territoire, ce qui représente un linéaire de 135 km de cours d'eau dont 38 km pour l'Ozon.

Comme évoqué précédemment le S.I.O.A.V. Ozon a effectué des travaux d'aménagement hydraulique sur le l'Ozon et son affluent principal, l'Ozon de Chenevelles.

En 1998, le S.I.O.A.V. Ozon a fait réaliser une étude préalable à la restauration et à l'entretien de l'Ozon par le bureau d'étude Hydroconcept (HydroConcept, 1998B). Suite à cette étude, le S.I.O.A.V. Ozon a signé un CRE avec l'Agence de l'Eau. Les travaux prévus dans le cadre du CRE se sont déroulés de 2000 à 2005 (les élections municipales de 2001 ont engendrés un changement de composition du comité syndical qui a souhaité arrêter les travaux pendant un an pour soulager le budget). Ils ont été réalisés par des entreprises privées spécialisées. La réalisation du bilan du CRE a pris du retard, il est en cours de réalisation, et doit être finalisé en 2006/2007. Ainsi le bilan des travaux du CRE évoqué ci-après s'appuie sur l'étude préalable et les remarques de Cédric CHAT.

Dans le futur, le S.I.O.A.V. Ozon ne souhaite pas réaliser un nouveau CRE sur les affluents qui n'ont pas fait l'objet de travaux, mais il préfère rester concentré sur l'Ozon et l'Ozon de Chenevelles. Actuellement, le S.I.O.A.V. Ozon réalise des travaux d'entretien tout les deux ans, il pourra diminuer la fréquence d'entretien, en passant à trois ans, pour effectuer d'autres travaux. En effet dans le futur, le syndicat souhaite poursuivre les opérations de retrait d'ouvrage et de plantations et engager des travaux de remise en eau d'annexe hydraulique qui pourrait devenir des frayères potentielles pour la reproduction du brochet. Des actions pour lutter contre le piétinement animal (aménagement d'abreuvoirs, pose de clôture...) sont également envisagées.

#### Le CRE 2000-2005 sur l'Ozon et l'Ozon de Chenevelles

##### ✓ Présentation succincte et localisation

Les travaux ont été effectués sur l'Ozon et l'Ozon de Chenevelles (tab. 39 et fig. 40) :

**Tableau 39 : Les cours d'eau qui ont fait l'objet de travaux lors du CRE 2000-2005 du SIAOV Ozon.**

cours d'eau	affluent de	rive	linéaire de travaux (km)
l'Ozon	la Vienne	droite	36
l'Ozon de Chenevelles	l'Ozon	droite	8

L'Ozon s'écoule sur un socle calcaire. La vallée de l'Ozon est une vallée agricole, avec une proportion de prairies en fond de vallée encore importante. L'Ozon a été fortement aménagée dans le passé principalement par des opérations de recalibrage, de curage et de mise en place de vannes à clapets. Le débit de l'Ozon est ainsi régulé par un nombre important d'ouvrages (étangs, vannes, moulins...). L'Ozon est classée comme cours d'eau de deuxième catégorie piscicole.

L'Ozon de Chenevelles est perturbée par la présence d'étangs sur son cours. L'Ozon de Chenevelles présente des sites potentiels et fonctionnels pour la reproduction de la truite. Malgré son classement, comme cours d'eau de deuxième catégorie, il est recensé comme patrimoniale pour la truite. (CHAT C., SIAOV Ozon, Communication Personnelle)

##### ✓ Bilan des travaux

Des travaux de restauration et d'entretien classiques ont été engagés sur l'Ozon et l'Ozon de Chenevelles (abattage sélectif, élagage, recépage, retrait embâcles...). Ces travaux représentent 44 km de rivière.

D'autres opérations ont également été réalisées ponctuellement :

- plantations sur les deux cours d'eau,
- protection de berges par enrochements et génie végétal,
- diversification d'habitat aquatique par la mise en place de blocs et/ou de micro-seuils sur les deux cours d'eau,
- restauration de frayère à truite sur l'Ozon de Chenevelles,
- retrait de quatre ouvrages sur les cinq initialement prévus, après le retrait, des mico-seuils sont mis en place,
- amélioration de la gestion hydraulique des ouvrages, en effet le syndicat de rivière conseil les propriétaires pour la manipulation des vannes et pour certains ouvrages il réalise lui-même ces opérations,
- aménagements de trois gués sur l'Ozon et l'Ozon de Chenevelles,
- lutte contre la prolifération de la Jussie par arrachage manuel sur l'Ozon,

Les actions de lutte contre la prolifération du Ragondin (piégeage et empoisonnement), le retrait d'atterrissements et le curage d'une partie en amont de l'Ozon pour améliorer l'écoulement des eaux ont été réalisés en dehors du CRE. (CHAT C., SIAOV Ozon, Communication Personnelle)

### ✓ **Les indicateurs de suivi**

Les indicateurs de suivi ont pour objectif d'évaluer les effets positifs ou non des travaux sur le milieu. Ils doivent être effectués avant et après travaux.

Seul le suivi physico-chimique a été réalisé avant et après travaux. Les IBGN ont été effectués avant travaux, mais pour l'instant les sécheresses successives n'ont pas permise de réaliser le suivi après travaux. Aucune pêche électrique n'a été effectuée spécifiquement pour réaliser le suivi avant et après travaux mais un point RHP est annuellement suivi par le CSP. (CHAT C., SIAOV Ozon, Communication Personnelle)

#### 2.1.6.4. Analyse financière

---

L'analyse de l'évolution du budget du S.I.O.A.V. Ozon entre 2002 et 2005 est basée sur l'étude des comptes administratifs édités annuellement (SIAOV Ozon 2002-2005). Le syndicat a pour particularité de réaliser des emprunts pour effectuer certains travaux.

Plusieurs aspects financiers ne sont pas pris en compte dans l'analyse budgétaire ce qui explique le déséquilibre éventuel entre les dépenses et les recettes :

- le report des excédents d'une année sur l'autre,
- les amortissements,
- la récupération de la TVA.

Voici l'évolution globale des dépenses d'investissement et de fonctionnement du S.I.O.A.V. Ozon depuis 2002 (tab. 40 et fig. 41).

#### La section fonctionnement

---

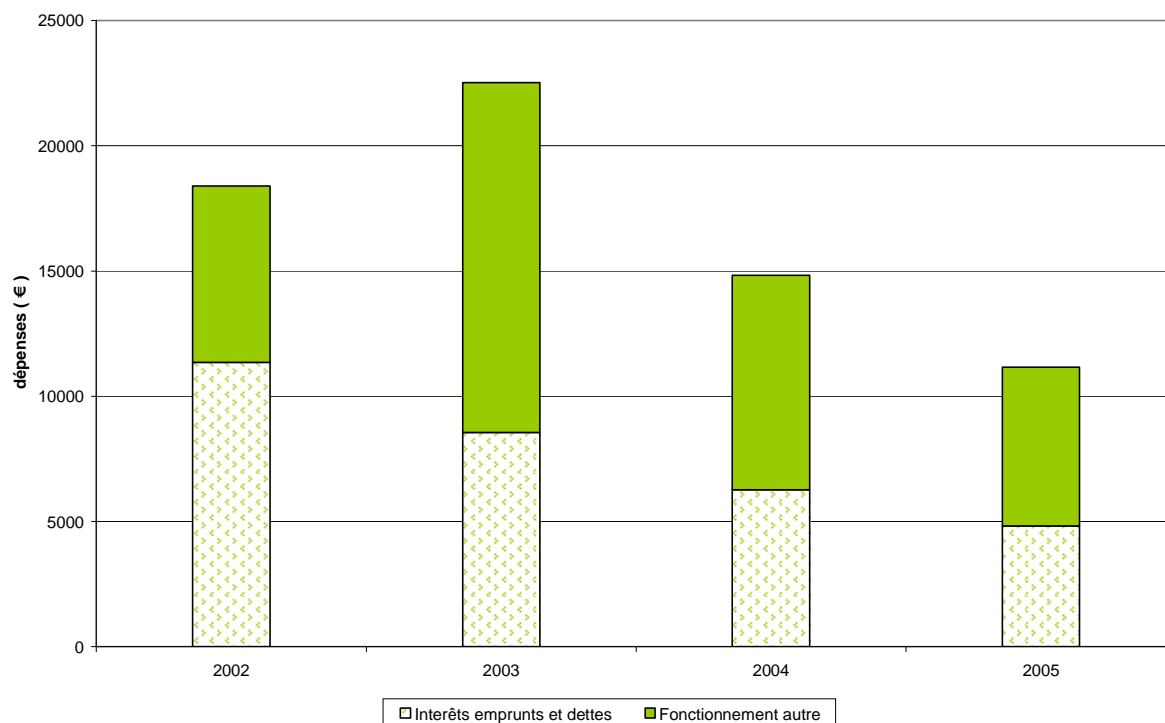
### ✓ **Les dépenses**

Les dépenses de la section fonctionnement du S.I.O.A.V. Ozon comprennent deux éléments distincts :

- les dépenses propres au fonctionnement de la structure comme les salaires, les frais de télécommunications et cotisations aux caisses de retraites par exemple,
- les dépenses relatives aux remboursements des emprunts et des dettes.

Les dépenses relatives aux remboursements des emprunts et des dettes sont en constante diminution depuis 2002, (tab. 41 et fig. 42, p. 59). Ces emprunts sont anciens et correspondent aux actions de recalibrage effectuées dans le passé.

Les autres dépenses évoluent principalement en fonction de l'argent reversée au syndicat de la Pallu pour le financement du poste de Cédric CHAT. En effet, cette participation à été plus importante en 2003 (près de 8 000 € contre 2 000 € en 2002 et 2004), en 2005 aucune somme n'a été versée. La base des dépenses de fonctionnement est globalement de 6 000 €.



**Figure 42 : Les dépenses de fonctionnement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.**

**Tableau 41 : Les dépenses de fonctionnement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.**

€	2002	2003	2004	2005
Interêts emprunts et dettes	11355	8556	6274	4821
Fonctionnement autre	7041	13967	8553	6343
total	18397	22523	14888	34895

### ✓ Les recettes

Les recettes de la section de fonctionnement du S.I.O.A.V. Ozon proviennent uniquement des participations communales.

Le mode de calcul de la répartition des participations de chaque commune adhérente au S.I.O.A.V. Ozon est le suivant :

- ¼ fonction de la surface communale dans le bassin versant,
- ¼ fonction de la population communale dans le bassin versant,
- ¼ fonction du linéaire de berges de la commune,
- ¼ fonction de la surface assainie.

Les participations communales augmentent légèrement chaque année (tab. 42), elles comprennent à la fois le remboursement des emprunts des communes et leurs participations au syndicat.

**Tableau 42 : Les participations communales du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.**

€	2002	2003	2004	2005
Communes	53271	54868	55965	56592

### ✓ Les dépenses

Trois volets sont distingués pour les dépenses de la section d'investissement :

- les dépenses relatives aux études préalables,
- les dépenses relatives aux travaux de restauration et d'entretien de cours d'eau,
- le remboursement des emprunts.

L'évolution des dépenses est la suivante (tab. 43 et fig. 43). L'année 2002 correspond à l'arrêt des travaux décidé par le nouveau comité syndical, depuis le coût des travaux est d'environ de 80 000 € par an. En 2005, le syndicat a commandé l'étude bilan du CRE.

### ✓ Les recettes

Les recettes de la section d'investissement du S.I.O.A.V. Ozon proviennent de trois sources (subventions de l'Agence de l'Eau, de la Région et du Département). Leur évolution est présentée ci-dessous (tab. 44 et fig. 44).

En 2003, aucune recette n'a été encaissée par le syndicat car aucun travaux n'avait été engagés en 2002.

En plus des subventions, le syndicat à recours à des emprunts pour réaliser certains travaux. Un emprunt de 60 000 € a été effectué en 2005 pour effectuer les travaux d'entretien des berges et des lits de l'Ozon et les opérations de retrait de vannes. En 2005, les recettes proviennent presque exclusivement de la subvention de l'Agence de l'Eau.

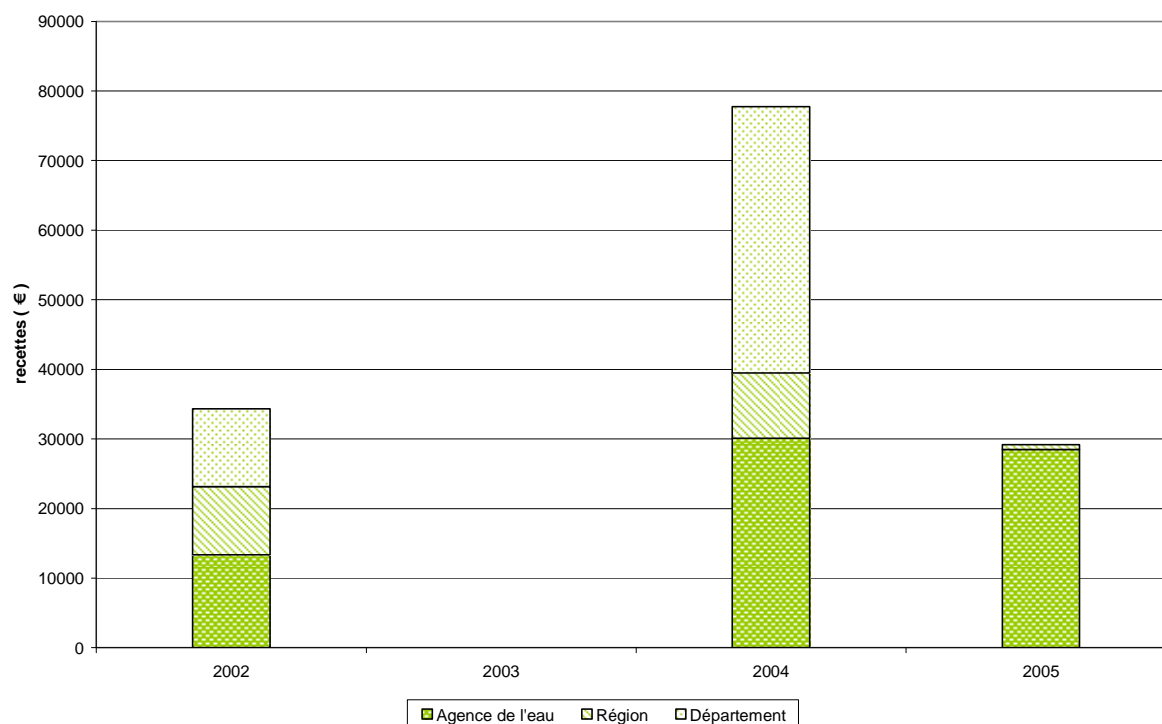


Figure 44 : Les recettes d'investissement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.

Tableau 44 : Les recettes d'investissement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.

€	2002	2003	2004	2005
Agence de l'eau	13360	0	30139	28499
Région	9819	0	9360	679
Département	11162	0	38280	0
total	34341	0	77779	29177

2.2.Analyse comparative de la gestion des cours d’eau menée par les six structures présentes

- La comparaison de la gestion de l’eau menée par les six structures présentes peut se faire selon quatre thématiques :
- le territoire couvert,
  - le fonctionnement des structures,
  - les actions menées,
  - les financements.

2.2.1. Le territoire couvert

La première approche qui peut être réalisée pour la comparaison des 6 structures gestionnaires de cours d’eau sur le bassin de la Vienne dans le département de la Vienne est d’observer la couverture du territoire. Sur le périmètre du SAGE de la Vienne, dans le département de la Vienne, sur les 96 communes concernées 57 communes sont actuellement adhérentes aux structures gestionnaires de cours d’eau (tab. 45 et fig. 45).

Tableau 45 : Liste des communes adhérentes aux gestionnaires de cours d'eau sur le territoire.

S.M.P.M.				S.I.V. Dive et Rin	S.I.M.E.V.	R.I.V.E. de la Vienne	S.I.A.V. Envigne	S.I.O.A.V. Ozon
Communauté de Communes du Montmorillonnais		Communauté de Communes de Lussac-les-Châteaux	Commune de Civaux					
Adriers	Montmorillon <sup>1</sup>	Bouresse <sup>2</sup>	Civaux	Bouresse <sup>2</sup>	Chauvigny	Antran	Cernay	Archigny
Antigny <sup>1</sup>	Moulismes	Goux		Lhonnaizé <sup>2</sup>	Valdivienne <sup>2</sup>	Availles en Châtelleraut <sup>2</sup>	Châtelleraut <sup>2</sup>	Availles en Châtelleraut <sup>2</sup>
Asnières-sur-Blour	Moussac	Lhonnaizé <sup>2</sup>		Saint-Laurent-de-Jourdes <sup>2</sup>		Bonnes	Colombiers	Bonneuil-Matours <sup>2</sup>
Availles-Limouzine	Mouterre-sur-Blourde	Lussac-les-Châteaux		Valdivienne <sup>2</sup>		Bonneuil-Matours <sup>2</sup>	Doussay	Châtelleraut <sup>2</sup>
Béthines <sup>1</sup>	Nalliers <sup>1</sup>	Mazerolles		Verrières <sup>2</sup>		Cenon sur Vienne	Lencloître	Chenevelles
Bourg-Archambault <sup>1</sup>	Nérignac	Persac				Châtelleraut <sup>2</sup>	Marigny-Brizay	La Puye
Brigueil-le-Chantre <sup>1</sup>	Pindray <sup>1</sup>	Saint-Laurent-de-Jourdes <sup>2</sup>				Dangé Saint Romain	Naintre	Lauthiers
Coulonges <sup>1</sup>	Plaisance	Sillars				Les Ormes	Ouzilly	Monthoiron
Haims <sup>1</sup>	Pressac <sup>1</sup>	Verrières <sup>2</sup>				Vouneuil sur Vienne	Saint-Genest-d'Ambière	Paizay-le-Sec
Jouhet <sup>1</sup>	Queaux						Scorbe-Clairvaux	Sainte-Radegonde
Journet <sup>1</sup>	Saint-Germain <sup>1</sup>						Thurageau	Sénillé
La Trimouille <sup>1</sup>	Saint-Leomer <sup>1</sup>						Thure	
Lathus-Saint-Rémy	Saint-Martin-L'Ars <sup>1</sup>						Vendeuvre	
Le Vigeant	Saint-Savin <sup>1</sup>							
Liglet <sup>1</sup>	Saulgé							
L'Ilse-Jourdain	Thollet <sup>1</sup>							
Luchapt	Usson-du-Poitou <sup>1</sup>							
Mauprevoir <sup>1</sup>	Villemort <sup>1</sup>							
Millac								

<sup>1</sup>: Communes adhérentes au S.M.P.M localisées hors des limites du SAGE de la Vienne  
<sup>2</sup>: Communes adhérentes à plusieurs structures gestionnaires des cours d'eau

L'essentiel des communes riveraines de la Vienne sont adhérentes à une structure gestionnaire. Cependant, sur le territoire du R.I.V.E. de la Vienne, 5 communes ne sont pas adhérentes créant ainsi une discontinuité dans la gestion.

- Il s'agit des communes suivantes :
- La Chapelle Moulière,
  - Bellefonds,
  - Vaux-sur-Vienne,
  - Ingrandes-sur-Vienne,
  - Port de Piles.

En comparant les territoires des six structures gestionnaires, il en ressort que 8 communes sont adhérentes à plusieurs structures :

- Bouresse (S.M.P.M. et S.I.V. Dive et Rin),
- Lhonnaizé (S.M.P.M. et S.I.V. Dive et Rin),
- Saint-Laurent-de-Jourdes (S.M.P.M. et S.I.V. Dive et Rin),
- Verrières (S.M.P.M. et S.I.V. Dive et Rin),
- Valdivienne (S.I.M.E.V. et S.I.V. Dive et Rin),
- Aailles en Châtellerauld (R.I.V.E. de la Vienne et S.I.A.O.V. Ozon),
- Bonneuil-Matours (R.I.V.E. de la Vienne et S.I.A.O.V. Ozon),
- Châtellerauld (R.I.V.E. de la Vienne S.I.A.V. Envigne et S.I.A.O.V. Ozon).

La première conclusion qui ressort de cette analyse est que le territoire est relativement bien couvert en terme de structure compétence pour la gestion des cours d'eau, mais qu'il existe des discontinuités au nord du département et que la multiplicité des structure engendrent une double voir une triple adhésion de certaine commune.

### **2.2.2. Le fonctionnement des structures**

Les 6 structures gestionnaires des cours d'eau du bassin de la Vienne dans le département de la Vienne ont un fonctionnement différent.

Le premier point concerne le type de structure (tab. 46), en effet une opposition peut être faite entre les structures intercommunales qui possèdent uniquement la « compétence rivière » au nord du département et le syndicat mixte qui possèdent de multiples compétences au sud du département.

**Tableau 46 : Les différents types de structures gestionnaires de cours d'eau sur le territoire.**

<b>Les syndicats de rivière (syndicat intercommunal)</b>	<b>Le syndicat multiples compétences (syndicat mixte ouvert)</b>
S.I.V. Dive et Rin	S.M.P.M.
S.I.M.E.V.	
R.I.V.E. de la Vienne	
S.I.O.A.V. Ozon	
S.I.A.V. Envigne	

Cette première différence est importante car le fonctionnement d'un syndicat de rivière est moins complexe que celui d'un syndicat mixte ouvert. La gestion des cours d'eau est la seule activité des syndicats de rivière alors que pour le S.M.P.M. l'activité rivière fait partie d'un ensemble. De plus, le conseil général de la Vienne est adhérent au S.M.P.M. alors que les syndicats de rivière sont composés uniquement de communes (sauf le S.I.V. Dive et Rin qui compte un SIAEP en son rang). Par conséquent, le S.M.P.M. perçoit une aide directe du département pour son fonctionnement, en revanche il possède moins d'indépendance car des conseillers généraux font parti du comité syndical.

Une deuxième différence peut être observée par rapport à l'historique de ces 6 structures. Deux types peuvent être distingués (tab. 47).

**Tableau 47 : Les structures récentes et anciennes de la gestion des cours d'eau sur le territoire.**

<b>Les structures anciennes</b>	<b>Les structures récentes</b>
S.M.P.M.	S.I.M.E.V.
S.I.V. Dive et Rin	
S.I.O.A.V. Ozon	
S.I.A.V. Envigne	R.I.V.E. de la Vienne

Les structures anciennes ont été créées entre les années 50 et les années 70. Leur vocation première, du point de vu gestion des cours d'eau, était l'aménagement hydraulique des cours d'eau à des fins agricoles (principalement des opérations de recalibrage, drainage, mise en place de vannes...). La prise de conscience pour mener une politique de gestion douce des cours d'eau est apparue à la fin des années 90.

Les structures récentes ont été créées au début des années 2000 avec pour volonté de mener une politique de gestion douce des cours d'eau.

Une troisième différence, plus directement liée au fonctionnement même des structures et à leur activité, existe. Il s'agit des salariés de ces structures.

Premièrement du point de vue du secrétariat, une différence existe entre les structures qui emploient directement une secrétaire et celles dont le secrétariat est assuré par une secrétaire de mairie mise à disposition (tab. 48).

**Tableau 48 : Le secrétariat des structures gestionnaires de cours d'eau sur le territoire.**

<b>Secrétariat assuré par une secrétaire de Mairie</b>	<b>Secrétariat en interne</b>
S.I.M.E.V.	S.M.P.M.
S.I.V. Dive et Rin	
S.I.O.A.V. Ozon	R.I.V.E. de la Vienne
S.I.A.V. Envigne	

La deuxième observation concerne les postes de techniciens médiateurs de rivière, la durée de travail et la nature des contrats. Il est intéressant de mettre en corrélation les postes de techniciens de rivières avec le linéaire de cours d'eau sur lequel les structures ont la compétence (tab. 49).

**Tableau 49 : Les postes de techniciens médiateurs de rivière sur le territoire.**

<b>Structures</b>	<b>Poste de technicien</b>	<b>Durée de travail</b>	<b>Type de contrat</b>	<b>Linéaire de cours d'eau</b>
S.M.P.M.	oui	temps plein	ingénieur titulaire de la fonction publique	1300 km (dont 610 pour le bassin de la Vienne et 55 pour le cours de la Vienne)
	oui	temps plein	emploi jeune	
	oui	1/3 temps	CDD 3 ans	
S.I.V. Dive et Rin	non	/	/	41 km
S.I.M.E.V.	en attente	1/2 temps	?	42 km (dont 17 pour le cours de la Vienne)
R.I.V.E. de la Vienne	oui	temps plein	CDD 3 ans	140 km (dont 48 pour le cours de la Vienne)
S.I.O.A.V. Ozon	oui	4/10 temps	agent technique titulaire de la fonction publique	135 km
S.I.A.V. Envigne	oui	3/10 temps	agent technique titulaire de la fonction publique	210 km

Actuellement, deux structures n'ont pas de technicien de rivière. Pour celles qui fonctionnent avec un technicien de rivière il existe des disparités sur le type de contrat, qui sont principalement des emplois précaires, et sur le ratio entre le temps effectif de travail des techniciens et le linéaire de cours d'eau dont les structures ont la compétence.

Une différence existe sur la réalisation des travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau. En effet, la majorité des structures font appel à des entreprises spécialisées pour effectuer les travaux, seul le S.M.P.M. réalise ses travaux en régie avec ses propres équipes d'insertion.

### 2.2.3. Les actions menées

Les 6 structures gestionnaires de cours d'eau ont déjà ou envisage d'effectuer des travaux de restauration et d'entretien dans le cadre de programmes pluriannuels de travaux.

Il faut noter qu'il existe une différence notable entre les travaux de restauration et d'entretien effectués sur le cours de la Vienne et sur les affluents. En effet, le cours de la Vienne doit être travaillé berge par berge, les moyens engagés (engins...) sont plus importants.

Dans un premier temps sont présentés les actions passées et en cours, puis dans un deuxième temps les perspectives envisagées par chacune des structures.

#### *2.2.3.1. Analyse des actions passées et en cours*

Voici les programmes de travaux engagés par les différentes structures (tab. 50).

**Tableau 50 : Les programmes de travaux engagés dans le passé sur le territoire.**

Structures	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
S.M.P.M.							
S.I.V. Dive et Rin							
S.I.M.E.V.							
R.I.V.E. de la Vienne							
S.I.O.A.V. Ozon							
S.I.A.V. Envigne							

Seules quatre des six structures gestionnaires de cours d'eau ont engagé un programme pluriannuel de travaux. En effet, le S.I.M.E.V. n'a pas engagé de travaux mais une étude a été menée, en 2005, pour la mise en place d'un CRE qui est en attente à l'Agence de l'Eau. Le S.I.V. Dive et Rin a également fait une étude préalable à un CRE, en 2001, celui-ci est en attente à l'Agence de l'Eau mais le syndicat a commencé les travaux en 2003.

Parmi les quatre programmes pluriannuels de travaux, trois d'entre eux sont des CRE signés avec l'Agence de l'Eau. Seul, le R.I.V.E. de la Vienne n'a pas réalisé de CRE. La différence principale entre les CRE et les programmes pluriannuels de travaux classiques résident en deux points :

- le CRE oblige l'utilisation d'indicateurs de suivi,
- le CRE oblige la réalisation d'un bilan financier et technique à la fin du contrat.

Voici la nature des travaux engagés lors de ces programmes pluriannuels (tab. 51 et fig. 46).

Tableau 51 : Nature des travaux engagés lors des anciens programmes de travaux sur le territoire.

			travaux sur la ripisylve					restauration du lit				amélioration du franchissement piscicole	
Maître d'ouvrage	programme pluriannuel	cours d'eau	abattage sélectif des arbres morts, penchés et instables	élagage / recépage	débroussaillage sélectif	retrait sélectif d'embâcles et arbres en travers	plantations	mise en place de blocs et/ou de micro seuils	création/restauration de frayères à truite	création/restauration de frayères à brochet	aménagement de source	arasement ou retrait d'ouvrage	aménagement d'ouvrage pour le franchissement piscicole
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	la Vienne	X <sup>1</sup>	X		X <sup>1</sup>							
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	la Pargue	X	X	X	X		X					
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	le Crochet	X	X	X	X							
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	l'Arrault	X	X	X	X							
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	la Petite Blourde	X	X	X	X	X	X			X	X	
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	le Ruisseau des Ages		X	X	X		X					
R.I.V.E. de la Vienne	PPA 1999 2003	la Vienne	X	X	X	X	X						
S.I.O.A.V. Ozon	CRE 2000 2005	l'Ozon	X	X	X	X	X	X				X	
S.I.O.A.V. Ozon	CRE 2000 2006	l'Ozon de Chenevelles	X	X	X	X	X	X	X				
S.I.A.V. Envigne	CRE 2000 2007	l'Envigne	X	X	X	X	X	X					
S.I.A.V. Envigne	CRE 2000 2008	la Bourde	X	X	X	X	X						

			amélioration de la libre circulation des eaux				lutte contre le piétinement bovin			lutte contre les espèces envahissantes			divers						
Maître d'ouvrage	programme pluriannuel	cours d'eau	aménagement d'ouvrage pour la libre circulation des eaux	amélioration de la gestion hydraulique des ouvrages	entretien des buses	retrait de clôture en travers	pose de clôture	aménagement d'abreuvoirs	aménagement de gués	lutte contre la Jussie	lutte contre le Ragondin	lutte contre la Renouée du Japon	protection de berges	désenvasement, curage	retrait d'atterrissements	retrait de déchets	nettoyage du lit artificialisé	restauration d'ouvrage	aménagement de clôture pour les pêcheurs
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	la Vienne																	
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	la Pargue											X						
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	le Crochet																	
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	l'Arrault														X			
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	la Petite Blourde					X												X
S.M.P.M.	CRE 2000 2004	le Ruisseau des Ages																	
R.I.V.E. de la Vienne	PPA 1999 2003	la Vienne								X <sup>2</sup>			X						
S.I.O.A.V. Ozon	CRE 2000 2005	l'Ozon		X					X	X	X <sup>2</sup>		X	X <sup>2</sup>	X <sup>2</sup>			X	
S.I.O.A.V. Ozon	CRE 2000 2006	l'Ozon de Chenevelles							X		X <sup>2</sup>		X						
S.I.A.V. Envigne	CRE 2000 2007	l'Envigne		X						X	X <sup>2</sup>		X		X <sup>2</sup>	X			
S.I.A.V. Envigne	CRE 2000 2008	la Bourde									X <sup>2</sup>								

1 : abattage et retrait systématique  
2 : actions réalisées hors programme pluriannuel

Les travaux de restauration et d'entretien consistent principalement à l'entretien de la ripisylve. Concernant ces travaux, les quatre structures gestionnaires de cours d'eau ont la même politique. En effet, elles sont adeptes d'une gestion douce de la ripisylve, seuls les travaux effectués par le SIMER sur le cours de la Vienne en 2000-2001 ont été systématiques et non respectueux du milieu.

Il existe quelques différences concernant les travaux annexes à l'entretien de la ripisylve. Ces différences sont liées soit à des contextes différents soit à des volontés différentes entre les structures.

Par exemple, le contexte perturbé de l'Ozon et de l'Envigne (cours d'eau recalibrés, présence de vannes) implique des actions telles l'arasement ou le retrait d'ouvrage, l'amélioration de la gestion hydraulique des ouvrages ou le retrait d'atterrissement. Sur la Petite Blourde, des aménagements de source sont effectués car elles sont piétinées par le bétail.

Globalement, les actions de diversification d'habitats, de plantations, d'amélioration de la circulation piscicole ou de lutte contre le piétinement bovin s'avèrent insuffisantes fautes de moyens ou face au refus des propriétaires riverains.

L'aperçu des actions menées par les différentes structures permet de souligner quelques différences de gestion même si globalement elles se rapprochent l'une de l'autre. Cela peut également permettre d'échanger sur la nature des actions et d'utiliser les retours d'expérience positifs pour les généraliser.

Une différence est également observée par rapport aux indicateurs de suivi et aux actions de communications.

Les indicateurs de suivi utilisés sont les suivants :

- les analyses physico-chimiques,
- les IBGN,
- les suivis piscicoles.

Les problèmes rencontrés, pour les indicateurs de suivi, concernent la période des mesures avant et après travaux et le choix des sites. Les résultats des indicateurs de suivi ne démontrent pas véritablement les impacts positifs des travaux sur le milieu.

Seul le S.M.P.M. a mis en place des opérations de communication pour sensibiliser les citoyens à la restauration des cours d'eau.

### 2.2.3.2. Les perspectives à court terme

Actuellement les travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau doivent être inscrits dans le cadre d'un CRE pour pouvoir être subventionnés par l'Agence de l'Eau et deux CRE successifs ne peuvent pas être signés sur le même territoire.

Cette restriction a directement des conséquences sur les perspectives d'actions des 6 structures gestionnaires de cours d'eau. En effet, le S.I.O.A.V. Ozon et le S.I.A.V. Envigne ont déjà signé un CRE sur les cours de l'Envigne et de l'Ozon, ils ne peuvent donc pas en signer un nouveau.

Le S.I.O.A.V. Ozon ne souhaite pas engager de CRE sur les affluents mais souhaite poursuivre son activité sur l'Ozon et l'Ozon de Chenevelles. Il a décidé de faire un emprunt de 60 000 € en 2005 pour compenser l'absence de subvention de l'Agence de l'Eau. Le syndicat poursuit l'entretien de la ripisylve et les actions de retrait d'ouvrage. D'autres opérations comme les plantations ou la lutte contre le piétinement bovin sont envisagées.

Le S.I.A.V. Envigne souhaite poursuivre son activité sur la Bourde et l'Envigne. Il envisage de réaliser un emprunt en septembre 2006 pour compenser l'absence de subvention de l'Agence de l'Eau. Le syndicat poursuit l'entretien de la ripisylve, les plantations et souhaite mettre en place des opérations de retrait d'ouvrage. Une réflexion est également en cours pour engager un CRE sur deux affluents de l'Envigne, la Fontpoise et le Sautard, ils représentent seulement 17 km de cours d'eau.

Toutes les autres structures envisagent de signer un CRE avec l'Agence de l'Eau. Ils ont tous été déposés au cours de ces deux dernières années (2005-2006). Ils sont en attente du début du 9<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau en janvier 2007 (l'enveloppe budgétaire « milieux aquatiques » du 8<sup>ème</sup> programme étant épuisée). Pour l'instant, les structures ne savent pas si les taux de subventions accordés pour ces futurs CRE correspondront aux taux du 8<sup>ème</sup> ou du 9<sup>ème</sup> programme, les taux du 8<sup>ème</sup> étant plus avantageux.

La signature des contrats sera sûrement effective en 2007, mais certaines structures ont déjà commencé les travaux sans attendre cette signature. Le S.I.V. Dive et Rin a commencé son programme en 2003 et le R.I.V.E. de la Vienne en 2006.

Voici les actions prévues dans le cadre des futurs CRE (tab. 52 et fig. 47).

Tableau 52 : Nature des travaux prévus dans les futurs CRE sur le territoire.

			travaux sur la ripisylve					restauration du lit				amélioration du franchissement	
Maître d'ouvrage	programme pluriannuel	cours d'eau	abattage sélectif des arbres morts, penchés et instables	élagage / recépage	débroussaillage sélectif	retrait sélectif d'embâcles et arbres en travers	plantations	mise en place de blocs et/ou de micro seuils	création/restauration de frayères à truite	création/restauration de frayères à brochet	aménagement de source	arasement ou retrait d'ouvrage	aménagement d'ouvrage pour le franchissement piscicole
S.M.P.M.	futur CRE	le Goberté	X	X	X	X		X				X	X
S.M.P.M.	futur CRE	l'Oranville	X	X	X	X						X	
S.M.P.M.	futur CRE	le ruisseau des Tors	X	X	X	X						X	X
S.M.P.M.	futur CRE	le Fond de la Vergne	X	X	X	X							X
S.M.P.M.	futur CRE	les Mâts d'Adriers	X	X	X	X		X					
S.M.P.M.	futur CRE	le Conédoux	X	X	X	X							
S.M.P.M.	futur CRE	la Franche d'Oire	X	X	X	X						X	X
S.M.P.M.	futur CRE	le Peu de Bart	X	X	X	X	X						
S.M.P.M.	futur CRE	la Villatte	X	X	X	X							
S.M.P.M.	futur CRE	la Roche	X	X	X	X	X						X
S.M.P.M.	futur CRE	la Chabane	X	X	X	X							X
S.M.P.M.	futur CRE	la Chenevrière	X	X	X	X							X
S.M.P.M.	futur CRE	les Puits Tourlet et affluents	X	X	X	X						X	
S.I.V. Dive et Rin	futur CRE	la Dive	X	X	X	X	X	X					
S.I.V. Dive et Rin	futur CRE	le Rin	X	X	X	X	X						X
S.I.M.E.V.	futur CRE	la Vienne	X	X	X	X	X			X			
S.I.M.E.V.	futur CRE	le Talbat	X	X	X		X						
S.I.M.E.V.	futur CRE	le Servon	X	X	X	X	X						
S.I.M.E.V.	futur CRE	l'Aubineau	X	X	X	X	X		X				
R.I.V.E. de la Vienne	futur CRE	la Vienne	X	X	X	X	X						X

Maître d'ouvrage	programme pluriannuel	cours d'eau	amélioration de la libre circulation des eaux				lutte contre le piétinement bovin			lutte contre les espèces envahissantes			divers						
			aménagement d'ouvrage pour la libre circulation des eaux	amélioration de la gestion hydraulique des ouvrages	entretien des buses	retrait de clôture en travers	pose de clôture	aménagement d'abreuvoirs	aménagement de gués	lutte contre la Jussie	lutte contre le Ragondin	lutte contre la Renouée du Japon	protection de berges	désenvasement, curage	retrait d'atterrissements	retrait de déchets	nettoyage du lit artificialisé	restauration d'ouvrage	aménagement de clôture pour les pêcheurs
S.M.P.M.	futur CRE	le Goberté										X							
S.M.P.M.	futur CRE	l'Oranville																	
S.M.P.M.	futur CRE	le ruisseau des Tors					X	X											
S.M.P.M.	futur CRE	le Fond de la Vergne							X										
S.M.P.M.	futur CRE	les Mâts d'Adriers					X		X										
S.M.P.M.	futur CRE	le Conédoux					X	X											
S.M.P.M.	futur CRE	la Franche d'Oire					X	X	X										
S.M.P.M.	futur CRE	le Peu de Bart					X	X											
S.M.P.M.	futur CRE	la Villatte						X											
S.M.P.M.	futur CRE	la Roche					X		X										
S.M.P.M.	futur CRE	la Chabane					X	X	X										
S.M.P.M.	futur CRE	la Chenevrière					X												
S.M.P.M.	futur CRE	les Puits Tourlet et affluents					X	X	X										
S.I.V. Dive et Rin	futur CRE	la Dive	X	X		X		X	X		X				X	X		X	
S.I.V. Dive et Rin	futur CRE	le Rin		X				X			X								
S.I.M.E.V.	futur CRE	la Vienne								X	X		X						
S.I.M.E.V.	futur CRE	le Talbat		X	X						X						X		
S.I.M.E.V.	futur CRE	le Servon		X	X		X	X			X					X			
S.I.M.E.V.	futur CRE	l'Aubineau		X			X	X			X								
R.I.V.E. de la Vienne	futur CRE	la Vienne								X	X		X						

Comme pour les anciens programmes pluriannuels de travaux les opérations de restauration et d'entretien de la ripisylve sont similaires entre les structures, elles appliquent des méthodes douces de gestion.

Par rapport aux anciens programmes les travaux annexes à la gestion de la ripisylve sont accés principalement sur des opérations visant à améliorer le franchissement piscicole et à lutter contre le piétinement bovin. Les actions visant à améliorer la gestion hydraulique des ouvrages sont également nombreuses. Moins d'opérations de diversification d'habitats sont envisagées.

Il existe toujours des disparités entre les structures sur ces travaux annexes. Il faut qu'elles échangent leurs expériences pour mener une gestion plus efficace.

Des différences existent par rapport aux indicateurs de suivi programmés et aux actions de communications envisagées (tab. 53).

**Tableau 53 : Les indicateurs de suivi prévus pour les futurs CRE sur le territoire.**

Structures	Physico-chimie	IBGN	Suivi piscicole	REH	Analyse de la végétation
S.M.P.M.	X	X	X	X	
S.I.V. Dive et Rin	X	X	X		
S.I.M.E.V.	X	X	X		
R.I.V.E. de la Vienne	X	X			X

Deux structures pensent innover en terme d'indicateurs de suivi. Le S.M.P.M. pense utiliser la méthode REH qui évalue la qualité morphologique des cours d'eau car lors de son dernier CRE, les trois indicateurs de suivi classiques n'avaient pas donné satisfaction. Le R.I.V.E. de la Vienne, pense utiliser l'étude de la végétation pour évaluer l'impact des travaux, en effet les actions menées sur la ripisylve n'ont pas ou peu d'impact sur la physico-chimie ou les peuplements aquatiques (surtout pour un cours d'eau comme la Vienne).

Pour ce qui est de la communication, seul le S.I.V. Dive et Rin ne propose pas d'action. Les autres structures ont plusieurs idées :

- le S.M.P.M. pense distribuer un questionnaire aux habitants,
- le R.I.V.E. de la Vienne pense créer un site internet,
- le S.I.M.E.V. pense réaliser des expositions et des plaquettes.

### 2.2.3.3. Les perspectives à moyen terme

Si la politique actuelle de l'Agence de l'Eau se poursuit dans les années futures, en ce qui concerne l'impossibilité de signer deux CRE successif sur le même territoire, certaines structures vont être pénalisées à moyen terme. C'est déjà le cas du S.I.O.A.V. Ozon et du S.I.A.V. Envigne, qui doivent s'adapter pour poursuivre leurs actions sur les cours d'eau principaux.

À moyen terme, c'est à dire à la fin des futurs CRE dans 5 ans, le S.I.M.E.V., le S.I.V. Dive et Rin et le R.I.V.E. de la Vienne ne pourront plus signer de CRE avec l'Agence sur les principaux cours d'eau de leurs territoires. Un problème dans la pérennité de ces structures se posera alors.

Le S.M.P.M. lui possède un linéaire de cours d'eau très important et aujourd'hui, il est dans l'incapacité de réaliser des travaux de restauration et d'entretien sur l'ensemble de son linéaire. Globalement, peu de linéaire de cours d'eau est géré par rapport au territoire, le cours de la Vienne ne fait plus l'objet d'une gestion.

Dans quelques années la situation risque d'être la suivante, les 5 syndicats intercommunaux n'auront plus la possibilité de signer un CRE avec l'Agence de l'Eau alors que le S.M.P.M. n'a pas la capacité de gérer l'ensemble de son linéaire.

## 2.2.4. Analyse financière

### 2.2.4.1. L'évolution globale des dépenses de chaque structure

Les données disponibles proviennent de deux sources :

- les comptes administratifs pour les cinq syndicats intercommunaux,
- un entretien avec Franck Magon pour le S.M.P.M. (discussion sur les budgets prévisionnels).

Les données du S.M.P.M. ne sont pas intégrées dans la comparaison. L'évolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement est la suivante (tab. 54 et fig. 48).

Les dépenses entre les cinq structures sont très inégales, elles sont globalement plus importantes pour le R.I.V.E. de la Vienne (entre 150 000 et 250 000 €) par rapport au S.I.O.A.V. Ozon (entre 50 000 € et 150 000 €) et au S.I.A.V. Envigne (autour de 50 000 €) puis par rapport au S.I.M.E.V. et au S.I.V. Dive et Rin (inférieur à 20 000 €).

Le S.M.P.M. a globalement des dépenses beaucoup plus importante que les autres structures, elles sont en moyenne de 800 000 € (pour l'activité entretien des sentiers et des cours d'eau).

La part de la section d'investissement est la suivante (fig. 49).

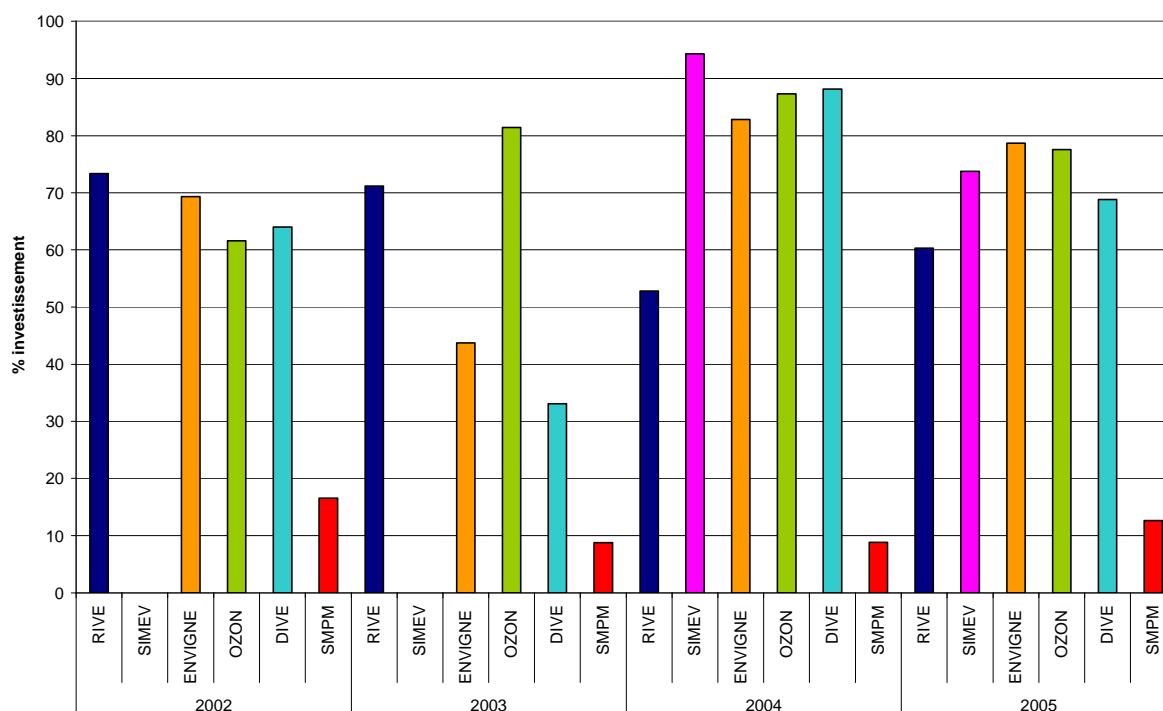


Figure 49 : Part des dépenses d'investissement pour les 6 structures entre 2002 et 2005.

Un contraste est observé entre les cinq syndicats intercommunaux, qui ont globalement une part d'investissement oscillant autour de 70 % des dépenses totales, et le S.M.P.M. pour lequel cette part est d'environ 10 %. En effet, le SMPM effectue ses travaux en régie (masse salariale importante dans la section de fonctionnement) alors que les autres structures font réaliser leurs travaux par des entreprises privées spécialisées (section investissement).

Pour les cinq syndicats intercommunaux, la part de la section d'investissement évolue en fonction de la quantité de travaux engagés, plus les travaux sont importants plus la part de la section d'investissement augmente.

#### 2.2.4.2. Evolution des dépenses par section

##### La section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement du R.I.V.E de la Vienne sont plus importantes que pour les quatre autres syndicats (fig. 50).

En effet, seul le R.I.V.E. de la Vienne paye les charges pour la location des locaux, l'électricité, l'eau..., les autres syndicats bénéficient des locaux des mairies. De plus, c'est le seul syndicat qui paye un poste de technicien de rivière. Pour le S.I.A.V. Envigne et le S.I.O.A.V. Ozon, le poste de technicien de rivière est payé par le syndicat de la Pallu.

La nature des dépenses de fonctionnement varie d'un syndicat à l'autre. Certains travaux comme la lutte contre la Jussie sont intégrés dans la section de fonctionnement. Pour le S.I.O.A.V. Ozon, les intérêts des différents emprunts prennent une part importante dans les dépenses de fonctionnement.

##### La section d'investissement

D'importantes différences sont observées entre les syndicats et d'une année à l'autre en fonction principalement des travaux engagés (fig. 51).

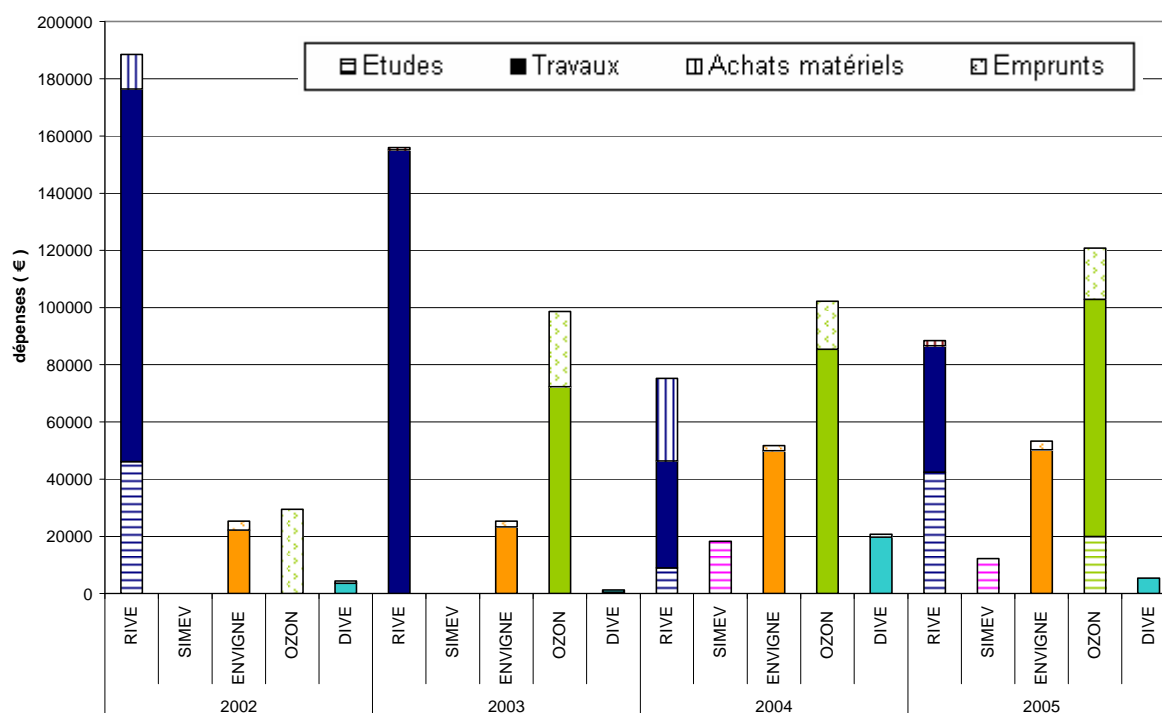


Figure 51 : Les dépenses d'investissement des 5 syndicats de rivière entre 2002 et 2005.

Peu d'achats de matériels sont effectués à part pour le R.I.V.E. de la Vienne en 2002 et 2004. Le coût des travaux du R.I.V.E. de la Vienne est globalement plus important que pour les autres syndicats. Les emprunts prennent une part non négligeable pour le S.I.O.A.V. Ozon.

#### 2.2.4.3. Evolution des recettes par section

##### La section de fonctionnement

Les participations communales sont les principales sources de rentrées d'argent dans la section de fonctionnement (fig. 52).

Il existe une différence importante entre les participations communales de chaque syndicat. Globalement, au sein de chaque syndicat elles évoluent assez peu dans le temps sauf pour le R.I.V.E. de la Vienne. En effet, les participations communales du R.I.V.E. de la Vienne fluctuent avec l'importance des travaux engagés dans l'année.

Une autre différence est observée sur la méthode de calcul des participations communales. Les critères et les ratios sont différents entre les syndicats.

##### La section d'investissement

Les recettes d'investissement sont les suivantes (fig. 53).

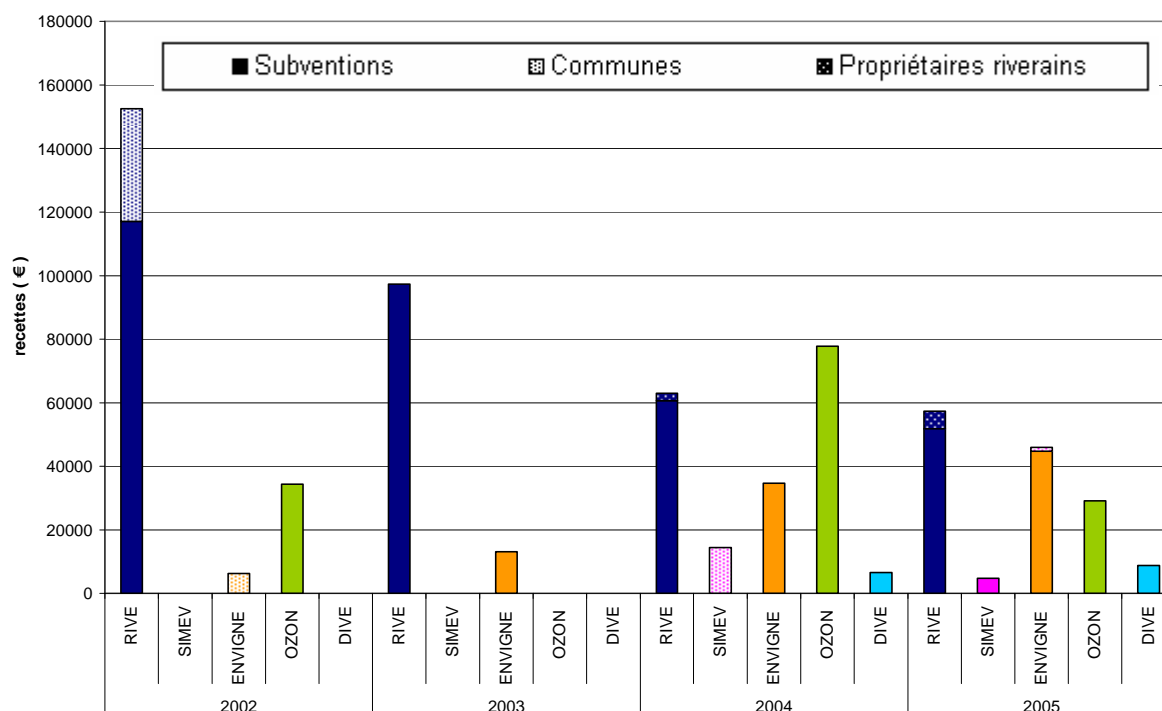


Figure 53 : Les recettes d'investissement des 5 syndicats entre 2002 et 2005.

La majeure partie de ces recettes est due aux subventions des différents financeurs. Seul, le R.I.V.E. de la Vienne, le S.I.A.V. Envigne et le S.I.M.E.V. demande une participation aux communes. Le R.I.V.E. de la Vienne fait également participer les propriétaires riverains depuis 2004.

## 2.3.Synthèse du diagnostic des gestionnaires de cours d'eau

L'analyse comparative de la gestion de l'eau menée par les six structures présentes sur le territoire d'étude permet de ressortir des atouts et des faiblesses dans la gestion des cours d'eau sur le bassin de la Vienne dans le département (tab. 55).

**Tableau 55 : Les atouts et les faiblesses de la gestion des cours d'eau sur le territoire.**

<b>Thématiques</b>	<b>Atouts</b>
le territoire	<b>bonne couverture du territoire</b> (57 communes sur les 96 communes du SAGE Vienne dans le département, dont la majorité des communes riveraines des cours d'eau)
le fonctionnement des structures	Les <b>travaux</b> de restauration ou d'entretien sont effectués soit par des <b>entreprises privées spécialisées</b> soit en régie avec des <b>équipes d'insertion formées</b>
les actions menées	<b>gestion réalisée ou envisagée</b> sur le territoire des six syndicats
	<b>enjeux et objectifs</b> de programmes de travaux <b>similaires</b> entre les structures
	<b>utilisation de méthodes douces</b> pour la restauration et l'entretien de la ripisylve par tout les syndicats
les financements	
	<b>Faiblesses</b>
le territoire	présence de <b>discontinuités</b> dans le territoire au nord du département
	le chevauchement de certains syndicats entraîne une <b>double ou une triple adhésion</b> de certaines communes, notamment pour le S.I.V. Dive et Rin
le fonctionnement des structures	<b>différence importante</b> au niveau fonctionnement entre le <b>S.M.P.M.</b> qui est un syndicat mixte ouvert qui possède de <b>multiples compétences</b> et les <b>cinq autres syndicats</b> qui sont des syndicats intercommunaux avec comme <b>unique compétence l'aménagement des cours d'eau</b>
	<b>absence de technicien médiateur de rivière</b> sur deux syndicats (S.I.V. Dive et Rin et S.I.M.E.V.) et par rapport au linéaire de cours d'eau à gérer.
	la plupart des <b>postes de techniciens médiateurs de rivière</b> sont des <b>emplois précaires</b>
les actions menées	<b>l'ensemble du linéaire de cours d'eau n'est pas géré</b>
	les <b>travaux annexes</b> à la restauration et à l'entretien de la ripisylve sont <b>différents</b> selon les structures. Dans tout les cas ils sont <b>insuffisants</b> , des efforts doivent être menés notamment pour les opérations de plantation, de lutte contre le piétinement, d'amélioration de la circulation piscicole, de lutte contre les problèmes de crues et d'étiages et de lutte contre les espèces envahissantes
	les <b>indicateurs de suivi</b> utilisés pour évaluer l'impact des travaux sur le milieu sont <b>différents</b> selon les structures et globalement ils <b>ne démontrent pas les bienfaits des travaux</b> sur le milieu
	<b>manque de communication</b> pour sensibiliser le grand public
les financements	méthode de <b>calcul des participations communales</b> très différente
	certaines syndicats ont recours à des <b>emprunts</b>

Le constat sur les principaux atouts et faiblesses de la gestion des cours d'eau met en évidence la nécessité de travailler ensemble entre les six structures pour mener une gestion plus intégrée du bassin de la Vienne dans le département. La mutualisation des actions et la collaboration des structures permettraient de limiter certaines faiblesses.

### **3. Pour plus de cohérence dans la gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne**

#### **3.1. Propositions pour une meilleure collaboration des gestionnaires de cours d'eau**

L'idée de mettre en place une meilleure collaboration des gestionnaires de cours d'eau n'est pas nouvelle dans le département de la Vienne, depuis 2001 le R.I.V.E. de la Vienne milite pour un regroupement des syndicats. Elle est cependant, un peu plus à l'ordre du jour actuellement. En effet, le 8 juin 2006 une réunion a été organisée par Mr JARRY (vice-président du Conseil Général de la Vienne et président de la commission de l'environnement de la qualité de vie et du développement durable) pour évoquer cette question, cette réunion constitue le point de départ vers une meilleure collaboration. Suite à cette réunion qui regroupait uniquement les trois syndicats concernés par la gestion du cours de la Vienne (S.M.P.M., le S.I.M.E.V. et le R.I.V.E. de la Vienne), un courrier appuyant la nécessité de collaborer ensemble a été envoyée à ces trois structures (Annexe 3).

Ce courrier présente la volonté du conseil général d'appuyer le rapprochement des structures en :

- incitant le rapprochement du S.I.M.E.V., du R.I.V.E. de la Vienne et des communes non adhérentes pour avoir une gestion du cours de la Vienne divisée uniquement en deux,
- proposant une aide spécifique pour la création d'une nouvelle structure au nord de la Vienne,
- privilégiant une cohérence entre les actions menées au nord et au sud du département sur la Vienne.

La mise en place de la 3<sup>ème</sup> phase du Plan Loire a permis, pour la première fois, de mettre autour de la table l'ensemble des acteurs de la gestion des cours d'eau sur le bassin de la Vienne dans le département. Le R.I.V.E. de la Vienne a été proposé comme coordinateur pour permettre une cohérence entre les actions proposées, il a réalisé cette coordination.

Avant de proposer des scénarii pour améliorer la gestion des cours d'eau du bassin de la Vienne, il est nécessaire d'évoquer l'intérêt d'une telle initiative.

##### **3.1.1. L'intérêt d'une meilleure collaboration**

Actuellement, la gestion des cours d'eau du bassin de la Vienne dans le département est assurée par six structures. La multiplicité de ces structures entraînent des divergences qui doivent être atténuées voir supprimées pour arriver à une gestion intégrée.

La synthèse sur le diagnostic des six structures a permis de mettre en évidence des faiblesses dans la gestion des cours d'eau dont certaines pourraient être supprimées si la gestion des cours d'eau n'était plus de ressort de six structures mais d'une seule.

Voici, les principaux atouts d'une gestion par une structure commune :

- diminution des coûts de fonctionnement (démarche administrative unique, études communes...),
- le territoire de gestion serait cohérent et continu (avec l'adhésion de nouvelles communes, plus de double adhésion),
- l'unité empêche les différences de type de structure (structure unique),
- les techniciens médiateurs de rivière travailleraient en commun (échanges et mutualisation des compétences),
- la gestion des cours d'eau serait harmonisée (objectifs, méthodes et techniques communes),
- mise en place d'actions communes,
- harmonisation des indicateurs de suivi,
- mise en place d'opérations de communication plus facile et moins coûteuse,
- possibilité de développer la réalisation de travaux en régie grâce à des équipes d'insertion,
- ...

De plus, la gestion par une seule structure permettrait de mieux appréhender les changements financiers actuels de la politique de gestion de l'eau. Les deux principaux changements interviennent au niveau de la politique de l'Agence de l'Eau et celle du Conseil Régional.

L'impossibilité de signer deux CRE successifs sur un même territoire empêcherait certaines des structures actuelles de continuer leurs politiques de gestion des cours d'eau. La création d'une structure commune permettrait de disposer d'un territoire assez important pour engager de nouveaux CRE. Une autre solution serait de mettre en place d'autres outils comme le contrat de rivière.

Le Conseil Régional oblige la mise en place d'un CLAP'EAU pour pouvoir bénéficier de subventions pour l'entretien des cours d'eau. La création d'une structure commune faciliterait la mise en place de ce conseil collégial, un seul CLAP'EAU contre six aujourd'hui serait nécessaire.

### 3.1.2. Les différents scénarii pour engager une meilleure collaboration

La collaboration des six structures gestionnaires des cours d'eau du bassin de la Vienne dans le département ne peut pas se faire du jour au lendemain. Plusieurs scénarii sont envisageables, ils se traduisent tous par une démarche collective et progressive.

Dans ce rapport trois scénarii sont proposés du moins ambitieux au plus ambitieux (tab. 56) :

- le scénario A : Vienne Nord/Sud et affluents,
- le scénario B : Vienne unique et affluents,
- le scénario C : bassin de la Vienne.

**Tableau 56 : Les scénarii envisageables pour une gestion cohérente de l'eau sur le territoire.**

scénario	structures		outils de gestion
	actuellement	scénario	
A	S.M.P.M.	S.M.P.M. (Vienne Sud)	plusieurs CRE avec une cohérence des actions sur la Vienne ou CRE commun sur la Vienne
	S.I.M.E.V.	Vienne Nord	
	R.I.V.E. de la Vienne		
	S.I.V. Dive et Rin	S.I.V. Dive et Rin	
	S.I.O.A.V. Ozon	S.I.O.A.V. Ozon	
	S.I.A.V. Envigne	S.I.A.V. Envigne	
B	S.M.P.M.	Vienne aval	plusieurs CRE avec une cohérence des actions sur la Vienne ou CRE commun sur la Vienne
	S.I.M.E.V.		
	R.I.V.E. de la Vienne		
	S.I.V. Dive et Rin	S.I.V. Dive et Rin	
	S.I.O.A.V. Ozon	S.I.O.A.V. Ozon	
	S.I.A.V. Envigne	S.I.A.V. Envigne	
C	S.M.P.M.	Bassin de la Vienne aval	CRE commun ou Contrat de rivière
	S.I.M.E.V.		
	R.I.V.E. de la Vienne		
	S.I.V. Dive et Rin		
	S.I.O.A.V. Ozon		
	S.I.A.V. Envigne		

Quelque soit le scénario envisagé la démarche doit suivre les grandes étapes suivantes :

- apprendre à travailler ensemble en mettant en place des actions communes. Des actions phares pourraient être envisagées notamment sur la lutte contre les espèces envahissantes (comme la Jussie ou le Ragondin) ou la lutte contre les inondations,
- réaliser un bilan sur les actions engagées en commun,
- si le bilan est positif et si la volonté est réelle, faire les démarches nécessaires pour fusionner les structures et/ou mettre en place des programmes de travaux communs.

Seul le scénario C est précisé dans la suite du rapport car il correspond à l'objectif le plus ambitieux et le plus souhaitable.

### **3.1.3. La création d'une structure ambitieuse**

---

L'objectif pour permettre de mener une gestion intégrée des cours d'eau du bassin de la Vienne est la création d'une structure commune.

Le type de structure le plus adapté pour mener cette politique est un syndicat mixte ouvert. Pour simplifier la rédaction, cette structure sera nommée « Syndicat Vienne Aval » (S.V.A.) dans la suite du rapport.

#### *3.1.3.1. Fonctionnement du « Syndicat Vienne Aval »*

---

Le premier point à définir concerne le territoire d'action du S.V.A., deux approches peuvent être envisagées en fonction des ambitions de la structure :

- action uniquement sur le cours d'eau, adhésion des 62 communes riveraines,
- action à échelle du bassin versant, adhésion des 96 communes concernées par le périmètre du SAGE de la Vienne dans le département.

La liste des communes concernées est précisée en annexe (Annexe 4).

Le fonctionnement d'un syndicat mixte ouvert est régi par le code général des collectivités territoriales (Articles L5721 et L5722).

En général, trois entités sont distinguées au sein du syndicat mixte :

- le comité syndical, organe délibérant pour les affaires courantes,
- le bureau élu par le comité syndical, organe délibérant pour les affaires exceptionnelles,
- le président du syndicat, représentant légal du syndicat.

La composition du S.V.A. influencera la composition des différents organes du syndicat. Un syndicat mixte ouvert pouvant être constitué par accord entre des départements, des établissements publics de coopération intercommunale, des communes par exemple. La composition la plus probable du S.V.A. est la suivante :

- le S.M.P.M.,
- le S.I.V. Dive et Rin,
- le S.I.M.E.V.,
- le R.I.V.E. de la Vienne,
- le S.I.O.A.V. Ozon,
- le S.I.A.V. Envigne,
- le Conseil Général de la Vienne,
- les communes du territoire actuellement adhérentes à aucune des six structures.

La répartition des sièges au sein du comité syndical sera fixée dans les statuts.

Un autre point essentiel doit également être pris en compte dans le fonctionnement du S.V.A., il s'agit de l'aspect financier.

Actuellement la méthode de calcul des participations communales au sein des structures existantes est très différente (critères pris en compte, ratio pour chaque critère).

Le S.V.A. devra également se poser la question de savoir comment les communes participent :

- participation commune uniquement dans la section de fonctionnement et participation individualisée pour la réalisation des travaux,
- participation commune dans la section d'investissement et de fonctionnement.

Un des enjeux du calcul des participations communales est de rendre équitable la participation des communes riches qui possèdent un linéaire de berge peu important et la participation des communes pauvres qui possèdent un linéaire de berge important. Des simulations devront être réalisées pour trouver une solution satisfaisante.

Une autre solution serait de faire participer directement les structures adhérentes au S.V.A., ainsi chacun garderait ses conditions actuelles de participation. Cependant, cette solution limite l'équité de la participation de chaque commune au sein du S.V.A. Cette solution pourrait être envisagée au début de la création du S.V.A. avant de trouver une solution satisfaisante pour tout le monde.

Si le S.V.A. reste une structure agissant uniquement sur les berges, il serait intéressant d'envisager une méthode pour faire participer les riverains. En effet, il n'est pas très équitable que la participation de chaque citoyen d'une commune soit la même (l'impôt) alors que les propriétaires riverains sont les principaux bénéficiaires (sur les cours d'eau non domaniaux, les propriétaires riverains ont des devoirs définis aux article L. 251-1 et suivants du code de l'environnement, ils sont responsables de l'entretien de la rive et du lit sur le linéaire qui les concerne).

Une fois, le territoire définit, la composition des organes délibérants fixée et la question du financement en interne du syndicat réglée, il sera primordial de définir les compétences attribuées au S.V.A. Celles-ci seront différentes si le S.V.A. agit à l'échelle du bassin versant ou uniquement sur les communes riveraines, dans tout les cas le S.V.A. aura pour vocation d'être maître ouvrage des travaux engagés.

Voici quelques propositions si le S.V.A. agit uniquement sur les communes riveraines :

- financer, faire exécuter ou exécuter et de gérer les études et les travaux d'aménagement, de restauration et d'entretien des cours d'eau présent sur le territoire du S.V.A. en respectant les préconisations du SAGE du bassin de la Vienne,
- informer et sensibiliser les populations, les structures publiques et les entreprises privées sur la gestion des cours d'eau,
- suivre, animer et coordonner les études et les travaux pour la mise en place d'outil contractuel sur le territoire su S.V.A. (contrat de restauration et d'entretien, contrat de bassin, contrat de rivière...),
- mettre en valeur les cours d'eau du territoire du S.V.A,
- achat de parcelles pour des opérations d'intérêt général.

Ci-dessous les propositions si le S.V.A. agit à l'échelle du bassin versant :

- financer, faire exécuter ou exécuter et de gérer les études et les travaux d'aménagement, de restauration et d'entretien des cours d'eau présent sur le territoire du S.V.A. en respectant les préconisations du SAGE du bassin de la Vienne,
- financer, faire exécuter ou exécuter et de gérer les études et les travaux visant à améliorer la qualité de l'eau et la gestion quantitative de la ressource en eau sur le territoire du S.V.A. en respectant les préconisations du SAGE du bassin de la Vienne,
- informer et sensibiliser les populations, les structures publiques et les entreprises privées sur la gestion intégrée des cours d'eau,
- suivre, animer et coordonner les études et les travaux pour la mise en place d'outil contractuel sur le territoire su S.V.A. (contrat de restauration et d'entretien, contrat de bassin, contrat de rivière...),
- mettre en valeur le territoire du S.V.A. en rapport avec la gestion des paysages, la préservation des milieux et des espèces,
- achat de parcelle pour des opérations d'intérêt général.

### 3.1.3.2. Démarche à suivre pour créer cette structure ambitieuse

La démarche présentée ci-dessous n'a pas de valeur juridique, il s'agit d'un guide.

La présente démarche s'appuie sur une nouvelle opportunité présentée dans l'article 27 bis du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (Annexe 5). En effet, le projet de loi sur l'eau offre la possibilité à un syndicat mixte d'adhérer à un autre syndicat mixte en matière de gestion de l'eau notamment. Ainsi, les difficultés causées par la présence de deux types de structure (syndicat intercommunal, EPCI, et syndicat mixte ouvert) semblent être surmontées.

La démarche serait la suivante :

- Définition du périmètre du syndicat mixte ouvert,
- Création du syndicat mixte ouvert,
- Délibération des structures composant le syndicat mixte ouvert lui transférant la compétence « aménagement de rivière ».

L'article L5721-6-1 du code général des collectivités territoriales dit :

« Le syndicat mixte est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties ».

En conséquence, l'adhésion des cinq syndicats intercommunaux entraînera systématiquement leur dissolution car leur unique compétence sera transférée au syndicat mixte ouvert.

Une attention particulière devra être menée par rapport au S.M.P.M. En effet, il ne possède pas directement la compétence « aménagement de rivière » mais travail en collaboration avec ses collectivités adhérentes, de plus le territoire du SMPM dépasse les limites du SAGE de la Vienne.

Il faudra également faire les démarches nécessaires pour l'adhésion des communes membres d'aucune structure : délibération des conseils municipaux pour adhérer au syndicat mixte ouvert. Actuellement, l'Etat veut transférer le domaine public fluvial (DPF), le R.I.V.E. de la Vienne s'interroge pour acquérir le DPF. L'éventuel propriété du DPF au R.I.V.E. de la Vienne puis au S.V.A. facilitera l'adhésion de ces communes pour avoir la gestion du DPF en intégralité dans le département. Voici la liste des communes concernées en date du 1<sup>er</sup> juillet 2006 :

- La Chapelle Moulière,
- Bellefonds,
- Vaux-sur-Vienne,
- Ingrandes-sur-Vienne,
- Port de Piles,
- La Chapelle-Viviers.

Une étude réalisée par un organisme spécialisé devra être menée pour la création du syndicat mixte afin de définir exactement les modalités d'adhésion des différentes structures et leurs conséquences.

La mise en place d'une telle structure est possible uniquement s'il existe une volonté locale de travailler ensemble en faisant abstraction des barrières politiques, la gestion de l'eau étant d'intérêt général.

#### 3.1.3.3. Complémentarité avec la future structure porteuse du SAGE de la Vienne

Le S.V.A. ainsi créé aura la maîtrise d'ouvrage des travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau du bassin de la Vienne dans le département. Le S.V.A. sera ainsi une structure complémentaire et un partenaire privilégié de la future structure porteuse du SAGE Vienne pour la mise en œuvre des 105 préconisations du SAGE dans le département de la Vienne.

Actuellement, le Conseil Régional du Limousin à lancer la démarche pour la création de la structure porteuse du SAGE. Il est dans une phase de consultation avec les futures structures adhérentes, une réunion doit avoir lieu à l'automne 2006 avec l'ensemble des personnes concernées.

La structure porteuse du SAGE Vienne serait un syndicat mixte ouvert recouvrant l'ensemble du territoire du bassin de la Vienne (en incluant le bassin de la Creuse, du Clain et l'aval du bassin de la Vienne, fig. 54). Ce syndicat mixte à pour ambition d'être reconnu officiellement comme un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), les modalités de cette reconnaissance est défini dans une circulaire du 9 janvier 2006 publiée dans le Bulletin Officiel du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. (MEDD, 2006B)

La composition du syndicat mixte serait la suivante :

- Région Limousin,
- Région Poitou-Charentes,
- Département de la Haute Vienne,
- Département de la Vienne,
- Département de la Creuse,
- Département de la Charente,
- Département de la Corrèze,
- Département d'Indre et Loire,
- Communauté d'agglomération de Limoges,
- Communauté d'agglomération du pays Châtelleraudais.

Cette composition n'est pas définitive, elle devrait être officialisée en septembre 2006.

Conformément à la circulaire du 9 janvier 2006 l'EPTB Vienne aura pour objet de faciliter la gestion équilibrée de la ressource en eau notamment à travers son rôle d'animateur par rapport aux autres collectivités et groupements. Ce rôle d'animateur résident principalement à un rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour la mise en œuvre des 105 préconisations du SAGE.

Le futur EPTB Vienne aurait la possibilité d'être maître d'ouvrage d'études et de travaux, mais le nombre de maître d'ouvrage locaux étant suffisant, elle a choisit de ne pas être maître d'ouvrage sauf pour des cas particuliers.

Voici la complémentarité future qu'auraient le S.V.A. et le futur EPTB Vienne pour mettre en œuvre les 105 préconisations du SAGE (tab. 57).

**Tableau 57 : La complémentarité entre le futur EPTB Vienne et le futur syndicat mixte de la Vienne aval.**

<b>Les missions</b>	
<b>Futur EPTB Vienne</b>	<b>Futur S.V.A.</b>
Coordination	Travaux d'aménagement, de restauration et d'entretien sur son territoire
Promotion	
Assistance – Conseil	Gestion des cours d'eau sur son territoire
Suivi	
Etudes à l'échelle du BV de la Vienne	Etudes à l'échelle du S.V.A.
Information – Sensibilisation à l'échelle du BV de la Vienne	Information – Sensibilisation à l'échelle du S.V.A.

Dans l'avenir, le S.V.A. souhaiterait adhérer au futur EPTB Vienne. Pour mettre en œuvre les préconisations du SAGE Vienne, le S.V.A. devra mettre en place des outils adaptés.

## 3.2.Des outils adaptés pour mettre en place une gestion cohérente

Quelque soit l'évolution de la gestion des cours d'eau dans le bassin de la Vienne, il est nécessaire de mettre en place des outils de gestion adaptés.

En attendant, un rapprochement des structures gestionnaires de cours d'eau, des solutions sont envisageables pour poursuivre la politique actuelle en améliorant la cohérence des actions. Deux évolutions sont envisageables :

- mener une politique de gestion des cours d'eau avec plusieurs CRE en mettant en place une coordination des actions,
- mener une politique de gestion des cours d'eau en signant un CRE commun entre les six structures.

Pour réellement aboutir à une gestion intégrée de la ressource en eau, un outil ambitieux et opérationnels est mis en place par l'Agence de l'Eau : le contrat de rivière.

Ces deux approches sont présentées successivement.

### **3.2.1. Poursuivre la politique actuelle : les contrats de restauration et d'entretien**

Aujourd'hui les six structures ont engagé et/ou vont engager la mise en place d'un contrat de restauration et d'entretien (CRE). Ils sont indépendants d'une structure à l'autre, ce qui peut poser un problème de cohérence. Pour mener une gestion cohérente des cours d'eau, il serait intéressant d'envisager une meilleure collaboration entre les structures.

#### *3.2.1.1.Rappel des engagements relatif à la signature d'un CRE*

Les engagements sont les suivants :

- le contrat doit être précédé d'une étude préalable,
- les actions doivent être réalisées dans les délais pour le maître d'ouvrage,
- l'Agence de l'Eau est étroitement associée au déroulement du contrat, elle s'engage à apporter son concours technique et financier,
- des indicateurs de suivi doivent être mis en place pour évaluer l'impact des actions sur le milieu naturel,
- à l'issue du contrat un bilan technique et financier doit être réalisé.

#### *3.2.1.2.La coordination des actions*

Quatre CRE devraient être signés début 2007 (S.M.P.M., S.I.M.E.V., S.I.V. Dive et Rin et R.I.V.E. de la Vienne). Dans un premier temps il serait intéressant de mettre en place une coordination des actions contenues dans les CRE, pour que les structures apprennent à travailler ensemble. Cette coordination pourrait être assurée soit par le département soit par la future structure porteuse du SAGE.

#### *3.2.1.3.Un CRE commun à l'issue des CRE en cours*

A l'issue de ces quatre CRE, une des solutions envisageable pour mener une gestion cohérente des cours d'eau serait de signer un CRE commun entre les six structures si la fusion n'est pas effectuée. Ce CRE devra prendre en compte des 105 préconisations du SAGE de la Vienne. Un problème difficilement surmontable reste en vigueur, il s'agit de l'impossibilité de signer deux CRE successifs sur un même territoire (ce qui serait le cas pour un linéaire important).

D'autres solutions sont également envisageables.

### 3.2.2. Le contrat de rivière : un outil ambitieux et efficace

Deux documents officiels présentent la procédure et la démarche pour la mise en place des contrats de rivière :

- le bilan des travaux du comité national d'agrément des contrats de rivière et de baie publié en décembre 2003, lors de sa cessation d'activité (CNACRB, 2003),
- une circulaire publiée dans le bulletin officiel du ministère du développement durable et de l'environnement le 30 janvier 2004 (MEDD, 2004B).

Les propositions évoquées ci-après s'appuient sur ces deux documents et les présentations effectuées par Mr MIGNOT (Agence de l'Eau Loire Bretagne) lors de ma formation (MIGNOT, 2006)

L'outil contrat de rivière est un outil qui a fait ses preuves, il existe depuis 1981 (plus de 150 contrats) et a efficacement contribué au progrès des pratiques de gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques.

#### 3.2.2.1. Le contrat de rivière : un outil privilégié pour la mise en œuvre du SAGE Vienne

Le SAGE et le contrat de rivière sont deux outils complémentaires (tab. 58)

**Tableau 58 : Les complémentarités entre les SAGE et les contrats de rivière.**

<b>SAGE de la Vienne</b>	<b>Contrat de Rivière</b>
Portée juridique (opposable à l'administration)	S'appuie sur la portée juridique du SAGE
Objectifs et préconisations à l'échelle d'un bassin versant dépassant les limites administratives	Volonté locale pour mettre en œuvre le SAGE sur un territoire en adéquation avec les découpages administratifs (département de la Vienne)
Outil de planification (vision à long terme) définissant 105 préconisations	Outil de programmation opérationnel (actions à court terme) mettant en œuvre les préconisations du SAGE
Absence d'engagement des financeurs	Engagement des financeurs

Le contrat de rivière est basé sur trois grands principes :

- **la volonté locale**, démarche initiée localement avec l'appui des différents usagers de l'eau,
- **la concertation**, les acteurs locaux travail ensemble, sur la durée pour définir des priorités d'action partagées,
- **l'incitation**, développement au plan local d'une gestion intégrée des cours d'eau appuyé par un engagement des financeurs.

Cinq volets peuvent être pris en compte au sein du contrat de rivière. Dans tous les cas, le contrat de rivière a vocation à intégrer les contraintes et perspectives des autres politiques d'aménagement (urbanisme, transport, industrie, agriculture, tourisme...) en jouant un rôle fédérateur et en permettant la concertation entre les différents acteurs.

Les différents volets d'un contrat de rivière sont les suivants (tab. 59).

**Tableau 59 : Les objectifs d'un contrat de rivière.**

<b>Volets</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Contenu</b>
<b>A</b>	Amélioration de la <b>qualité des eaux</b>	- programmes d' <b>assainissement</b> des eaux résiduaires et des eaux pluviales urbaines - programmes des <b>industries</b> - maîtrise des <b>pollutions diffuses</b> d'origine agricole
<b>B1</b>	Restauration des <b>milieux aquatiques</b>	- <b>travaux</b> de restauration, de renaturation, d'entretien et de <b>gestion des berges et du lit</b> - <b>mise en valeur</b> des milieux aquatiques - protection des <b>espèces piscicoles</b>
<b>B2</b>	Prévention des risques liés aux <b>inondations</b>	- actions de <b>prévention des inondations</b> et de <b>protection contre les risques</b> concernant les zones urbanisées (travaux et mesures réglementaires)
<b>B3</b>	Prise en compte des <b>paysages</b>	- <b>prise en compte des paysages dans la définition des projets d'aménagement</b> , notamment pour la restauration des milieux aquatiques et la protection contre les risques liés aux inondations
<b>C</b>	<b>Communication</b>	- <b>coordination, animation, suivi</b> , réalisation du <b>bilan</b> du contrat - facteur important de <b>durabilité de l'action</b>

Au minimum, les volets A, B1 et C doivent être intégrés au contrat (ANDRE S., AELB, Communication Personnelle). Pour le futur contrat de rivière du bassin de la Vienne Aval, les enjeux liés aux inondations et aux paysages sont importants, il serait pertinent de les intégrer dans le contrat. Un autre enjeu apparaît, celui de la gestion quantitative de la ressource en eau (optimisation de la gestion des prélèvements, soutien des étiages, débits réservés), il serait également indispensable de l'intégrer dans le contrat.

Deux entités s'assurent de la mise en œuvre du contrat de rivière et de la concertation :

- le comité de rivière,
- la structure porteuse.

Le comité de rivière est constitué par le préfet de département, il a pour vocation d'être le lieu de débat entre les acteurs de l'eau sur le territoire concerné. Il est important que sa composition soit représentative du tissu économique et social du territoire. Le futur contrat de rivière de la Vienne Aval concerne une partie du périmètre couvert par le SAGE Vienne, le comité de rivière peut être institué en tant que **commission spécialisée de la commission locale de l'eau du SAGE de la Vienne**. La circulaire du 30 janvier 2004 précise les missions, la composition et le fonctionnement du comité de bassin.

La mise en place d'un contrat de rivière nécessite une structure porteuse compétente et légitime dont le territoire correspond au périmètre du contrat. Le S.V.A. constituera une structure porteuse idéale pour initier la mise en place d'un contrat de rivière. Pour assurer la réussite de la concertation que nécessite le contrat de rivière et le succès de son application il est nécessaire que la structure porteuse emploie un chargé de mission pour animer et suivre le déroulement du contrat. Les missions de **l'animateur du contrat** étant différente de celles d'un technicien de rivière, son recrutement doit être spécifique pour la mise en place du contrat dès la phase d'initialisation du projet.

NB : La mise en place de la gestion intégrée de la ressource en eau sur le bassin de la Vienne pourrait également être envisagée à travers la mise en place d'un outil spécifique à l'Agence de l'Eau Loire Bretagne : le contrat de bassin. Cet outil reprend les objectifs des volets A, B1 et C du contrat de rivière en excluant les volets B2 et B3 (qui sont importants sur la Vienne Aval). Actuellement, les contrats de bassin versant concernent principalement les opérations de lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole afin de protéger la ressource en eau pour l'alimentation en eau potable. Cet outil est également un outil de programmation opérationnel, il nécessite une démarche plus simplifiée nécessitant l'accord du conseil d'administration de l'Agence de l'Eau.

Pour permettre aux acteurs locaux de la gestion de l'eau de choisir l'outil le plus adapté au contexte de la Vienne Aval, il sera nécessaire d'effectuer une étude préalable. Cette étude préalable aura pour objectif de comparer précisément les différences entre les objectifs et possibilités des outils contractuels disponibles afin de choisir le plus adapté. Cette étude devra également porter sur les procédures à mettre en œuvre.

### 3.2.2.2. La procédure de mise en œuvre

---

#### La démarche

---

Si la future structure S.V.A. désire avec l'ensemble des acteurs locaux de l'eau mettre en place un contrat de rivière sur son territoire la procédure serait la suivante (des évolutions éventuelles peuvent intervenir au niveau de la procédure avec la validation du 9<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau).

Le SAGE Vienne étant approuvé, la procédure est simplifiée. Elle nécessite cependant plusieurs années, pour donner un ordre d'idée : entre 2 et 4 ans. Seules les grandes étapes sont évoquées :

- constitution du comité de rivière (commission spécialisée de la CLE du SAGE Vienne),
- réalisation d'un dossier présentant le projet de contrat (comprenant la synthèse du SAGE Vienne) après réalisation de l'état des lieux et des études complémentaires,
- validation du projet de contrat par la CLE du SAGE Vienne et rédaction du dossier définitif,
- demande d'agrément du contrat définitif, du programme d'action et son plan de financement devant le comité de bassin Loire Bretagne préalablement analysé par la DIREN de bassin,
- signature du contrat.

Le calendrier du programme d'action se déroulant le plus souvent sur 5 ans, il peut au maximum durer 7 ans.

#### Les clefs de la réussite

---

Certains points doivent être pris en compte pour que le contrat de rivière soit une réussite, voici quelques éléments :

- s'assurer que le contrat de rivière soit l'outil le plus adapté pour mettre en place une gestion intégrée de la ressource en eau sur le territoire,
- réaliser un bon état des lieux du territoire sans négliger aucune donnée (études préalables approfondies et études complémentaires si nécessaire),
- ne pas attendre la fin du processus d'élaboration pour lancer les études afin de mettre en œuvre le contrat dès son approbation,
- réaliser un bon diagnostic, identifier les problèmes majeurs du territoire pour définir des objectifs et un programme d'action adaptés,
- multiplier au maximum les réunions du comité de rivière pour permettre une bonne concertation (création de groupes thématiques opérationnels),
- penser au suivi financier et technique ainsi qu'à l'évaluation dès le départ.

### 3.2.2.3. Les partenaires éventuels pour un contrat de rivière sur la Vienne Aval

---

Une première liste provisoire des différents partenaires pour un contrat de rivière sur la Vienne Aval peut être présentée, **elle n'est pas exhaustive** (tab. 60, p. 84 et 85).

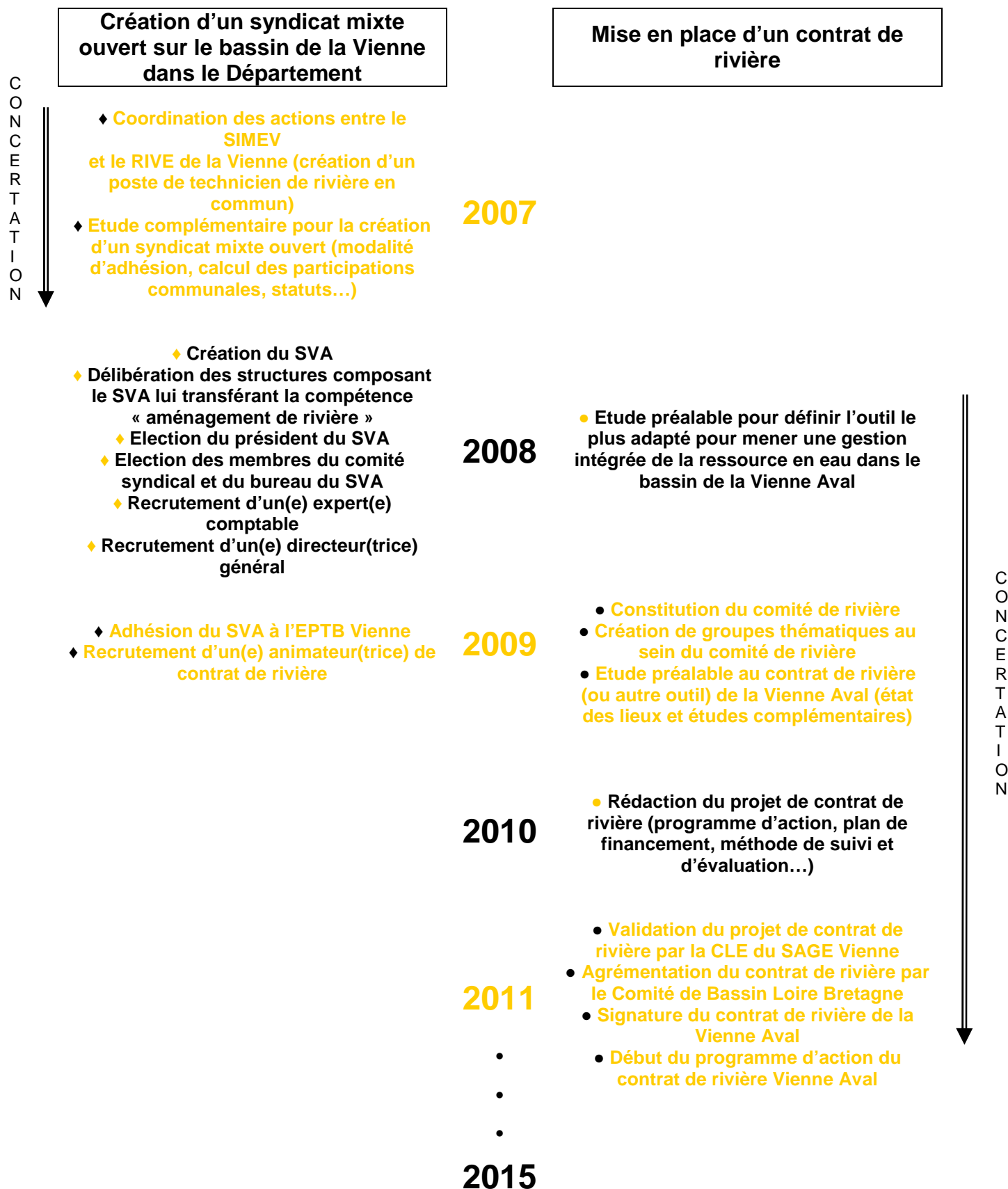
Tableau 60 : Les partenaires éventuels pour un contrat de rivière sur la Vienne Aval

Partenaires éventuels	Financements	Volet A : Qualité de l'eau	Volet B1 : Milieux Aquatiques	Volet B2 : Inondations	Volet B3 : Paysages et espèces	Volet C : Communication	Gestion quantitative de la ressource en eau	Autres
Europe	X							
<b>ADMINISTRATION DE L'ÉTAT</b>								
DIREN Poitou Charentes	X	X	X	X	X		X	
DDE				X				
DDAF		X	X				X	
DDASS		X						
CSP			X		X			
<b>STRUCTURE DE BASSIN</b>								
Agence de l'Eau	X							
Futur EPTB Vienne						X		
<b>COLLECTIVITES</b>								
Région	X							
Département	X							
CC du Montmorillonnais								X
CC du Lussacois								X
CC du Pays Chauvinois								X
CC Vienne et Moulière								X
CC des Vals de Gartempe et Creuse								X
CC du Lençloîtrais								X
CC entre le Mâble et la Vienne								X
CC Vienne et Creuse								X
CA du Pays Châtelleraudais								X
Pays du Montmorillonnais					X	X		
Pays du Chauvinois					X	X		
SIAEP de la Blourde		X						
SIAEP de l'Isle Jourdain		X						
SIGEP de la Gartempe		X						
SIAEP de Lussac-les-Châteaux		X						
SIAEP de Fontjoin		X						
SI de Leignes-sur-Fontaines		X						
SIAEP de la Bussière		X						
SIAEP de St-Julien-l'Ars		X						
SIAEP d'Archigny		X						
SIAEP Bonneuil, Vouneuil		X						
SIAEP d'Availles-en-Châtelleraudais		X						
SIAEP de Mirebeau		X						
SIAEP de Lençloître		X						
SIAEP du Haut Châtelleraudais		X						
SIAEP du Côteau de St-Clair		X						
SIVEER		X						
Futur S.V.A.	X	X	X	X	X	X	X	

Partenaires éventuels	Financements	Volet A : Qualité de l'eau	Volet B1 : Milieux Aquatiques	Volet B2 : Inondations	Volet B3 : Paysages et espèces	Volet C : Communication	Gestion quantitative de la ressource en eau	Autres
<b>ACTEURS ECONOMIQUES ET ASSOCIATIONS</b>								
FDAAPPMA			X		X			
Les AAPPMA			X		X			
Chambre d'Agriculture		X						
Chambre des Métiers		X						
Chambres de Commerce et de l'Industrie		X						
CPIE Seuil du Poitou						X		
CPIE Val de Gartempe						X		
CREN Poitou Charentes			X		X			
GEREPI			X		X			
LPO			X		X			
Vienne Nature			X		X			
Les riverains et leurs associations							X	X
Les exploitants agricoles et les coopératives		X					X	
Les industriels		X					X	
Les propriétaires d'ouvrages hydrauliques (EDF et propriétaires de micro-centrales)							X	
Les propriétaires d'étangs et leurs syndicats		X	X				X	
Les consommateurs et leurs unions		X					X	
FFCK 86								X
Les clubs d'activités nautiques								X
Les randonneurs et leurs associations								X
Les offices de tourisme					X			

Stéphane LORIOT, actuel animateur du SAGE du bassin de la Vienne a confirmé que le futur EPTB du bassin de la Vienne soutiendra cette démarche et apportera un appui technique notamment pour son élaboration. Un calendrier prévisionnel peut être dressé pour permettre une gestion intégrée de la ressource en eau sur le bassin de la Vienne dans le département.

### 3.3. Calendrier prévisionnel pour une gestion intégrée de la ressource en eau dans le bassin de la Vienne



## Conclusion

Actuellement, les textes réglementant la gestion de la ressource en eau affichent des ambitions fortes pour atteindre le « bon état écologique » en 2015. Cependant, l'évolution des politiques de financement n'appuie pas cette volonté, elles sont globalement en baisse pour la restauration et l'entretien des cours d'eau. Localement, les 105 préconisations du SAGE du bassin de la Vienne relayent cette volonté de mener une gestion intégrée de la ressource en eau. Tout l'enjeu actuel, sur le bassin de la Vienne est de mettre en application ces 105 préconisations.

Dans le département de la Vienne, la gestion des cours d'eau du bassin de la Vienne est assurée par six structures qui travaillent indépendamment. Pour permettre une meilleure cohérence entre les actions et une meilleure efficacité, un rapprochement de ces structures est envisagé. En effet, le diagnostic du fonctionnement et des actions menées par ces structures a mis en avant les faiblesses de l'actuelle gestion des cours d'eau :

- manque de technicien médiateur de rivière,
- absence de gestion sur l'ensemble du linéaire,
- travaux annexes à la restauration et à l'entretien de la ripisylve souvent insuffisants,
- différence dans les modes de fonctionnement principalement au niveau financier...

Mes propositions pour arriver à une gestion cohérente de la ressource en eau sont les suivantes :

- création d'un syndicat mixte ouvert sur l'ensemble de bassin de la Vienne dans le département, regroupant les six structures actuelles,
- mise en place d'un contrat de rivière sur ce territoire, outil de programmation opérationnel privilégié pour la mise en application des préconisations du SAGE Vienne.

Le 8 juin 2006, à la demande de Guy RUBI (président du R.I.V.E. de la Vienne), Jean-Pierre JARRY (vice-président du conseil général de la Vienne et président de la commission de l'environnement de la qualité de vie et du développement durable) a organisé une réunion avec les trois structures gestionnaires de la Vienne pour discuter du rapprochement des structures. Le conseil général de la Vienne propose dans un premier temps de regrouper le R.I.V.E. de la Vienne et le S.I.M.E.V. qui travailleront en collaboration avec le S.M.P.M. Cette démarche aboutirait à une gestion nord sud de la Vienne. Cette réunion a confirmé la volonté politique de travailler ensemble.

Dans un avenir proche, il faudra que tous les acteurs concernés se concertent pour préciser les modalités visant à coordonner la gestion de la ressource en eau dans le département. Les questions suivantes devront être soulevées pour trouver des solutions communes :

- qui désire s'intégrer dans ce nouveau syndicat mixte ouvert ?
- comment parvenir à ce regroupement (démarches à suivre) ?
- quelles seront les compétences de cette nouvelle structure ?
- quels seront les moyens de cette nouvelle structure ?
- comment fonctionnera cette structure (direction générale, expert comptable, ingénieurs, techniciens...) ?
- quelles seront les activités de cette structure ?

**« Vers une démarche commune  
pour une gestion cohérente »**

## Bibliographie

- AELB (Agence de l'Eau Loire Bretagne). 2004. – Agence de l'Eau Loire Bretagne : Modalités 2004. - p. 11-12
- BETAM. 1997. – Restauration des bords de Vienne de Bonnes à Cenon. – 56 p.
- BETAM. 1998. - Restauration des cours d'eau, rapport de propositions. – 70 p.
- BIEF. 2005A. - Etude diagnostic de la Vienne gérée par le SIMEV, du Talbat, du Servon et du Theil : Phase 1, diagnostique général de l'existant. – 123 p.
- BIEF. 2005B. - Etude diagnostic de la Vienne gérée par le SIMEV, du Talbat, du Servon et du Theil : Phase 2, programme pluriannuel. – 58 p.
- BIOTOPE, CREN Poitou Charentes. 2005. - Inventaire des enjeux pour la préservation des milieux naturels sur le bassin de la Loire en Poitou-Charentes. – 131 p.
- CBLB (Comité de Bassin Loire-Bretagne). 2004A. – La directive cadre sur l'eau et son application dans le bassin Loire-Bretagne : 16 questions – 16 réponses. – Orléans – 15 p.
- CBLB (Comité de Bassin Loire-Bretagne). 2004B. – Etat des lieux du bassin Loire-Bretagne : Volume 1, caractérisation du bassin Loire-Bretagne et registre des zones protégées et Volume 2, cartes et annuaires. – Orléans – 422 p.
- CBLB (Comité de Bassin Loire-Bretagne). 2005. - Tous acteurs de l'eau : Questions importantes et programme de travail pour la gestion de l'eau du bassin Loire-Bretagne. – Orléans – 46 p.
- CBLB (Comité de Bassin Loire-Bretagne). 2006A. – La mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau : Commission géographique « Vienne Creuse » Programme de mesures version 1, Document de travail version provisoire. – Orléans – non paginé
- CBLB (Comité de Bassin Loire Bretagne). 2006B. – Préparation du IXe programme : présentation des interventions de l'objectif 6, entretenir et réhabiliter les milieux aquatiques, Groupe thématique « Milieux aquatiques » réunion du 17 mai 2006. – Orléans – non paginé
- CNACRB (Comité National d'Agrément des Contrats de Rivière et de Baie). 2003. – Les contrats de rivière et de baie : procédure et démarche. - Paris – 14 p.
- Département de la Vienne. 2005. – Xème programme d'aide au développement des communes : demande de subvention au conseil général. - p. 47
- DIREN Centre. 2006. – Le Plan Loire Grandeur Nature. [en ligne]. [référence du 12 juillet 2006 : 12 juillet 2006]. – Disponible sur internet : <http://www.centre.ecologie.gouv.fr/plgn.htm>
- EPL (Etablissement Public Loire). 2006. - Document stratégique interrégional soumis à concertation sur les suites du plan Loire grandeur nature pour les années 2007-2013 : Document de travail ; version du 24 avril 2006. – 31 p.
- EUROPE DIRECT. 2005. – Règlement de Développement Rural : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER). – 18 p.
- HydroConcept. 1998A. – Etude des berges et du lit de l'Envigne : Diagnostic, Le programme pluriannuel d'entretien. – 44 p.
- HydroConcept. 1998B. - Etude des berges et du lit de l'Ozon : Diagnostic, Le programme pluriannuel d'entretien. – 56 p.

HydroConcept. 2001A. - Etude préalable à la restauration et à l'entretien de la Dive de Morthemmer et du Rin : Document 1, Présentation générale. – 27 p.

HydroConcept. 2001B. - Etude préalable à la restauration et à l'entretien de la Dive de Morthemmer et du Rin : Document 3, Programme Pluriannuel d'Entretien et de restauration. – 39 p.

HydroConcept. 2003. – Etude préalable à l'entretien et à la restauration de la Vienne : Programme Pluriannuel d'Entretien. – 49 p.

HydroConcept. 2005A. - Bilan du CRE Vienne et Affluents 2000-2004 : Bilan technique et financier du contrat de restauration et d'entretien de la Vienne et de ses affluents de 2000 à 2004. - 103 p.

HydroConcept. 2005B. - Etude préalable au contrat de restauration et d'entretien des affluents de la Vienne, de la Gartempe et de l'Anglin : Phase 1, Présentation générale, Affluents de la Vienne, Affluents de la Gartempe et de l'Anglin. – 78 p.

HydroConcept. 2005C. - Etude préalable au contrat de restauration et d'entretien des affluents de la Vienne, de la Gartempe et de l'Anglin : Phase 2, Définition des enjeux, des objectifs et des actions, Affluents de la Vienne, Affluents de la Gartempe et de l'Anglin. – 50 p.

HydroConcept. 2005D. – Etude préalable au contrat de restauration et d'entretien des affluents de la Vienne, de la Gartempe et de l'Anglin : Phase 3, Programmation des travaux, estimation financière. – 126 p.

MEDD (Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable). 2003. – La directive cadre : Une directive pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. – Paris - 2 p.

MEDD (Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable). 2004A. – Dossier de presse : 16 décembre 1964 – 16 décembre 2004, 40 ans de politique de l'eau. – Paris – 21 p.

MEDD(Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable). 2004B. – Circulaire relative aux contrats de rivière et de baie. – Paris – 8 p.

MEDD (Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable). 2005. - Circulaire DCE 2005/12 relative à la définition du « bon état » et à la constitution des référentiels pour les eaux douces de surface (cours d'eau, plans d'eau), en application de la directive européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000, ainsi qu'à la démarche à adopter pendant la phase transitoire (2005-2007). – Paris – 17 p.

MEDD(Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable). 2006A. – Projet de loi eau et milieux aquatiques. [en ligne]. [référence du 12 juin 2006 : 12 juin 2006]. – Disponible sur internet : [http://www.ecologie.gouv.fr/rubrique.php?id\\_rubrique=1072](http://www.ecologie.gouv.fr/rubrique.php?id_rubrique=1072)

MEDD(Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable). 2006B. – Reconnaissance officielle des établissements publics territoriaux de bassin. – Paris – 5 p.

MIGNOT. 2006. – Contrats de rivière et contrats de baie : Mise en place, évolution, perspectives. – présentation orale pour la formation IMACOF. – 27 p.

Préfecture de région Poitou Charentes. 2006. – Politique Régional. [en ligne]. [référence du 17 juillet 2006 : 17 juillet 2006]. – Disponible sur internet : [http://www.poitou-charentes.pref.gouv.fr/espace\\_thematiques/espace\\_thematiques.php?id=20&rub=9&page=5](http://www.poitou-charentes.pref.gouv.fr/espace_thematiques/espace_thematiques.php?id=20&rub=9&page=5)

Région Limousin. 2004A. – Synthèse ou ce qu'il faut retenir sur le SAGE du bassin de la Vienne. – Limoges – 14 p.

Région Limousin. 2004B. – Préconisation du SAGE du bassin de la Vienne. – Limoges – 187 p.

Région Poitou-Charentes. 2006. – Gestion des rivières en Poitou-Charentes : règlement du 15 mai 2006. – 10 p.

RIVE de la Vienne. 2001. – Statuts. – 2 p.

RIVE de la Vienne. 2002-2005. – Comptes administratifs du RIVE de la Vienne 2002, 2003, 2004 et 2005.

SIAOV Ozon. 2002-2005. – Comptes administratifs du SIAOV Ozon 2002, 2003, 2004 et 2005.

SIAV Envigne. 2002-2005. – Comptes administratifs du SIAV Envigne 2002, 2003, 2004 et 2005.

SIMEV. 2003. – Statuts du syndicat. – 5 p.

SIMEV. 2003-2005. – Comptes administratifs du SIMEV 2003, 2004 et 2005.

SIV Dive et Rin. 2002-2005. – Comptes administratifs du SIV Dive et Rin 2002, 2003, 2004 et 2005.

SMPM. 2005. – Contrat de pays 2005-2006 – Etat – territoire Montmorillonnais. – p. 2

## Table des matières

Introduction.....	1
Note de présentation.....	2
1. La gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne : un contexte en pleine mutation.....	4
1.1. Une nouvelle politique de gestion de l'eau.....	4
1.1.1. Le contexte européen (DCE) : vers une obligation de résultat.....	4
1.1.1.1. Les grands principes de la DCE.....	4
Une gestion par bassin versant.....	4
La planification et la programmation des actions.....	4
La nécessité d'une analyse économique de l'eau.....	5
La consultation du public.....	5
1.1.1.2. La DCE et le bassin de la Vienne.....	5
L'état des lieux.....	5
✓ Délimitation des différentes masses d'eau et définition des différents types.....	5
✓ Définition de l'état du milieu de chaque masse d'eau.....	7
✓ Définition des objectifs environnementaux à atteindre et dérogations éventuelles.....	7
Capacité des masses d'eau du bassin de la Vienne à respecter ou non les objectifs environnementaux à l'horizon 2015.....	8
Le programme de mesure.....	10
Bilan DCE et bassin de la Vienne.....	10
1.1.2. La prise en compte de la DCE dans la législation française.....	11
1.1.2.1. La loi sur l'eau de 1992.....	11
1.1.2.2. Vers une nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques.....	11
1.1.3. La prise en compte de la DCE dans le SDAGE Loire Bretagne.....	12
1.1.3.1. Le SDAGE de 1996.....	12
1.1.3.2. Vers un nouveau SDAGE en 2009.....	12
1.1.4. Le SAGE Vienne : 105 préconisations à appliquer.....	14
1.1.4.1. Les principales dates dans l'élaboration du SAGE.....	14
1.1.4.2. Les documents constitutifs du SAGE et sa mise en œuvre.....	14
1.1.5. Le Plan Loire : début de la troisième phase.....	16
1.1.5.1. Les deux premières phases du Plan Loire.....	16
1.1.5.2. La troisième phase du Plan Loire.....	16
1.2. Un contexte financier difficile pour les gestionnaires de cours d'eau.....	18
1.2.1. L'Europe : un futur incertain.....	18
1.2.1.1. Les fonds structurels européens 2000-2006.....	18
1.2.1.2. Les futurs fonds structurels européens.....	19
1.2.2. L'arrêt des crédits de l'Etat.....	19
1.2.3. Le neuvième programme de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne : des prévisions en baisse.....	19
1.2.4. La nouvelle politique rivière de la région Poitou-Charentes : secteur prioritaire ou non.....	21
1.2.5. Le département de la Vienne : des financements constants jusqu'en 2008.....	22
1.3. Synthèse de la gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne.....	23
2. Diagnostic des gestionnaires de cours d'eau du bassin de la Vienne.....	25
2.1. Les six gestionnaires présents.....	25
2.1.1. Le S.M.P.M.....	25
2.1.1.1. Type de structure et fonctionnement.....	25
2.1.1.2. Historique et compétences.....	27
2.1.1.3. Les actions menées.....	28
Les CRE 2000-2004.....	28
✓ Les actions menées sur la Vienne.....	28
• Présentation succincte et localisation.....	28
• Bilan des travaux.....	29
• Les indicateurs de suivi.....	29
✓ Les actions menées sur les affluents de la Vienne.....	30
• Présentation succincte et localisation.....	30
• Bilan des travaux.....	30
• Les indicateurs de suivi.....	31
• Autres actions menées (communes à la Vienne et ses affluents).....	31

Les CRE en attente.....	31
✓ Présentation succincte et localisation.....	31
✓ Propositions de travaux.....	32
✓ Les indicateurs de suivi .....	33
✓ Autres actions menées .....	33
2.1.1.4. Analyse financière .....	34
2.1.2. Le S.I.M.E.V. ....	35
2.1.2.1. Type de structure et fonctionnement.....	35
2.1.2.2. Historique et compétences .....	35
2.1.2.3. Les actions menées .....	35
Les actions prévues sur la Vienne.....	36
✓ Présentation succincte et localisation.....	36
✓ Propositions de travaux.....	36
✓ Les indicateurs de suivi .....	36
Les actions prévues sur les affluents de la Vienne.....	36
✓ Présentation succincte et localisation.....	36
✓ Propositions de travaux.....	37
✓ Les indicateurs de suivi .....	37
2.1.2.4. Autres actions prévues (communes à la Vienne et ses affluents).....	37
2.1.2.5. Analyse financière .....	38
La section fonctionnement.....	38
✓ Les dépenses .....	38
✓ Les recettes .....	38
La section d'investissement .....	39
✓ Les dépenses .....	39
✓ Les recettes .....	39
2.1.3. Le R.I.V.E. de la Vienne .....	40
2.1.3.1. Type de structure et fonctionnement.....	40
2.1.3.2. Historique et compétences .....	40
2.1.3.3. Les actions menées .....	40
Le programme pluriannuel de travaux sur la Vienne 1999-2003.....	41
✓ Présentation succincte et localisation.....	41
✓ Bilan des travaux .....	41
Le futur CRE sur la Vienne.....	41
✓ Présentation succincte et localisation.....	41
✓ Propositions de travaux.....	42
✓ Les indicateurs de suivi .....	42
✓ Autres actions prévues.....	42
2.1.3.4. Analyse financière .....	42
La section fonctionnement.....	42
✓ Les dépenses .....	42
✓ Les recettes .....	43
La section d'investissement .....	44
✓ Les dépenses .....	44
✓ Les recettes .....	45
2.1.4. Le S.I.V. Dive et Rin.....	46
2.1.4.1. Type de structure et fonctionnement.....	46
2.1.4.2. Historique et compétences .....	46
2.1.4.3. Les actions menées .....	47
Les actions initiées et prévues sur la Dive de Morthemmer et le Rin .....	47
✓ Présentation succincte et localisation.....	47
✓ Propositions de travaux.....	47
✓ Les indicateurs de suivi .....	48
2.1.4.4. Analyse financière .....	48
La section fonctionnement.....	49
✓ Les dépenses .....	49
✓ Les recettes .....	49
La section d'investissement .....	50
✓ Les dépenses .....	50
✓ Les recettes .....	50

2.1.5.	Le S.I.A.V. Envigne .....	51
2.1.5.1.	Type de structure et fonctionnement.....	51
2.1.5.2.	Historique et compétences .....	51
2.1.5.3.	Les actions menées .....	52
	Le CRE 2000-2005 sur l'Envigne et la Bourde .....	52
✓	Présentation succincte et localisation.....	52
✓	Bilan des travaux .....	53
✓	Les indicateurs de suivi .....	53
2.1.5.4.	Analyse financière .....	53
	La section fonctionnement .....	54
✓	Les dépenses .....	54
✓	Les recettes .....	54
	La section d'investissement .....	54
✓	Les dépenses .....	54
✓	Les recettes .....	55
2.1.6.	Le S.I.O.A.V. Ozon.....	56
2.1.6.1.	Type de structure et fonctionnement.....	56
2.1.6.2.	Historique et compétences .....	56
2.1.6.3.	Les actions menées .....	57
	Le CRE 2000-2005 sur l'Ozon et l'Ozon de Chenevelles .....	57
✓	Présentation succincte et localisation.....	57
✓	Bilan des travaux .....	57
✓	Les indicateurs de suivi .....	58
2.1.6.4.	Analyse financière .....	58
	La section fonctionnement .....	58
✓	Les dépenses .....	58
✓	Les recettes .....	59
	La section d'investissement .....	60
✓	Les dépenses .....	60
✓	Les recettes .....	60
2.2.	Analyse comparative de la gestion des cours d'eau menée par les six structures présentes .....	61
2.2.1.	Le territoire couvert.....	61
2.2.2.	Le fonctionnement des structures .....	62
2.2.3.	Les actions menées .....	64
2.2.3.1.	Analyse des actions passées et en cours.....	64
2.2.3.2.	Les perspectives à court terme .....	66
2.2.3.3.	Les perspectives à moyen terme .....	69
2.2.4.	Analyse financière .....	70
2.2.4.1.	L'évolution globale des dépenses de chaque structure .....	70
2.2.4.2.	Evolution des dépenses par section.....	71
	La section de fonctionnement .....	71
	La section d'investissement .....	71
2.2.4.3.	Evolution des recettes par section.....	72
	La section de fonctionnement .....	72
	La section d'investissement .....	72
2.3.	Synthèse du diagnostic des gestionnaires de cours d'eau .....	73
3.	Pour plus de cohérence dans la gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne .....	74
3.1.	Propositions pour une meilleure collaboration des gestionnaires de cours d'eau .....	74
3.1.1.	L'intérêt d'une meilleure collaboration .....	74
3.1.2.	Les différents scénarii pour engager une meilleure collaboration .....	75
3.1.3.	La création d'une structure ambitieuse.....	76
3.1.3.1.	Fonctionnement du « Syndicat Vienne Aval ».....	76
3.1.3.2.	Démarche à suivre pour créer cette structure ambitieuse.....	77
3.1.3.3.	Complémentarité avec la future structure porteuse du SAGE de la Vienne .....	78
3.2.	Des outils adaptés pour mettre en place une gestion cohérente .....	80
3.2.1.	Poursuivre la politique actuelle : les contrats de restauration et d'entretien.....	80
3.2.1.1.	Rappel des engagements relatif à la signature d'un CRE .....	80
3.2.1.2.	La coordination des actions.....	80
3.2.1.3.	Un CRE commun à l'issu des CRE en cours .....	80

3.2.2.	Le contrat de rivière : un outil ambitieux et efficace .....	81
3.2.2.1.	Le contrat de rivière : un outil privilégié pour la mise en œuvre du SAGE Vienne .....	81
3.2.2.2.	La procédure de mise en œuvre .....	83
	La démarche.....	83
	Les clefs de la réussite .....	83
3.2.2.3.	Les partenaires éventuels pour un contrat de rivière sur la Vienne Aval .....	83
3.3.	Calendrier prévisionnel pour une gestion intégrée de la ressource en eau dans le bassin de la Vienne.....	86
	Conclusion .....	87
	Bibliographie.....	88
	Table des matières.....	91
	Liste des figures et des tableaux.....	95

## Liste des figures et des tableaux

Figure 1 : Les six structures compétentes dans la gestion des cours d'eau sur le bassin de la Vienne dans le département de la Vienne.....	3
Figure 2 : Les districts hydrographiques du bassin Loire Bretagne.....	5
Figure 3 : Les commissions géographiques du bassin Loire Bretagne.....	5
Figure 4 : Masses d'eau "cours d'eau principaux" de la commission géographique Vienne Creuse.....	6
Figure 5 : Les masses d'eau "très petits cours d'eau" du département de la Vienne.....	6
Figure 6 : Définition du "bon état" des masses d'eau.....	7
Figure 7 : Calendrier de la révision du SDAGE Loire Bretagne.....	12
Figure 8 : Découpage administratif du S.M.P.M.....	26
Figure 9 : Les quatre vallées du S.M.P.M.....	26
Figure 10 : Linéaire de travaux sur la Vienne lors du CRE 2000-2004 du S.M.P.M.....	29
Figure 11 : Linéaire de travaux sur les affluents de la Vienne lors du CRE 2000-2004 du S.M.P.M.....	30
Figure 12 : Linéaire de travaux sur les affluents de la Vienne pour le futur CRE du S.M.P.M.....	31
Figure 13 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SMPM entre 2002 et 2005.....	34
Figure 14 : Les communes adhérentes au SIMEV.....	35
Figure 15 : Linéaire de travaux sur la Vienne pour le futur CRE du SIMEV.....	36
Figure 16 : Linéaire de travaux sur les affluents de la Vienne pour le futur CRE du SIMEV.....	37
Figure 17 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIMEV entre 2003 et 2005.....	38
Figure 18 : Les communes adhérentes au RIVE de la Vienne.....	40
Figure 19 : Linéaire de travaux sur la Vienne lors du PPA 1999-2003 du R.I.V.E. de la Vienne.....	41
Figure 20 : Linéaire de travaux sur la Vienne pour le futur CRE du R.I.V.E. de la Vienne.....	42
Figure 21 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.....	43
Figure 22 : Les dépenses de fonctionnement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.....	43
Figure 23 : Les recettes de fonctionnement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.....	44
Figure 24 : Les dépenses d'investissement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.....	44
Figure 25 : Les recettes d'investissement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.....	45
Figure 26 : Les communes adhérentes au S.I.V. Dive et Rin.....	46
Figure 27 : Linéaire de travaux sur la Dive de Morthemer et le Rin pour le futur CRE du S.I.V. Dive et Rin.....	48
Figure 28 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.....	48
Figure 29 : Les dépenses de fonctionnement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.....	49
Figure 30 : Les recettes de fonctionnement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.....	49
Figure 31 : Les dépenses d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.....	50
Figure 32 : Les recettes d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.....	50
Figure 33 : Les communes adhérentes au S.I.A.V. Envigne.....	51
Figure 34 : Linéaire de travaux sur l'Envigne et la Bourde lors du CRE 2000-2005 du S.I.A.V. Envigne.....	52
Figure 35 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005.....	53
Figure 36 : Les dépenses de fonctionnement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005.....	54
Figure 37 : Les dépenses d'investissement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005.....	55
Figure 38 : Les recettes d'investissement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005.....	55
Figure 39 : Les communes adhérentes au S.I.A.O.V. de l'Ozon.....	56
Figure 40 : Linéaire de travaux sur l'Ozon et l'Ozon de Chenevelles lors du CRE 2000-2005 du S.I.A.O.V. Ozon.....	57
Figure 41 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.....	59
Figure 42 : Les dépenses de fonctionnement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.....	59
Figure 43 : Les dépenses d'investissement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.....	60
Figure 44 : Les recettes d'investissement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.....	60
Figure 45 : Les communes riveraines adhérentes à une structure gestionnaire de cours d'eau sur le périmètre du SAGE de la Vienne dans le département.....	61
Figure 46 : Travaux effectués lors des anciens programmes pluriannuels sur le bassin de la Vienne dans le département.....	64
Figure 47 : Travaux envisagés lors des futurs CRE sur le bassin de la Vienne dans le département.....	67

Figure 48 : Evolution des dépenses des 5 syndicats de rivière entre 2002 et 2005.....	70
Figure 49 : Part des dépenses d'investissement pour les 6 structures entre 2002 et 2005. ....	70
Figure 50 : Les dépenses de fonctionnement des 5 syndicats de rivière entre 2002 et 2005.....	71
Figure 51 : Les dépenses d'investissement des 5 syndicats de rivière entre 2002 et 2005.....	71
Figure 52 : Les recettes de fonctionnement des 5 syndicats entre 2002 et 2005 .....	72
Figure 53 : Les recettes d'investissement des 5 syndicats entre 2002 et 2005.....	72
Figure 54 : Périmètre d'intervention proposé de l'Etablissement Public du Bassin de la Vienne .....	78

Tableau 1 : Les masses d'eau "cours d'eau principaux" sur le territoire.....	6
Tableau 2 : Les masses d'eau "très petits cours d'eau" sur le territoire. ....	6
Tableau 3 : Capacité des masses d'eau du territoire à respecter ou non les objectifs environnementaux à l'horizon 2015. (CBLB, 2006A) .....	9
Tableau 4 : Coordonner les actions, un des enjeu du SAGE du bassin de la Vienne.....	15
Tableau 5 : Taux de subvention du FEOGA de 2000 à 2006. ....	18
Tableau 6 : Taux de subventions de la DIREN avant 2002. ....	19
Tableau 7 : Prévisions sur l'évolution des taux de subvention de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne. ...	20
Tableau 8 : Taux de subvention de la nouvelle politique rivière de la région. ....	21
Tableau 9 : Taux de subvention du département jusqu'en 2008. ....	22
Tableau 10 : Synthèse des objectifs de la politique de l'eau sur le territoire. ....	23
Tableau 11 : Synthèse du contexte financier. ....	24
Tableau 12 : Les affluents de la Vienne ayant fait l'objet de travaux lors du CRE 2000-2004 du SMPM. .....	30
Tableau 13 : Les affluents de la Vienne qui feront l'objet de travaux lors du futur CRE du SMPM. ....	31
Tableau 14 : Linéaire de travaux prévu sur les affluents de la Vienne lors du futur CRE du SMPM....	32
Tableau 15 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SMPM entre 2002 et 2005. ...	34
Tableau 16 : Les affluents de la Vienne qui feront l'objet de travaux lors du futur CRE du SIMEV. ....	36
Tableau 17 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIMEV entre 2003 et 2005. ...	38
Tableau 18 : Les dépenses de fonctionnement du SIMEV entre 2003 et 2005.....	38
Tableau 19 : Les recettes de fonctionnement du SIMEV entre 2003 et 2005. ....	38
Tableau 20 : Les dépenses d'investissement du SIMEV en 2004 et 2005. ....	39
Tableau 21 : Les recettes d'investissement du SIMEV en 2004 et 2005.....	39
Tableau 22 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005.....	43
Tableau 23 : Les dépenses de fonctionnement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005. ....	43
Tableau 24 : Les recettes de fonctionnement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005. ....	44
Tableau 25 : Les dépenses d'investissement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005. ....	44
Tableau 26 : Les recettes d'investissement du RIVE de la Vienne entre 2002 et 2005 .....	47
Tableau 27 : Les cours d'eau faisant l'objet de travaux lors du CRE du SIV Dive et Rin. ....	47
Tableau 28 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005.....	48
Tableau 29 : Les dépenses de fonctionnement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005. ....	49
Tableau 30 : Les recettes de fonctionnement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005. ....	49
Tableau 31 : Les dépenses d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005. ....	50
Tableau 32 : Les recettes d'investissement du SIV Dive et Rin entre 2002 et 2005. ....	50
Tableau 33 : Les cours d'eau qui ont fait l'objet de travaux lors du CRE 2000-2005 du SIAV Envigne. .....	52
Tableau 34 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005.....	53
Tableau 35 : Les dépenses de fonctionnement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005. ....	54
Tableau 36 : Les participations communales du SIAV Envigne entre 2002 et 2005. ....	54
Tableau 37 : Les dépenses d'investissement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005. ....	55
Tableau 38 : Les recettes d'investissement du SIAV Envigne entre 2002 et 2005. ....	57
Tableau 39 : Les cours d'eau qui ont fait l'objet de travaux lors du CRE 2000-2005 du SIAOV Ozon.	57
Tableau 40 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.....	59
Tableau 41 : Les dépenses de fonctionnement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005. ....	59
Tableau 42 : Les participations communales du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005.....	59
Tableau 43 : Les dépenses d'investissement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005. ....	60

Tableau 44 : Les recettes d'investissement du SIAOV Ozon entre 2002 et 2005. ....	60
Tableau 45 : Liste des communes adhérentes aux gestionnaires de cours d'eau sur le territoire. ....	61
Tableau 46 : Les différents types de structures gestionnaires de cours d'eau sur le territoire. ....	62
Tableau 47 : Les structures récentes et anciennes de la gestion des cours d'eau sur le territoire. ....	62
Tableau 48 : Le secrétariat des structures gestionnaires de cours d'eau sur le territoire. ....	63
Tableau 49 : Les postes de techniciens médiateurs de rivière sur le territoire. ....	63
Tableau 50 : Les programmes de travaux engagés dans le passé sur le territoire. ....	64
Tableau 51 : Nature des travaux engagés lors des anciens programmes de travaux sur le territoire. ....	65
Tableau 52 : Nature des travaux prévus dans les futurs CRE sur le territoire. ....	68
Tableau 53 : Les indicateurs de suivi prévus pour les futurs CRE sur le territoire. ....	69
Tableau 54 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement des 6 structures entre 2002 et 2005. ....	73
Tableau 55 : Les atouts et les faiblesses de la gestion des cours d'eau sur le territoire. ....	73
Tableau 56 : Les scénarii envisageables pour une gestion cohérente de l'eau sur le territoire. ....	75
Tableau 57 : La complémentarité entre le futur EPTB Vienne et le futur syndicat mixte de la Vienne aval. ....	79
Tableau 58 : Les complémentarités entre les SAGE et les contrats de rivière. ....	81
Tableau 59 : Les objectifs d'un contrat de rivière. ....	82
Tableau 60 : Les partenaires éventuels pour un contrat de rivière sur la Vienne Aval. ....	84

# Sommaire

Introduction .....	1
Note de présentation .....	2
1. La gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne : un contexte en pleine mutation .....	4
1.1. Une nouvelle politique de gestion de l'eau .....	4
1.1.1. Le contexte européen (DCE) : vers une obligation de résultat .....	4
1.1.1.1. Les grands principes de la DCE .....	4
1.1.1.2. La DCE et le bassin de la Vienne .....	5
1.1.2. La prise en compte de la DCE dans la législation française .....	11
1.1.2.1. La loi sur l'eau de 1992 .....	11
1.1.2.2. Vers une nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques .....	11
1.1.3. La prise en compte de la DCE dans le SDAGE Loire Bretagne .....	12
1.1.3.1. Le SDAGE de 1996 .....	12
1.1.3.2. Vers un nouveau SDAGE en 2009 .....	12
1.1.4. Le SAGE Vienne : 105 préconisations à appliquer .....	14
1.1.4.1. Les principales dates dans l'élaboration du SAGE .....	14
1.1.4.2. Les documents constitutifs du SAGE et sa mise en œuvre .....	14
1.1.5. Le Plan Loire : début de la troisième phase .....	16
1.1.5.1. Les deux premières phases du Plan Loire .....	16
1.1.5.2. La troisième phase du Plan Loire .....	16
1.2. Un contexte financier difficile pour les gestionnaires de cours d'eau .....	18
1.2.1. L'Europe : un futur incertain .....	18
1.2.1.1. Les fonds structurels européens 2000-2006 .....	18
1.2.1.2. Les futurs fonds structurels européens .....	19
1.2.2. L'arrêt des crédits de l'Etat .....	19
1.2.3. Le neuvième programme de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne : des prévisions en baisse .....	19
1.2.4. La nouvelle politique rivière de la région Poitou-Charentes : secteur prioritaire ou non. ....	21
1.2.5. Le département de la Vienne : des financements constants jusqu'en 2008 .....	22
1.3. Synthèse de la gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne .....	23
2. Diagnostic des gestionnaires de cours d'eau du bassin de la Vienne .....	25
2.1. Les six gestionnaires présents .....	25
2.1.1. Le S.M.P.M. ....	25
2.1.1.1. Type de structure et fonctionnement .....	25
2.1.1.2. Historique et compétences .....	27
2.1.1.3. Les actions menées .....	28
2.1.1.4. Analyse financière .....	34
2.1.2. Le S.I.M.E.V. ....	35
2.1.2.1. Type de structure et fonctionnement .....	35
2.1.2.2. Historique et compétences .....	35
2.1.2.3. Les actions menées .....	35
2.1.2.4. Autres actions prévues (communes à la Vienne et ses affluents) .....	37
2.1.2.5. Analyse financière .....	38
2.1.3. Le R.I.V.E. de la Vienne .....	40
2.1.3.1. Type de structure et fonctionnement .....	40
2.1.3.2. Historique et compétences .....	40
2.1.3.3. Les actions menées .....	40
2.1.3.4. Analyse financière .....	42
2.1.4. Le S.I.V. Dive et Rin .....	46
2.1.4.1. Type de structure et fonctionnement .....	46
2.1.4.2. Historique et compétences .....	46
2.1.4.3. Les actions menées .....	47
2.1.4.4. Analyse financière .....	48
2.1.5. Le S.I.A.V. Envigne .....	51
2.1.5.1. Type de structure et fonctionnement .....	51
2.1.5.2. Historique et compétences .....	51
2.1.5.3. Les actions menées .....	52

2.1.5.4.	Analyse financière .....	53
2.1.6.	Le S.I.O.A.V. Ozon .....	56
2.1.6.1.	Type de structure et fonctionnement .....	56
2.1.6.2.	Historique et compétences .....	56
2.1.6.3.	Les actions menées .....	57
2.1.6.4.	Analyse financière .....	58
2.2.	Analyse comparative de la gestion des cours d'eau menée par les six structures présentes .....	61
2.2.1.	Le territoire couvert.....	61
2.2.2.	Le fonctionnement des structures .....	62
2.2.3.	Les actions menées.....	64
2.2.3.1.	Analyse des actions passées et en cours .....	64
2.2.3.2.	Les perspectives à court terme .....	66
2.2.3.3.	Les perspectives à moyen terme.....	69
2.2.4.	Analyse financière .....	70
2.2.4.1.	L'évolution globale des dépenses de chaque structure .....	70
2.2.4.2.	Evolution des dépenses par section.....	71
2.2.4.3.	Evolution des recettes par section.....	72
2.3.	Synthèse du diagnostic des gestionnaires de cours d'eau.....	73
3.	Pour plus de cohérence dans la gestion de l'eau sur le bassin de la Vienne .....	74
3.1.	Propositions pour une meilleure collaboration des gestionnaires de cours d'eau .....	74
3.1.1.	L'intérêt d'une meilleure collaboration.....	74
3.1.2.	Les différents scénarii pour engager une meilleure collaboration.....	75
3.1.3.	La création d'une structure ambitieuse .....	76
3.1.3.1.	Fonctionnement du « Syndicat Vienne Aval ».....	76
3.1.3.2.	Démarche à suivre pour créer cette structure ambitieuse.....	77
3.1.3.3.	Complémentarité avec la future structure porteuse du SAGE de la Vienne .....	78
3.2.	Des outils adaptés pour mettre en place une gestion cohérente .....	80
3.2.1.	Poursuivre la politique actuelle : les contrats de restauration et d'entretien .....	80
3.2.1.1.	Rappel des engagements relatif à la signature d'un CRE.....	80
3.2.1.2.	La coordination des actions.....	80
3.2.1.3.	Un CRE commun à l'issu des CRE en cours .....	80
3.2.2.	Le contrat de rivière : un outil ambitieux et efficace.....	81
3.2.2.1.	Le contrat de rivière : un outil privilégié pour la mise en œuvre du SAGE Vienne	81
3.2.2.2.	La procédure de mise en œuvre .....	83
3.2.2.3.	Les partenaires éventuels pour un contrat de rivière sur la Vienne Aval .....	83
3.3.	Calendrier prévisionnel pour une gestion intégrée de la ressource en eau dans le bassin de la Vienne .....	86
	Conclusion .....	87
	Bibliographie.....	88
	Table des matières .....	91
	Liste des figures et des tableaux .....	95